

ARRÊTÉ MUNICIPAL

du 25 Mai 1929 portant modification de l'article 6 du
Règlement sur les cimetières musulmans.

Journal Officiel No. 51, du 6 Juin 1929.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu l'Arrêté Municipal du 6 Février 1911 portant règlement sur les cimetières musulmans d'Alexandrie, modifié par l'Arrêté Municipal du 1er Juin 1916 ;

Vu la délibération du Comité des cimetières musulmans de cette ville en date du 19 Janvier 1929 ;

Vu la décision de la Commission Municipale en date du 6 Février 1929, approuvée par S.E. le Ministre de l'Intérieur.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'article 6 du Règlement sur les cimetières musulmans est modifié comme suit :

“ Le Comité ne peut délibérer valablement qu'autant que six au moins de ses membres assistent à la séance. Au cas où ce nombre n'est pas atteint, la séance est ajournée à huitaine. Ses délibérations seront alors valables si quatre de ses membres sont présents et prennent par au vote, à condition que, parmi ces derniers, il y ait un conseiller ou un fonctionnaire municipal et l'Inspecteur Sanitaire de la Municipalité ou son remplaçant.

Les décisions seront prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au “Journal Officiel”.

Alexandrie, le 16 Zilkadeh 1347 (25 Mai 1929).

HUSSEIN SABRY.

ARRÊTÉ MUNICIPAL

**du 14 Juin 1929 portant règlement sur la vente des
huiles et graisses végétales comestibles.**

Journal Officiel No. 57, du 27 Juin 1929.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu l'article 15 du Décret du 5 Janvier 1890, instituant la Municipalité d'Alexandrie ;

Vu la délibération de la Délégation Municipale, agissant comme Commission, du 31 juillet 1928, approuvée par S.E. le Ministre de l'Intérieur en date du 15 Mai 1929 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Indépendamment des dispositions de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements, incommodes, insalubres et dangereux et du règlement sur le beurre artificiel en date du 15 Août 1913, la vente des huiles et graisses végétales comestibles, sera soumise aux prescriptions suivantes :

ART. 2.

Les huiles et graisses végétales comestibles, exposées pour la vente, doivent être contenues dans des récipients (bidons, barils, bouteilles, etc), portant une étiquette sur laquelle il y aura une indication exacte de la nature spécifique de l'huile ou de la graisse y contenue, telle que huile d'olives, huile de coton, huile de sésame, etc.

Une indication vague telle que : huile française, anglaise, huile de salade, etc., sera considérée comme insuffisante.

ART. 3.

Pour tout mélange d'huiles ou de graisses végétales comestibles, exposé pour la vente, l'étiquette appliquée au récipient devra porter l'indication précise de la nature et de la proportion des huiles ou graisses composant ce mélange.

ART. 4.

Tout mélange d'huiles ou de graisses minérales d'huiles ou de graisses végétales ou animales non comestibles, et en général toute huile ou graisse végétale impropre à l'alimentation sera contenue dans des récipients portant une étiquette avec l'inscription "Non comestible,"

ART. 5.

En aucun cas, l'acidité d'une huile ou graisse végétale comestible ou mélange d'huile et de graisse végétale comestible ne devra dépasser les 15 % d'acidité. Au delà de ce degré toute huile ou graisse végétale ou mélange sera considéré comme comestible.

ART. 6.

Les graisses animales comestibles ressemblant au beurre de lait (frais ou cuit), ainsi que les mélanges contenant des graisses végétales ou animales comestibles ayant l'apparence du beurre (frais ou cuit), seront considérés comme "beurres artificiels" et soumis au règlement du 15 Août 1913.

ART. 7.

Les étiquettes prévues aux articles précédents seront fixées au récipient en permanence de façon à ne pas être facilement détachées. Elles porteront les indications requises en langue arabe et en une des langues anglaise, française, italienne, ou grecque en lettres d'une hauteur de 4 centimètres au minimum, et ce pour les récipients d'une capacité de 5 litres ou plus.

Quant aux récipients d'une capacité inférieure à 5 litres, la hauteur des lettres ne devra pas être inférieure à 1 centimètre. Dans tous les cas, les étiquettes devront toujours être lisibles et en bon état.

ART. 8.

Les huiles et graisses végétales comestibles vendues en détail devront toujours provenir d'un récipient exposé au public et portant les étiquettes prévues aux articles précédents.

Il est par conséquent, strictement défendu de remplir les bouteilles, bidons, etc., fournis par les clients d'un baril ou d'un autre récipient placé dans un dépôt ou dans une annexe attenante ou non au magasin.

ART. 9.

Les agents de la Municipalité pourront toujours pénétrer dans les locaux où les huiles et graisses végétales comestibles sont fabriqués ou déposées ou mises en vente et y prélever des échantillons. Procès-verbal sera toujours fait de la visite.

ART. 10.

Les dispositions du présent règlement seront appliquées sans préjudice de toute autre poursuite pénale à laquelle pourront donner lieu les faits constatés.

ART. 11.

Toute contravention aux dispositions du présent règlement, sera punie d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine et d'une amende n'excédant pas P.T. 100 ou de l'une de ces deux peines seulement.

Dans le cas d'une seconde contravention dans le délai d'une année à partir de la date où la première condamnation est devenue définitive, le juge pourra ordonner la fermeture de l'établissement pendant un mois ou sa fermeture définitive.

ART. 12.

Dans le cas où les co-propriétaires de l'établissement seraient les uns étrangers et les autres indigènes, la contravention sera poursuivie devant la juridiction mixte.

ART. 13.

Le présent arrêté entrera en vigueur trente jours après sa publication au 'Journal Officiel'.

Alexandrie, le 7 Moharrem 1348 (14 Juin 1929.)

(signé) ; HUSSEIN SABRY

ARRÊTÉ MUNICIPAL

du 30 Juin 1929 Interdisant aux particuliers l'arrosage et le derversement d'eau sur les voies publiques asphaltées.

Journal Officiel No. 61, du 11 Juillet 1929.

LE PRÉSIDENT DE LA MUNICIPALITÉ D'ALEXANDRIE,

Vu l'article 15 du Décret du 5 Janvier 1890 instituant la Comission Municipale d'Alexandrie ;

Vu la délibération de la Délégation Municipale en date du 7 Août 1928 agissant en tant que Commission, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés ;

Vu l'approbation de S.E. le Ministre de l'Intérieur en date du 12 Juin 1929 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Dans le périmètre de la ville d'Alexandrie, il est défendu aux particuliers d'arroser les voies publiques asphaltées ou d'y déverser de l'eau de quelque manière que ce soit.

ART. 2.

Toute infraction aux dispositions de cet arrêté sera punie d'une amende de P.T. 5 à 25 et pourra être constatée à la charge soit de l'auteur de la contravention, soit de l'occupant du local devant lequel l'infraction a été commise.

ART. 3.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel".

Alexandrie, le 23 Moharrem 1348, (le 30 Juin 1929).

(Signé) : HUSSEIN SABRY

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 1er Juillet 1929 ajoutant le Dilaudide, le Benzoylmorphine et d'une façon générale les substances connues sous le noms d'esters de morphine ainsi que tous les dérivés d'ecgonine qui pourraient servir industriellement à sa régénération au tableau des substances stupéfiantes.

Journal Officiel No. 62, du 5 Juillet 1929

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR p.i.,

Vu l'article 32 de la Loi No. 21 de 1928 réglementant le commerce et l'emploi des stupéfiants ;

Sur la proposition du Sous-Secrétaire d'Etat pour l'Hygiène Publique ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Sont ajoutés au tableau des substances stupéfiantes mentionnées dans l'article 1er de la Loi No. 21 de 1928 sus-visée, les substances suivantes :

Le Dilaudide, le Benzoylmorphine et d'une façon générale les substances connues sous le noms d'esters de morphine ainsi que tous les dérivés d'ecgonine qui pourraient servir industriellement à sa régénération.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur deux mois après sa publication au "Journal Officiel".

Le Caire, le 24 Moharrem 1348 (1er Juillet 1929).

(Signé) : GAUFAR ALY

ARRÊTÉ MUNICIPAL

du 3 Juillet 1929 portant autorisation d'exécuter des travaux d'enduit simple aux façades des immeubles frappés d'alignement.

Journal Officiel No. 65, du 25 Juillet 1929.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE

Vu les articles 15 et 23 du Décret du 5 Janvier 1890, instituant la Commission Municipale d'Alexandrie ;

Vu le Décret du 26 Août 1889, sur le Service du Tanzin ;

Vu l'arrêté du Ministère des Travaux Publics, en date du 8 Septembre 1889, modifié par l'Arrêté du 5 février 1899, portant règlement d'application du Tanzim ;

Vu l'Arrêté Municipal du 19 Février 1909 portant règlement sur les constructions ;

Vu la délibération de la Commission en date du 2 Décembre 1925, approuvée par le Ministère de l'Intérieur ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les propriétaires d'immeubles ou autres intéressés pourront, moyennant un permis délivré par la Municipalité, exécuter les travaux d'enduit simple aux façades, aux Kharrags et aux bow-windows des immeubles frappés d'alignement.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel".

Alexandrie, le 26 Moharrem 1348 (3 Juillet 1929).

HUSSEIN SAERY.

ARRÊTÉ MUNICIPAL

du 1^{er} Août 1929 prescrivant l'observation de certaines
mesures sur les plages d'Alexandrie

Journal Officiel No. 72 du 19 Août 1929.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE.

Vu l'article 15 du décret du 5 Janvier 1890, instituant la Commission Municipale d'Alexandrie ;

Vu l'Arrêté Municipal du 13 Septembre 1927, prescrivant l'observation de certaines mesures sur les plages ;

Vu la délibération de la Délégation, agissant comme Commission Municipale, en date du 30 Juillet 1929, approuvée par S.E. le Ministre de l'Intérieur ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Durant la saison balnéaire du 1^{er} Avril au 31 Octobre de chaque année, il est formellement interdit ;

1. — De se déshabiller ailleurs que dans des cabines ou établissements de bains, sur toutes les plages comprises dans le périmètre de la ville d'Alexandrie, allant de Agami à Mandarah et notamment sur les plages suivantes : Mex, Silsileh, Chatby, Camp de César, Ibrahimieh, Sporting Club, Cléopâtre, Stanley Bay, Saba Pacha, Bringui Nokta (Glyménopoulo), Mazloum Pacha, Zizinia, Laurens, Sidi-Bishr, Mandara.

2. — De se baigner ou de se promener sur les dites plages sans être vêtu d'un costume de bain complet toujours boutonné ; le simple caleçon de bain est interdit.

3. — D'y jouer au football, au water polo ou de pêcher.

ART. 2.

Il est également interdit :

1. — D'amener, de laisser circuler ou de baigner des chiens, chevaux ou autres animaux.

2. — De jeter des débris de verre ou tous autres objets ou matières pouvant blesser les baigneurs.

ART. 3.

Toute contravention aux dispositions du présent arrêté sera passible d'une amende n'excédant pas P.T. 100 et d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 4.

L'arrêté municipal précité du 13 septembre 1927 est abrogé.

ART. 5.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel".

Alexandrie, le 25 Safar 1348 (1er Août 1929.)

(Signé): HUSSEIN SABRY

=====

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 3 Avril 1930 ajoutant l'érysipèle au tableau des
maladies infectieuses

Journal Officiel No. 32, du 7 Avril 1930.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR p.i.,

Vu l'article premier, alinéa 2 de la Loi No 15 de 1912 modifié par la Loi No. 18 de 1915 prescrivant des mesures prophylactiques contre les maladies infectieuses ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La maladie suivante est ajoutée à la deuxième partie du tableau annexé à la Loi No 15 de 1912 sus-visée :

“L'érysipèle”.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au “Journal Officiel”.

Fait, le 4 Zilkadeh 1348 (3 Avril 1930).

(Signé) MOHAMED NAGHIB EL GHARABLI.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 24 Avril 1930 ajoutant la malaria au tableau
des maladies infectieuses

Journal Officiel N° 42, du 1er Mai 1930.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR p.i.,

Vu l'article premier, alinéa 2, de la Loi No. 15 de 1912, modifiée par la Loi No. 18 de 1915 prescrivant des mesures prophylactiques contre les maladies infectieuses ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Est ajoutée à la deuxième partie du tableau annexé à la Loi No. 15 de 1912 sus-visée, la maladie infectieuse suivante :

“La Malaria.”

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au “Journal Officiel”.

Le Caire, le 25 Zilkadeh 1348 (24 Avril 1930).

(Signé) M. N. EL GHARABLI

ARRÊTÉ MUNICIPAL

du 14 Mai 1930 portant réduction de la taxe sur les
automobiles publiques à Alexandrie.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE,

Vu l'arrêté municipal du 2 Décembre 1920 portant modifications à la taxe sur les véhicules et sur les bêtes de selle, de somme de trait ;

Vu le règlement d'application de la dite taxe en date du 5 Janvier 1929 ;

Vu la délibération de la Commission Municipale en date du 4 Avril 1930 approuvée par S.E. le Ministre de l'Intérieur en date du 4 Mai 1930 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Le tarif prévu à l'article premier de l'Arrêté du 2 Décembre 1920 sus-visé est, en ce qui concerne les automobiles publiques (les omnibus exceptés), modifié comme suit :

de 1 à 5 places	...	...	...	L.E. 9
de 6 à 12 „	„	...	...	„ 18

ART. 2.

Le présent arrêté aura effet à partir du 1er Janvier 1930.

Alexandrie, le 14 Mai 1930

(Signé) : HUSSEIN SABRY.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 24 juin 1930 ajoutant l'Eucodal et le Dicodide à la
liste des substances stupéfiantes.

Journal Officiel No. 68, du 14 Juillet 1930.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 32 de la Loi No. 21 de 1928 réglementant le commerce et l'emploi des stupéfiants ;

Sur la proposition du Sous-Secrétaire d'Etat pour l'Hygiène Publique ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'Eucodal et le Dicodide sont ajoutés à la liste des substances stupéfiantes mentionnées dans l'article premier de la Loi No. 21 de 1928 susvisée.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur deux mois après sa publication au "Journal Officiel".

Le Caire, le 27 Moharrem 1349 (24 Juin 1930).

(signé) : ISMAIL SEDKY.

LOI No. 31 de 1930

du 26 Juin 1930 portant modification du Décret en date du 27 Mai 1899 prescrivant les mesures à prendre pour combattre la peste et le choléra.

Journal Officiel No. 63, du 30 Juin 1930.

NOUS FOUAD 1er, ROI D'EGYPTE,

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté ;

Nous avons sanctionné et promulguons la loi dont la teneur suit ;

ARTICLE PREMIER.

Les articles suivants du Décret en date du 27 Mai 1899, prescrivant les mesures à prendre pour combattre la peste et le choléra, modifié par les Lois No. 3 de 1911 et No. 10 de 1913, sont modifiés comme suit ;

Art. 8. — Lorsqu'une personne sera atteinte ou suspectée d'être atteinte d'une de ces deux maladies, déclaration en sera faite dans les 24 heures au Bureau Sanitaire, dans les villes, et à l'Omdeh dans les villages. L'obligation de faire la déclaration incombe :

1. — Au médecin traitant et, à son défaut,

2. — Au locataire de la chambre ou de l'appartement où le cas s'est produit, et à son défaut, au propriétaire de l'immeuble.

Si le cas s'est produit dans un hôtel, auberge, maison meublée ou autre établissement analogue, l'obligation incombe au tenancier ou au gérant de l'établissement.

Les directeurs des écoles devront dénoncer les cas qui se seraient produits à l'école parmi les élèves ou le personnel.

Si la personne tenue de faire la déclaration est elle-même atteinte de la maladie, ou si le locataire ou le propriétaire sont absents, l'obligation incombe à ceux qui assistent le malade. La

déclaration du médecin devra être faite sur une formule ad hoc délivrée gratuitement par les Bureaux Sanitaires et les Bureaux de Poste et expédiés sans frais.

Art. 9 Bis. — L'Administration de l'Hygiène Publique pourra, dans l'intérêt de la santé publique, interdire toute réunion dans les mausolées et cimetières et faire procéder administrativement à la fermeture des halles et marchés à bestiaux et autres marchés publics périodiques desservant les villes ou villages où il aura été constaté un cas de peste ou de choléra, avéré ou suspect."

ART. 2.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution de la présente loi qui entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel".

Nous ordonnons que la présente loi soit revêtue du sceau de l'Etat, publiée au "Journal Officiel" est exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au Palais de Koubbeh, le 29 Moharram (26 Juin 1930).

FOUAD.

Par le Roi :

Le Président du Conseil des Ministres,

ISMAIL SEDKY.

Le Ministre de l'Intérieur,

ISMAIL SEDKY

(Traduction).

=====

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 13 Juillet 1930 retranchant certaines substances vénéneuses des tableaux I et II annexés au Décret-Loi de 1929 portant règlement sur les pharmacies et le commerce des substances vénéneuses.

Journal Officiel No. 71, du 24 Juillet 1930

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 93 du Décret-Loi No. 14 de 1929 portant règlement sur les pharmacies et le commerce des substances vénéneuses:

Sur la proposition du Sous-Secrétaire d'Etat pour l'Hygiène Publique ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Sont retranchées du tableau I annexé au Décret-Loi susvisé les substances et préparations suivantes ;

	Pour cent.
Pommade d'oxyde de zinc.	15
Solution d'acide borique.	4
Teinture d'iode.	2,5
Amoniaque liquide,	

ART. 2.

Sont retranchées du tableau 2 annexé au Décret-Loi sus-visé les préparations suivantes.

Solution de permanganate de potasse.....	}	1 pour 5000
„ de sublimé corrosif.....		
„ de cyanure de mercure.....		
Collyre bleu (préparé selon la pharmacopée des Hôpitaux du Gouvernement Egyptien)..	|	
		Pour cent.
Pommade de mercure.		30
Pommade précipité jaune.		1

ART. 3.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au “Journal Officiel”.

Le Caire, le 17 Safar 1349 (13 Juillet 1930).

Signé : ISMAIL SEDKY

=====

ARRÊTÉ MUNICIPAL

du 17 Juillet 1930 portant modification à l'Arrête du 31 Mai 1927 relatif à la taxe des entrées aux spectacles et divertissement publics. (1).

Journal Officiel No. 73, du 28 Juillet 1930

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu l'Arrêté Municipal du 31 Mai 1927 relatif à la taxe sur les entrées aux spectacles et divertissements publics dans la Ville d'Alexandrie ;

Vu la délibération, de la Commission Municipale en date du 27 Juin 1930, approuvée par S.E. le Ministre de l'Intérieur le 15 Juillet 1930 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'alinéa suivant est ajouté à l'article premier, *in fine* du susdit arrêté :

“ Exceptionnellement, dans les cinémas, les places de P.T. 1¹/₂ et au-dessous sont exemptées de la taxe. ”

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au “Journal Officiel.”

Alexandrie, le 21 Saffar 1349 (17 Juillet 1930).

(Signé) : HUSSEIN SABRY

(1) Voir l'arrêté du 26 Août 1932 abrogeant le présent arrêté.

ARRÊTÉ MUNICIPAL

du 18 Juillet 1930 Interdisant l'emploi des périssaires ou autres embarcations légères sur les plages d'Alexandrie lorsque le drapeau noir est hissé.

Journal Officiel No. 79, du 18 Août 1930.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu l'Arrêté Municipal du 1er Août 1929 prescrivant l'observation de certaines mesures sur les plages d'Alexandrie ;

Vu la délibération de la Commission Municipale en date du 25 Juin 1930 approuvée par S.E. le Ministre de l'Intérieur le 15 Juillet 1930,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Ainsi modifié par l'arrêté du 24 Septembre 1931 :

Durant chaque saison balnéaire du 1er Avril au 31 Octobre de chaque année, il est formellement interdit, lorsque le drapeau noir est hissé, de se baigner, de descendre à la mer ou d'utiliser des périssaires ou autres embarcations légères sur toutes les plages comprises dans le périmètre municipal d'Alexandrie.

ART. 2.

Toute contravention au présent arrêté sera passible d'une amende n'excédant pas P.T. 100 et d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice de la saisie et de la confiscation.

ART. 3.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au 'Journal Officiel'.

Alexandrie, le 25 Saffar 1349 (18 Juillet 1930.)

(Signé) : HUSSEIN SABRY.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

**du 29 Juillet 1930 portant modification au tableau
des maladies infectieuses.**

Journal officiel No. 76, du 9 Août 1930

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'alinéa 2 de l'article 1er de la Loi No. 15 de 1912, modifié par la Loi No. 18 de 1915 prescrivant des mesures prophylactiques contre les maladies infectieuses ;

Considérant que la tuberculose ne s'attaque pas seulement aux poumons mais qu'elle atteint également les bronches, la trachée de larynx.

ARRÊTE ;

ARTICLE PREMIER.

La mention "Tuberculose pulmonaire" qui se trouve à la deuxième partie du tableau annexé à la Loi No. 15 de 1912 susvisée est remplacée par la mention suivante :

"Tuberculose du système respiratoire."

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel".

Le Caire, le 29 Juillet 1930,

signé : ISMAIL SEDKY.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 3 Septembre 1930 portant modification de l'Arrêté du 16
Juillet 1913 portant Règlement sur les automobiles.

Journal Officiel No. 85, du 8 Septembre 1930.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR:

Vu l'Arrêté portant Règlement sur les automobiles en date du 16 Juillet 1913, modifié par les Arrêtés en date des 14 Novembre 1915 et 30 Juin 1917 ;

Vu la délibération de l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte en date du 13 Juin 1930, prise en conformité du Décret du 31 Janvier 1889 ;

ARRÊTE:

ARTICLE PREMIER

L'article 3 de l'arrêté susvisé est abrogé et remplacé par l'article suivant :

Art. 3. — La demande d'autorisation sera présentée par le propriétaire de l'automobile au Gouvernorat ou à la Moudirieh dans les circonscriptions desquelles il entend faire circuler habituellement sa voiture.

Une demande sera présentée pour chaque automobile sur papier timbré de 50 millièmes et suivant modèle approuvé par le Ministère de l'Intérieur et publié aux "Journaux Officiels".

Elle devra contenir l'indication de l'adresse du propriétaire de l'automobile. Tout changement ultérieur d'adresse du propriétaire de l'automobile devra être notifié dans les quinze jours au Gouvernorat ou à la Moudirieh sous peine de contravention.

Toute fausse déclaration faite dans la demande sera considérée comme une contravention au présent règlement.

ART. 2.

L'article 8 de l'arrêté sus-visé est abrogé et remplacé par l'article suivant :

Art. 8. — Si le propriétaire de l'automobile entend faire circuler habituellement sa voiture dans une circonscription autre que celle où elle a été immatriculée, il devra, dans les quinze jours, notifier ce changement au Gouvernorat ou à la Moudirieh de la dite circonscription où il entend la faire circuler.

Le transfert sera annoté par cette dernière autorité, sur la feuille de l'autorisation et les deux plaques prévues à l'article 13 du présent règlement seront retirées et remplacées par de nouvelles plaques, contre paiement de P.T. 20.

ART. 3.

L'article 12 de l'Arrêté susvisé est abrogé et remplacé par l'article suivant :

Art. 12. — Les droits annuels d'examen de surveillance sont établis comme suit :

	L.E.
Pour une automobile de maître à 4 roues ou plus...	3
Pour toute autre automobile à 4 roues ou plus.....	5
Pour une automobile à moins de 4 roues.....	2
Pour une voiture remorque à 4 roues.....	2
Pour une voiture remorque à moins de 4 roues.....	1

Les susdits droits ne seront pas perçus dans le cas d'une automobile pour laquelle sera présentée une quittance pour l'année courante de la taxe établie par la Municipalité d'Alexandrie.

ART. 4.

Il sera ajouté à l'article susvisé un nouvel article 12 bis ainsi conçu :

Art. 12 bis. — Des autorisations spéciales dites autorisations commerciales pourront être accordées contre paiement L.E. 20 par an pour chaque autorisation, aux personnes exerçant le commerce ou l'industrie de l'automobile,

Ces autorisations permettent de faire circuler les voitures non munies de l'autorisation prévue à l'article 3 du présent règlement. Elles sont soumises à des conditions et prescriptions particulières à établir par arrêté ministériel. (1)

ART. 5.

Le dernier alinéa de l'article 13 de l'arrêté sus-visé est abrogé et remplacé comme suit ;

Art. 13. — (dernier alinéa) L'usage de ces plaques sera soumis au paiement annuel des sommes suivantes ;

	P.T.
Pour les automobiles, la paire.....	20
Pour les motocycles, la paire.....	10

En cas de perte ou de détérioration nécessitant le remplacement des plaques ce, remplacement se fera moyennant le paiement de P.T. 100 pour les automobiles et de P.T. 50 pour les motocycles.

ART. 6.

L'article 19 de l'arrêté susvisé est abrogé et remplacé par l'article suivant :

Art. 19. — Le permis de conduire ne pourra être accordé à une personne âgée de moins de 18 ans révolus ou n'ayant pas une bonne vue ou une constitution saine.

Il pourra être refusé si le requérant a été condamné dans l'année de la demande pour ivresse ou infraction à la loi sur les stupéfiants ou s'il a subi, dans les trois ans, une condamnation pénale du chef d'accidents occasionnés par maladresse, imprudence, négligence, inattention ou inobservation des règlements.

Nul ne pourra jouir à la fois de plus d'un permis de conduire délivré en Egypte.

(1) Voir arrêt ministériel du 27 Novembre 1930 établissant ces conditions et prescriptions.

ART. 7.

L'article 34 de l'arrêté susvisé est abrogé et remplacé par l'article suivant :

Art. 34. — Toute contravention au présent règlement qui peut être constatée à la charge du conducteur d'une automobile ou du receveur d'un autobus, pourra être constatée aussi à la charge du propriétaire de l'automobile si le fait contraventionnel a pu avoir lieu par la volonté ou par la négligence de celui-ci.

ART. 8.

L'article 35 de l'arrêté susvisé est abrogé et remplacé par l'article suivant :

Art. 35. — Les automobiles ne pourront être affectées au louage, soit comme voitures de places ou de remise, soit comme autobus, qu'en vertu d'un permis spécial annuel annexé à l'autorisation visée à l'article 2.

Un permis spécial annuel sera également nécessaire pour faire circuler sur les routes publiques des automobiles destinées au transport des marchandises ou à tout autre usage industriel, agricole ou commercial (tracteurs, camions, voitures de livraison).

Ce permis indiquera :

1. — Pour les autobus, les conditions de tarif, d'itinéraire et, s'il y a lieu, d'horaire.

2. — Pour les voitures de place ou de remise, les conditions de tarif.

3. — Pour l'une ou l'autre de ces catégories, le nombre de voyageurs que l'automobile peut transporter.

4. — Pour les automobiles destinées au transport des matériaux et des marchandises, le poids, la hauteur et la largeur maxima du chargement ainsi que le revêtement des roues.

Le Gouverneur ou le Moudir pourra, à tout moment, changer les conditions du permis spécial relatives aux tarifs, itinéraires et horaires.

Il pourra de même prescrire dans le dit permis toutes conditions particulières dans l'intérêt de la circulation, de la sécurité ou de la salubrité publiques.

ART. 9.

Les paragraphes 1 et 2 de l'article 40 de l'arrêté susvisé sont abrogés et remplacés comme suit :

Art. 40. — (paragraphe 1). Nul ne pourra conduire une automobile de louage ou destinée au transport des marchandises ou à tout autre usage industriel, agricole ou commercial (tracteur, camion, voiture de livraison) qu'en vertu d'une permission spéciale annexée au permis de conduire visé à l'article 17.

Art. 40. (paragraphe 2). Cette permission spéciale ne sera accordée que si le postulant est âgé de 21 ans révolus et fait preuve au service des automobiles de connaissances techniques et pratiques suffisantes.

ART. 10.

Les articles 43 et 44 de l'arrêté susvisé sont abrogés et remplacés par les deux articles suivants :

Art. 43. — Il est interdit à tout conducteur ou à tout receveur s'il y a en, d'admettre dans les autobus et les automobiles de place ou de remise plus que le nombre de voyageurs porté dans le permis spécial ou de permettre à d'autres personnes de se mettre sur le marchepied ou de se placer ailleurs que dans l'intérieur de l'automobile.

Art. 44. — Il est interdit à tout conducteur d'autobus de permettre à d'autres personnes d'occuper le siège à côté de lui.

ART. 11.

L'article 48 de l'arrêté susvisé est abrogé.

ART. 12.

L'article 53 de l'arrêté susvisé est abrogé et remplacé par l'article suivant :

Art. 53. — Toute infraction aux dispositions du présent règlement ou aux conditions du permis spécial sera punie d'une

amende n'excédant pas P.T. 100 et d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine ou de l'une de ces deux peines seulement.

Sera punie des mêmes peines toute infraction aux dispositions des arrêtés prévues aux articles 4 et 12 bis ainsi que toute infraction aux prescriptions d'ordre général édictées par arrêté ministériel ou d'ordre local édictées par arrêté du Gouverneur ou Moudir dans l'intérêt de la circulation, de la sécurité ou de la salubrité publiques.

ART. 13.

Le présent arrêté entrera en vigueur à partir de sa publication au "Journal Officiel" pour les automobiles non encore autorisées et à partir de l'expiration de leur autorisation pour les automobiles autorisées.

Le 10 Rabi Tani 1349 (3 Septembre 1930).

Signé : ISMAIL SEDKY

(Traduction).

=====

REGLEMENT du 17 Septembre 1930
DE LA
CAISSE DE PENSIONS DES EMPLOYÉS CLASSÉS
DE LA
MUNICIPALITÉ D'ALEXANDRIE

Journal Officiel No. 94, du 11 Octobre 1930

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu la délibération prise par la Délégation Municipale d'Alexandrie, agissant comme Commission en date du 10 Septembre 1929, approuvée par S.E. le Ministre de l'Intérieur ;

ARRÊTE :

TITRE I.

CONSTITUTION.

ARTICLE PREMIER.

Les fonds de la Caisse de Pensions pour les employés classés de la Municipalité d'Alexandrie seront constitués par :

Une contribution annuelle égale au 17 $\frac{1}{2}$ % de la totalité des traitements du personnel classé, dont 7 $\frac{1}{2}$ % de la part des employés et 10 % de la part de la Municipalité suivant le système de retenues et versements indiqué à l'art. 4 ci-dessous.

ART. 2.

La gestion de la Caisse de Pensions sera régie par les règles suivantes :

1. — Une évaluation des charges futures, tous les 10 ans au moins A cet effet, il sera adopté un système de fiches en consacrant une fiche séparée aux données essentielles, concernant chaque employé ou pensionnaire.

2. — Les fonds de la Caisse ne pourront être placés qu'en titres d'Etat, Egyptiens ou Anglais, exempts d'impôts ou bien en titres de l'emprunt municipal ; le choix devra se porter de préférence sur les titres dont le remboursement au pair est assuré.

3. — Les fonds de la Caisse sont uniquement destinés et devront être employés exclusivement au paiement des indemnités et au service des pensions prévus par le présent règlement, et en stricte conformité de ses dispositions.

4. — La Municipalité est, en tous cas, responsable du paiement des pensions et indemnités aux ayants-droit, sans égard à l'état de solvabilité de la Caisse.

La Caisse des Pensions sera administrée par la Délégation ou la Commission Municipale, suivant le cas, en conformité des dispositions du présent règlement.

Elle aura une comptabilité particulière et son compte rendu sera annexé au compte définitif annuel de la Municipalité.

TITRE II.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES ET RETENUE POUR LA PENSION.

ART. 3.

Les pensions et indemnités des fonctionnaires et employés civils qui entreront au service de la Municipalité d'Alexandrie à dater de la promulgation du présent Règlement ainsi que les pensions et indemnités de leurs veuves et enfants, de leurs père et mère, ou de leurs frères et sœurs seront réglées d'après les dispositions ci-après, nonobstant toutes dispositions contraires résultant des règlements actuellement en vigueur.

ART. 4.

Une retenue de 7 1/2 pour cent sera exercée sur le traitement de tous fonctionnaires et employés classés inscrits à titre définitif et non assujettis à la retenue pour pension gouvernementale. Cette retenue ne pourra en aucun cas être remboursée.

Les fonctionnaires et employés qui subissent cette retenue sur leur traitement ont seuls droit à une pension, ou à une indemnité aux conditions du présent règlement.

ART. 5.

Les allocations données à un titre quelconque, en sus du traitement fixe, telles que : indemnités, frais de déplacement ou de représentation, subventions de toute sorte etc., ne sont pas soumises à la retenue et il n'en est pas tenu compte dans la liquidation de la pension ou de l'indemnité.

ART. 6.

Sont affranchis de la retenue et n'ont droit, par conséquent, à aucune pension :

1. — Les agents appartenant aux catégories indiquées dans le tableau A ci-annexé.

2. — Les fonctionnaires et employés engagés par contrat ou à titre provisoire.

ART. 7.

Les pensions ne sont soumises à aucune retenue. Les pensions et indemnités sont incessibles et ne sont saisissables que dans les conditions et limites prévues par la loi No. 17 du 2 Octobre 1918.

ART. 8.

Aucune pension inscrite ne peut faire l'objet d'une contestation quelconque, soit de la part de la Municipalité, soit de la part du bénéficiaire, après l'expiration de six mois à dater de la remise à ce dernier du serghi établissant le chiffre de la pension. Ce délai, quand il s'agit de pensions rachetées d'office aux termes de l'article 42 ci-après, courra à partir du paiement du capital de rachat.

Aucune contestation relative au chiffre de l'indemnité déjà payée n'est recevable de la part de la Municipalité ou du bénéficiaire si elle n'est présentée à la Délégation Municipale dans les six mois qui suivent le paiement de l'indemnité.

En conséquence, nul n'est recevable devant aucune juridiction pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit, à intenter après le dit délai, contre la Municipalité une action tendant direc-

tement ou indirectement à faire modifier le chiffre de la dite pension ou de la dite indemnité. Cette action est également irrecevable si elle est intentée par la Municipalité.

TITRE III.

SERVICES DONNANT DROIT A LA PENSION OU A L'INDEMNITÉ.

ART. 9.

Les services sont comptés pour la liquidation des pensions ou des indemnités à partir de l'âge de dix-huit ans révolus.

La retenue de 7 1/2 pour cent n'est exercée que sur le traitement des fonctionnaires et employés à titre définitif âgés de plus de dix-huit ans. Toute retenue pour la pension qui aurait été subie par le fonctionnaire ou l'employé avant l'âge de dix-huit ans accomplis devra lui être remboursée.

L'âge des fonctionnaires et employés est déterminé par le certificat de naissance ou un extrait officiel du registre des naissances et, à défaut, par la Commission Médicale de la Municipalité.

L'âge ainsi déterminé ne pourra en aucun cas être contesté.

ART. 10.

Les services dont la rémunération n'est pas assujettie à la retenue ne sont, dans aucun cas, comptés pour la pension ou l'indemnité.

La retenue est effectuée mensuellement. Nul versement ne peut être opéré en vue de faire compter pour la pension ou l'indemnité des périodes antérieures pendant lesquelles la retenue n'aurait pas été exercée.

Exception est faite cependant en ce qui concerne :

1. — La période d'essai prescrite par le règlement sur l'admission et l'avancement du personnel.

Cette période est comptée pour la pension, moyennant le versement de la retenue y afférente, si elle est accomplie d'une manière satisfaisante et suivie de la nomination à titre définitif.

2. — La période passée dans les missions envoyées par la Municipalité à l'étranger. Cette période est comptée pour la pension dans les conditions prescrites par le règlement y afférent.

Les périodes de congé de maladie accordées au fonctionnaire ou à l'employé comptent pour la pension.

Dans le cas où le congé comporte un traitement réduit, la retenue sera exercée sur la base de ce traitement réduit ; si le congé de maladie est sans traitement, le fonctionnaire ou employé ne sera tenu à aucun versement.

TITRE IV.

PENSIONS ET INDEMNITÉS.

ART. 11.

Les pensions et indemnités prévues dans le présent Règlement se subdivisent en six catégories, savoir :

1. — Pensions de retraite.

2. — Pensions et indemnités accordées aux fonctionnaires et employés permanents licenciés par suite de suppression d'emploi, par mesure d'économie, ou par décision spéciale de la Commission Municipale.

3. — Pensions et indemnités accordées pour cause d'infirmités ou de maladie.

4. — Pensions et indemnités accordées aux familles des pensionnaires, fonctionnaires ou employés décédés.

5. — Pensions spéciales accordées en cas d'accidents survenus au cours ou à l'occasion de l'exercice des fonctions.

6. — Pensions et indemnités exceptionnelles accordées par décision de la Commission Municipale.

1° *Pensions de retraite.*

ART. 12.

Les fonctionnaires et employés auront droit à une pension de retraite après vingt-cinq ans accomplis de service, ou à cinquante ans d'âge après quinze ans accomplis de service.

ART. 13.

Les fonctionnaire est employés sont retraités d'office dès qu'ils ont atteint l'âge de soixante ans, à moins qu'ils ne soient maintenus en activité de service pour une période déterminée, par décision spéciale de la Commission Municipale. Nul fonctionnaire ou employé ne pourra être maintenu au service au delà de soixantedix ans.

ART. 14.

La pension est basée d'une façon générale sur la moyenne des traitements dont le fonctionnaire ou l'employé aura joui pendant les deux dernières années de service ; cependant, s'il est mis à la retraite pour avoir atteint l'âge de soixante ans, sa pension sera liquidée sur la base du traitement moyen dont il aura joui pendant la dernière année.

Ce terme d'une ou de deux années doit représenter une période de service effectif ; ne seront donc pas comptées dans cette période, les périodes de service n'entrant pas dans le calcul de la pension ou de l'indemnité, aux termes du présent règlement, congés ordinaires à traitement réduit ou sans traitement, suspensions de service.

Les congés de maladie à traitement réduit ou sans traitement seront comptés dans le calcul de la moyenne sur la base du traitement entier.

Toutefois, les pensions des fonctionnaires licenciés par suite de suppression d'emploi ou par mesure d'économie seront liquidées sur la base du dernier traitement. Il en sera de même des pensions accordées pour cause d'infirmités ou de maladie et des pensions spéciales.

Les pensions accordées aux familles des fonctionnaires et employés décédés seront également liquidées sur la base du dernier traitement dont jouissait le fonctionnaire ou l'employé au jour de son décès.

PENSIONS DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES.

ART. 15.

La pension est calculée à raison d'un cinquantième du traitement moyen ou du dernier traitement, suivant le cas, pour chaque année de service.

La pension ne peut en aucun cas dépasser les trois quarts du traitement moyen ou du dernier traitement, ni dépasser L.E. 1080 par an.

2o. — Pensions et indemnités accordées aux fonctionnaires ou employés licenciés par suite de suppression d'emploi, par mesure d'économie ou par décision spéciale de la Commission Municipale.

ART. 16.

Tout fonctionnaire ou employé permanent licencié du service de la Municipalité par suite de suppression d'emploi, par mesure d'économie, ou par décision spéciale de la Commission Municipale a droit à une pension ou à une indemnité.

Cette pension ou cette indemnité est réglée sur les bases suivantes :

1. — Si le fonctionnaire ou l'employé licencié compte une période de service ne dépassant pas cinq ans, il reçoit pour chaque année de service une indemnité égale à un mois de son dernier traitement ;

2. — S'il compte une période de service supérieure à cinq ans, mais ne dépassant pas dix ans, l'indemnité est calculée à raison d'un mois du dernier traitement pour chacune des cinq premières années, et à raison de deux mois pour chacune des années suivantes ;

3. — S'il compte plus de dix ans de service est moins de quinze ans, l'indemnité est calculée à raison d'un mois du traitement pour chacune des cinq premières années, de deux mois pour chacune des cinq années suivantes et de trois mois pour chaque année au delà de la dixième ;

4. — S'il compte quinze années ou plus de quinze années de service, il lui est accordé une pension égale à un cinquantième du dernier traitement ou du traitement moyen, suivant le cas, pour chacune de ses années de service, sans que toutefois, les maxima fixés à l'article 15 puissent être dépassés.

ART. 17.

Tout fonctionnaire ou employé permanent, révoqué, sans perte des droits à la pension ou à l'indemnité, recevra une pension ou une indemnité calculée d'après les dispositions de l'article 16 ci-dessus.

La pension sera liquidée sur la base de la moyenne des traitements dont aura joui le fonctionnaire ou l'employé pendant les deux dernières années de service.

30 — Pensions et indemnités accordées pour cause d'infirmités ou de maladies.

ART. 18.

Tout fonctionnaire ou employé permanent, devenu incapable de servir l'Administration par suite d'infirmités ou de maladies contractées au cours de ses services, a droit à la même pension ou indemnité que s'il était licencié pour cause de suppression d'emploi.

ART. 19.

L'incapacité prévue à l'article précédent sera constatée par la Commission Médicale de la Municipalité à la requête de l'Administration.

A moins d'être atteint d'une maladie incurable, ce qui devra être expressément constaté dans le rapport de la Commission Médicale, aucun fonctionnaire ou employé ne peut être licencié pour infirmité ou maladie qu'après avoir épuisé tous ses congés de maladie sauf s'il demande lui-même à faire valoir ses droits à la retraite sans attendre que ses congés de maladie soient épuisés.

ART. 20.

Au cas où la Commission Médicale ne reconnaîtrait pas que l'infirmité ou la maladie est assez grave pour rendre le fonctionnaire ou l'employé incapable de servir, celui-ci pourra, moyennant la présentation d'un certificat signé de deux médecins et exprimant une opinion différente, demander la nomination d'une commission composée d'un médecin désigné par l'Administration, d'un autre choisi par lui-même et enfin d'un troisième nommé par les deux

premiers. Cette commission décidera en dernier ressort si l'infirmité ou la maladie est assez grave pour rendre le fonctionnaire ou l'employé incapable de servir.

Le fonctionnaire ou l'employé se trouvant à l'étranger, qui serait atteint d'infirmité ou de maladie, devra produire, à l'appui de sa demande de pension ou d'indemnité, un certificat signé par deux docteurs en médecine, attachés comme tels à un service public et dont la signature et la qualité devront être certifiées par l'autorité compétente.

La Municipalité aura toujours le droit de désigner ces médecins lorsqu'elle le jugera à propos, mais le fonctionnaire ou l'employé pourra bénéficier dans ce cas des dispositions du premier alinéa du présent article.

ART. 21.

Le fonctionnaire ou l'employé reconnu incapable de servir la Municipalité dans les conditions indiquées à l'article précédent, ne peut pas être maintenu en fonctions, et ses services seront arrêtés pour la liquidation de la pension ou de l'indemnité, à la date du rapport médical.

40 — Pensions et indemnités accordées aux familles des fonctionnaires, employés ou pensionnaires.

ART. 22.

Lorsqu'un pensionnaire décède les personnes indiquées ci-après ont droit à une pension dans les proportions suivantes :

1. — Dans le cas où il y aurait une ou plusieurs veuves et des enfants issus d'elles, la veuve ou les veuves recevront les trois huitièmes de la pension du décédé et chacun des enfants, garçon ou fille, recevra un huitième, s'ils sont au nombre de trois ; et si les enfants ayant droit à pension sont plus de trois, les trois huitièmes de la pension seront répartis entre eux par portions égales. Au cas où il y aurait une ou plusieurs veuves et un ou deux enfants, ils recevront les cinq huitièmes de la pension, à raison de trois huitièmes pour la veuve ou les veuves, et de deux huitièmes pour l'enfant, ou les deux enfants.

2. — Dans le cas où il y aurait une ou plusieurs veuves, et des enfants non issus d'elles; la veuve ou les veuves recevront par portions égales le quart de la pension du décédé. Quant aux enfants leur pension sera, dans ce cas, celle indiquée au No. (1) ci-dessus majorée d'un huitième.

3. — Dans le cas où il y aurait une ou plusieurs veuves et des enfants issus d'elles, ainsi que des enfants issus d'une épouse divorcée ou décédée avant le pensionnaire, la veuve ou les veuves recevront par portions égales les trois huitièmes de la pension; sauf à en déduire la part de la mère divorcée, cette part devant venir en accroissement de celle revenant à ses enfants.

4. — Dans le cas où il n'y aurait pas de veuve et qu'il n'y aurait qu'un seul enfant, il recevra les trois huitièmes de la pension; s'il y a deux enfants, ils recevront par portions égales les cinq huitièmes de la pension et s'il y a trois enfants ou plus, ils recevront par portions égales les trois quarts de la pension.

5. — Dans le cas où il n'y aurait pas d'enfants et qu'il y aurait une ou plusieurs veuves, la veuve ou les veuves recevront par portions égales les trois huitièmes de la pension; si dans ce cas, le pensionnaire laisse aussi un père ou une mère ou l'un et l'autre, le père ou la mère ou les deux ensemble recevront un huitième de la pension.

6. — Si le pensionnaire ne laisse ni veuve, ni enfant, et qu'il laisse un père ou une mère ou l'un et l'autre, il recevront le quart de la pension.

7. — Dans le cas où il n'y aurait ni veuve, ni enfant, ni père, ni mère, et qu'il n'y aurait qu'un seul frère ou sœur, l'un ou l'autre recevra le huitième de la pension. Dans ce même cas s'il y a plus d'un frère ou sœur, ils recevront par portions égales le quart de la pension. Le droit des frères et sœurs à la pension ne leur sera acquis qu'à condition d'établir que le pensionnaire pourvoyait à leur entretien durant sa vie.

ART. 23.

Lorsqu'un fonctionnaire ou employé ayant quinze ans de service ou plus décède en activité de service, les personnes indiquées à l'article précédent auront droit aux quotités prévues au dit article,

de la pension à laquelle aurait eu droit le fonctionnaire ou employé s'il avait été licencié pour suppression d'emploi, au jour de son décès.

Si le fonctionnaire ou l'employé compte, à son décès moins de quinze années de service, et qu'il ne laisse qu'une veuve ou qu'un seul enfant, cet ayant droit recevra la moitié de l'indemnité. S'il laisse une veuve et un enfant, ou deux enfants, ou une veuve et deux enfants, ou trois enfants, ces ayants droit recevront par portions égales, les trois quarts de l'indemnité. Si les ayants droit sont plus de trois, ils recevront la totalité de l'indemnité qui sera répartie entre eux de la manière indiquée ci-dessus.

Au cas où le fonctionnaire ou l'employé ne laisserait pas d'enfant mais une veuve et en même temps un père ou une mère ou un père et une mère, ils recevront la moitié de l'indemnité à répartir entre eux à raison des trois huitièmes pour la veuve et du huitième restant pour le père ou la mère ou pour les deux ensemble.

Dans tous les cas ci-dessus, s'il y a plusieurs veuves, la part sus-indiquée pour une veuve sera répartie entre elles par portions égales.

Au cas où le fonctionnaire ou l'employé ne laisse ni veuve, ni enfant, et qu'il laisse un père ou une mère ou l'un et l'autre, le père ou la mère ou les deux ensemble recevront le quart de l'indemnité.

S'il ne laisse ni veuve, ni enfant, ni père ni mère, mais un seul frère ou une seule sœur, le frère ou la sœur recevra le huitième de l'indemnité ; s'il y a plus d'un frère ou sœur, il recevront par portions égales le quart de l'indemnité. Le droit des frères et sœurs à l'indemnité ne leur sera acquis qu'à condition d'établir que le fonctionnaire ou l'employé pourvoyait à leur entretien.

ART. 24.

N'ont droit ni à la pension ni à l'indemnité :

1. — Les veuves des pensionnaires, si le mariage a été contracté après la mise à la retraite et après que le pensionnaire a atteint l'âge de 55 ans, ainsi que les enfants issus de ce mariage.

2. — Les fils et les frères ayant vingt et un ans révolus au jour du décès de leur auteur, à moins qu'ils ne soient, à cet âge, atteints d'infirmités les mettant dans l'impossibilité absolue de

gagner leur vie, auquel cas, ils recevront une pension jusqu'à leur décès. Si l'ayant droit jouit d'un revenu, il lui sera accordé une pension égale à la différence entre la pension qui lui est due et le montant du revenu annuel évalué une fois pour toutes au moment de l'ouverture du droit. Au cas où le revenu serait égal ou supérieur à la pension, il ne recevra aucune pension.

Ces infirmités devront être constatées par décision de la Commission Médicale.

Au cas où il serait prouvé qu'en fait le titulaire de la pension gagne sa vie ou qu'il dispose de nouveaux moyens de substance rendant ses revenus égaux ou supérieurs au montant de la pension il cessera définitivement de toucher sa pension.

Toute personne qui aurait obtenu une pension à vie, pour cause d'infirmités l'empêchant de pourvoir à son existence sera soumise chaque année à un examen médical, à moins que la première décision de la Commission Médicale n'ait établi que l'infirmité est d'un caractère permanent et incurable.

3. — Les filles et les sœurs qui se sont mariées avant le décès de leur auteur, même si, au moment du décès, le mariage ne subsiste plus.

4. — La mère mariée à un autre que le père du fonctionnaire ou du pensionnaire, si, lors du décès, le mariage subsiste encore.

5. — Les épouses des fonctionnaires, employés ou pensionnaires divorcées lors du décès de leur époux.

ART. 25.

Cessent d'avoir droit à la pension :

1. — Les veuves et les mères qui contractent un nouveau mariage.

2. — Les fils et les frères, dès qu'ils ont atteint l'âge de vingt et un ans révolus, à moins qu'ils ne soient atteints d'infirmités qui les mettent dans l'impossibilité absolue de gagner leur vie ; dans ce cas, il continueront à jouir de leur pension jusqu'à leur décès, conformément aux dispositions de l'article précédent.

3. — Les filles et les sœurs, dès le jour où elles contractent mariage, sous réserve de leur payer une somme égale au montant annuel de la pension leur revenant. Toutefois, le droit des filles à

la pension sera rétabli jusqu'à l'âge de vingt et un ans si leur mariage a pris fin avant qu'elles aient atteint cet âge.

4. — Les fils et filles, ainsi que les frères et sœurs pourvus d'emplois rétribués par la Municipalité. Toutefois, s'ils sont licenciés du Service de la Municipalité, leur droit à la pension est rétabli et ce, dans les conditions et limites prévues au Nos. (2) et (3) du présent article.

ART. 26.

La pension n'est pas rétablie en faveur des veuves, sœurs ou mères qui, ayant perdu leur droit à la pension par suite d'un mariage, divorcent ou deviennent veuves.

ART. 27.

Les parts des ayants droit qui, pour quelque cause que ce soit, viendraient à être supprimées ne sont pas reversibles sur les autres ayants-droit, sauf la part de la veuve laquelle passe aux enfants du fonctionnaire, employé ou pensionnaire de la Municipalité issus de l'un et l'autre, sans que cet accroissement puisse rendre la part de l'enfant ou des enfants supérieure à celle indiquée à l'article 22.

5° — *Pensions spéciales accordées en cas d'accidents survenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions.*

ART. 28.

Les pensions spéciales sont accordées :

1. — Aux fonctionnaires et employés permanents mis dans l'impossibilité de servir par suite d'accidents survenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

2. — Aux ayants droit des fonctionnaires et employés permanents qui ont perdu la vie dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

ART. 29.

Les accidents, qu'ils aient causé la mort ou des lésions n'entraînant pas la mort sont constatés immédiatement par deux médecins de la Municipalité. Une enquête est ouverte en vue d'établir

qu'au moment de l'accident le fonctionnaire ou l'employé se trouvait réellement dans l'exercice de ses fonctions ou que l'accident s'est produit à l'occasion de l'accomplissement de ses fonctions.

Le rapport sur l'enquête, de même que les certificats des médecins, sont transmis, au plus tôt, à l'Administration pour la liquidation de la pension, s'il y a lieu, conformément aux dispositions du présent règlement.

Si les constatations médicales n'ont été faites que par un seul médecin, le rapport doit faire connaître les motifs qui peuvent justifier cette procédure et le chef de l'Administration de même que la Délégation Municipale, peuvent, dans ce cas, faire procéder à de nouvelles constatations médicales par deux autres médecins de la Municipalité.

ART. 30.

La pension spéciale, accordée aux termes du paragraphe premier de l'article 28 est inscrite à titre définitif dès que le titulaire a dépassé l'âge de soixante ans, ou s'il est constaté que l'infirmité ou la maladie résultant de l'accident sont incurables.

Cette constatation sera faite deux ans après l'accident par les soins de la Commission Médicale ou de deux médecins qu'elle délèguera à cet effet. Pour les pensionnaires qui se trouvent à l'étranger cette constatation devra être faite dans le même délai par deux médecins attachés comme tels à un service public et dont la signature et la qualité devront être certifiées par l'autorité compétente. La Municipalité aura toujours le droit de désigner ces deux médecins si elle juge nécessaire.

Dans le cas où l'examen médical démontrerait que le pensionnaire est guéri des suites de son accident, la pension spéciale est rayée, et il lui est alloué la pension ou l'indemnité à laquelle lui donne droit la durée de ses services, majorée de trois ans, à moins toutefois, qu'il ne soit repris au service de l'Administration. Dans ce dernier cas, la pension spéciale sera rayée, et, lorsqu'il sera admis de nouveau à la retraite, ses services antérieurs et postérieurs à sa réintégration majorés de trois ans compteront pour la liquidation définitive de sa pension ou de son indemnité.

ART. 31.

Les fonctionnaires et employés soumis à la retenue qui seraient devenus inaptes au service dans les conditions prévues à l'article 28 recevront une pension d'après leur période de service effectif, majorée de la moitié de la différence entre cette période et celle qui aurait donné au fonctionnaire le droit d'obtenir une pension égale aux trois quarts de son traitement, et ce sur la base du dernier traitement et sous la réserve que la majoration de service ne soit pas inférieure à cinq ans.

La Délégation Municipale est autorisée, dans les cas exceptionnels, à accorder la pension qu'elle jugera en rapport avec la gravité de la lésion reçue sa décision devant être définitive.

La pension ne peut en cas excéder les maxima fixés à l'art. 15.

ART. 32.

Les ayants-droit des fonctionnaires ou employés qui ont perdu la vie dans les conditions prévues à l'article 28 recevront les trois quarts du maximum de la pension qui aurait pu être accordée à leur auteur aux termes de l'art. 15.

ART. 33.

Les dispositions relatives au partage des pensions entre les veuves, les enfants, les pères et mères, ainsi que les frères et sœurs, aux maxima des pensions, à la perte des droits à la pension etc., sont applicables aux pensions spéciales, aux termes des articles 22, 23, 24, 25, 26 et 27.

6° — *Pensions et indemnités exceptionnelles accordées par décision de la Commission Municipale.*

ART. 34.

La Commission Municipale peut sur la proposition de la Délégation Municipale et pour des motifs à apprécier par elle, accorder des pensions exceptionnelles, majorations de pensions, ou indemnités exceptionnelles aux fonctionnaires et employés retraités ou licenciés du service de la Municipalité ainsi qu'aux familles des fonctionnaires et employés décédés, soit en service, soit après leur mise à la retraite.

Les dispositions du présent règlement sont applicables aux pensions et indemnités exceptionnelles accordées en vertu de cet article, sans préjudice des dispositions spéciales qui peuvent être adoptées par la Commission Municipale.

TITRE V.

DEMANDES DE PENSIONS OU D'INDEMNITÉ.

ART. 35.

La demande de pension ou d'indemnité, accompagnée de toutes les pièces justificatives, doit être présentée dans le délai de six mois à partir du jour où le fonctionnaire ou l'employé a cessé d'avoir droit à son traitement d'activité.

Pour les ayants-droit du fonctionnaire, de l'employé ou du pensionnaire le même délai de six mois court à partir du lendemain du jour du décès de ce dernier.

Le délai de six mois compte pour les employés traduits devant les juridictions disciplinaires, à partir de la date même de la sentence qui prononce sur leurs droits à la pension ou à l'indemnité.

Toute demande de pension ou d'indemnité doit être adressée à l'Administration sous pli recommandé avec avis de réception.

ART. 36.

Toute demande de pension ou d'indemnité présentée en dehors des délais prescrits à l'article précédent est rejetée et le requérant est déchu de tout droit à la pension ou à l'indemnité.

Toutefois il appartient à la Délégation Municipale de passer outre à ce retard, si elle estime que les raisons invoquées par le requérant sont de nature à le justifier.

La demande de pension ou d'indemnité présentée dans les conditions prévues à l'article précédent, par l'un des ayants droit du fonctionnaire, employé ou pensionnaire décédé, empêche la déchéance des autres ayants droit.

ART. 37.

Les demandes de pension faites par les ayants droit doivent être accompagnées du certificat de décès du fonctionnaire, de l'employé ou du pensionnaire ainsi que d'un certificat de l'autorité

compétente ou à défaut d'une attestation indiquant le nom et l'âge des ayants droit et la date des mariages.

Au cas où les ayants droit à la pension seraient le frère ou la sœur ou les frères et les sœurs, ils devront en outre présenter un certificat ou une attestation établissant qu'ils étaient à la charge du décédé.

Toute fausse attestation donne lieu à des poursuites judiciaires.

TITRE VI.

LIQUIDATION DES PENSIONS ET INDEMNITÉS.

ART. 38.

Les pensions et indemnités auxquelles les fonctionnaires ou employés classés ont droit aux termes de la présente loi, sont liquidées par l'Administration.

ART. 39.

L'âge des fonctionnaires et employés et leurs années de service, ainsi que l'âge de leurs ayants droit, sont comptés d'après le calendrier grégorien.

ART. 40.

Les pensions ou indemnités sont liquidées d'après la durée des services du fonctionnaire ou de l'employé, après déduction :

1. — Des interruptions de service ;
2. — Des absences et congés ordinaires durant lesquels l'intéressé n'aura pas reçu la totalité de son traitement ;
3. — De la durée des suspensions qui ont entraîné la perte de la totalité ou d'une partie du traitement.

ART. 41.

Dans le décompte de la durée des services pour la liquidation de la pension ou de l'indemnité, on négligera, sur le résultat final, les fractions de mois, et les fractions de l'année seront calculées à raison d'un douzième d'année pour chaque mois.

ART. 42.

Les pensions liquidées aux termes du présent règlement et dont le montant serait inférieur à 500 millièmes par mois, ne pourront être inscrites et seront rachetées d'office moyennant un capital en espèces, conformément aux tableaux annexés au présent règlement.

PAIEMENT DES PENSIONS.

ART. 43.

La jouissance de la pension commence à partir du jour où le fonctionnaire ou l'employé a cessé de toucher le traitement d'activité, et pour les ayants droit du fonctionnaire, de l'employé ou du pensionnaire décédé, à partir du lendemain du jour de son décès.

Il est accordé un délai maximum d'un mois au fonctionnaire ou à l'employé pour consigner ce qu'il a à sa charge. Il reçoit pendant la durée de la consignation une indemnité égale à son traitement et exempte de la retenue, cette durée ne comptant pas pour la pension. La jouissance de la pension commence à partir du jour où il cesse de toucher l'indemnité ci-dessus.

Aucune prolongation du délai précité d'un mois ne pourra être accordée que dans des circonstances exceptionnelles et par autorisation du Directeur Général.

ART. 44.

Les pensions sont payées mensuellement, par douzième échu par la Caisse d'Administration.

ART. 45.

L'Administration, en attendant le règlement définitif de la pension ou de l'indemnité, peut payer provisoirement la partie de la pension ou de l'indemnité au sujet de laquelle il n'existe aucune contestation.

1° — *Pensionnaires résidant en Egypte et au Soudan.*

ART. 46.

Il sera loisible à ces pensionnaires de faire encaisser leurs pensions mensuellement, soit par l'entremise de fondés de pouvoirs

suivant mandats dûment légalisés par l'autorité compétente, soit par l'entremise d'une des principales banques d'Egypte suivant procuration en règle.

Le paiement de ces pensions restera subordonné à la production avant les 1er Janvier, 1er Avril, 1er Juillet et 1er Octobre de chaque année, des certificats de vie des pensionnaires hommes ou garçons et des certificats de veuvage ou de célibat des pensionnaires veuves ou filles respectivement.

Ces certificats pourront être remplacés par un engagement formel que prendra la banque chargé de l'encaissement de la pension, de rembourser à la Municipalité toute pension qui aurait été touchée pour une époque postérieure au décès, au mariage ou au remariage de l'ayant droit.

Le montant des pensions à payer aux banques mandataires leur sera réglé à partir du premier jour de chaque mois, sur production du serghi de leurs clients en vue d'y annoter les mensualités payées.

En ce qui concerne les fondés de pouvoirs, les pensions de leurs clients leur sont payées aux guichets de la Caisse de la Municipalité à partir du premier jour du mois, qui suit le mois pour lequel la pension est due.

2° — *Pensionnaires résidant à l'Etranger.*

ART. 47.

Les pensions de cette catégorie de pensionnaires seront payables à Alexandrie, soit à des fondés de pouvoirs, suivant mandats dûment légalisés par les autorités compétentes, soit à l'une des principales Banques d'Egypte, suivant procuration en règle.

Le paiement des pensions sera soumis aux mêmes dispositions que pour les pensionnaires résidant en Egypte et au Soudan, en ce qui concerne les documents à produire, les formalités à remplir et l'engagement à donner par les banques en substitution des certificats de vie et de veuvage ou de célibat.

ART. 48.

Les certificats des pensionnaires résidant à l'Etranger pourront être signés par les personnes suivantes ;

Les maires ;

Les notaires publics ;

Les juges de paix ;

Les directeurs de Banques.

TITRE VIII.

PENSIONNAIRES ET ANCIENS FONCTIONNAIRES OU
EMPLOYÉS RÉINTÉGRÉS AU SERVICE.

ART. 49.

Lorsqu'un pensionnaire est remplacé en activité de service, à titre définitif, provisoire ou hors cadre, le paiement de sa pension est suspendu.

Les pensionnaires et anciens fonctionnaires ou employés repris au service à dater de ce jour, auront la faculté d'opter dans un délai d'un mois à partir de leur réintégration entre le présent règlement et le règlement qui leur a été appliqué au moment de la cessation de leurs services. A défaut d'option dans le délai ci-dessus, ils seront censés avoir opté pour le présent règlement.

La pension des ayants droit des pensionnaires réintégrés à titre définitif et décédés au service, sera liquidée d'après les dispositions du règlement pour lequel avaient opté leurs auteurs après leur réintégration

Si l'ancien fonctionnaire ou employé a obtenu une indemnité en quittant le service, il a la faculté, en cas de réintégration à titre définitif, soit de conserver cette indemnité et, dans ce cas, ses services antérieurs n'entrent pas en compte pour le calcul de la pension ou de l'indemnité qui lui reviendrait ultérieurement soit de rembourser le montant intégral de l'indemnité dans un délai n'excédant pas trois mois, ou par versements mensuels, à condition, dans ce dernier cas, qu'il en fasse la demande par écrit dans un délai d'un mois à partir de sa réintégration et que chaque versement ne soit pas inférieur au quart de son traitement. Des intérêts de retard lui seront dans ce cas calculés à raison de 4 pour cent l'an.

Si le fonctionnaire a remboursé le montant intégral de l'indemnité, ses services antérieurs lui seront comptés pour la liquidation de la pension ou de l'indemnité, en conformité du règlement pour lequel il aura opté.

Toutefois, au cas où le fonctionnaire ou l'employé viendrait à décéder ou seront licencié avant d'avoir remboursé intégralement le montant exigé, il ne sera pas tenu compte dans le calcul de la pension ou de l'indemnité, qui lui est due ou qui est due à ses ayants droit, de la portion des services antérieurs pour laquelle l'indemnité n'aura pas été remboursée, à moins que la somme restant à payer ne soit remboursée par lui ou ses ayants droit dans un délai de six mois à partir de sa mise à la retraite ou de son décès.

ART. 50.

Tout fonctionnaire ou employé ayant obtenu une pension ou une indemnité pour cause d'infirmité ou de maladie, peut être réintégré au service, si son aptitude au service est établie par décision de la Commission Médicale et ce après autorisation de la Délégation Municipale, à moins qu'il ne soit réintégré dans une classe supérieure à celle qu'il occupait avant sa mise à la retraite ; dans ce cas, sa réintégration ne peut avoir lieu qu'avec l'approbation de la Commission Municipale.

TITRE IX.

PERTES DES DROITS A LA PENSION OU A L'INDEMNITÉ.

ART. 51.

Si un fonctionnaire, employé ou pensionnaire est condamné à une peine criminelle, son droit à l'obtention ou à la jouissance de la pension est suspendu pendant l'exécution de la peine. A sa libération, cette suspension prend fin sans aucun rappel des arrérages antérieurs.

Toutefois, pendant la durée de la suspension, s'il existe des personnes qui auraient eu droit à une pension en cas de décès du fonctionnaire, employé ou pensionnaire, ces personnes recevront la pension à laquelle elles auraient eu droit, si leur auteur était décédé.

Si le fonctionnaire, ou employé condamné à une peine criminelle n'a droit qu'à une indemnité, le paiement de l'indemnité est suspendu pendant l'exécution de la peine. A sa délibération, l'indemnité lui est versée.

Toutefois, s'il existe des personnes qui auraient eu droit à l'indemnité en cas de décès du fonctionnaire ou employé, ces personnes recevront la part de l'indemnité à laquelle elles auraient eu droit, si leur auteur était décédé. Dans ce cas, le restant de l'indemnité, s'il y en a, sera payé au fonctionnaire ou employé à sa délibération.

ART. 52.

Est déchu de ses droits à la pension ou à l'indemnité, alors même que cette pension ou cette indemnité aurait été déjà inscrite ou liquidée, tout fonctionnaire, employé ou pensionnaire condamné pour faux, malversation ou concussion, détournement des deniers de l'Administration, soustraction frauduleuse, escroquerie, abus de confiance et corruption. S'il existe des personnes qui auraient eu droit à une pension ou à une indemnité en cas de décès du fonctionnaire, employé ou pensionnaire, ces personnes recevront la moitié de la part de la pension ou indemnité à laquelle elles auraient eu droit, si leur auteur était décédé.

Si le fonctionnaire, employé ou pensionnaire, condamné pour une des infractions mentionnées ci-dessus, est débiteur envers l'Administration du chef des faits constituant l'infraction, ses ayants-droit subiront, sur la pension ou indemnité qui leur revient en vertu de l'alinéa précédent, une retenue jusqu'à extinction de la dette. Cette retenue ne peut, en aucun cas, dépasser le quart de la dite pension ou indemnité.

ART. 53.

La perte totale ou partielle des droits à la pension ou à l'indemnité en cas de révocation disciplinaire ne peut être prononcée que par le Conseil spécial de discipline.

Si un fonctionnaire ou employé est condamné disciplinairement à la perte totale de ses droits à la pension ou à l'indemnité et qu'il existe des personnes qui auraient eu droit à une pension ou à une indemnité en cas de décès du fonctionnaire ou employé, ces personnes recevront la moitié de la part de la pension ou indemnité à laquelle elles auraient eu droit, si leur auteur était décédé.

Lorsqu'un fonctionnaire ou employé condamné à la perte partielle de ses droits à la pension vient à décéder, ses ayants droit reçoivent les deux tiers de la pension à laquelle ils auraient eu droit, si leur auteur n'avait pas subi la perte partielle de ses droits.

Si le fonctionnaire ou employé est condamné disciplinairement à la perte totale ou partielle des droits à la pension ou à l'indemnité pour l'une des infractions prévues à l'article précédent et qu'il est débiteur envers l'Administration du chef des faits constituant l'infraction, le fonctionnaire ou employé ou ses ayants droit subiront sur la pension ou indemnité leur revenant en vertu des deux alinéas précédents, une retenue jusqu'à extinction de la dette. Cette retenue ne peut, en aucun cas, dépasser le quart de la dite pension ou indemnité.

Si le fonctionnaire ou employé révoqué avec perte totale de ses droits à la pension ou à l'indemnité vient à être réintégré, ses services précédents ne comptent pas pour la liquidation de sa pension ou de son indemnité.

Si le fonctionnaire ou employé révoqué avec perte partielle de ses droits à la pension ou indemnité vient à être réintégré, la liquidation définitive de sa pension ou de son indemnité sera faite sur l'ensemble de ses services antérieurs et postérieurs à sa révocation, ses services antérieurs étant diminués d'une fraction égale à la proportion d'après laquelle sa pension ou son indemnité primitive avait été réduite.

S'il a été révoqué sans perte de ses droits à la pension ou à l'indemnité, ses anciens services comptent dans la liquidation définitive de sa pension ou de son indemnité.

ART. 54.

Sous réserve des dispositions de l'article 12, le fonctionnaire ou l'employé démissionnaire perd ses droits à la pension ou à l'indemnité.

Si le fonctionnaire ou l'employé démissionnaire est réintégré, le service antérieur à la démission est compté pour la pension ou l'indemnité.

ART. 55.

Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, les employées qui donnent leur démission pour se marier recevront l'in-

demnité ou la pension à laquelle elles ont droit conformément aux dispositions de la présente loi. Leur pension sera liquidée sur la base du traitement moyen pendant les deux dernières années.

ART. 56.

Le fonctionnaire ou l'employé retraité qui, après avoir été ré-intégré à titre définitif, provisoire ou hors cadre, continue à toucher sa pension en même temps que son nouveau traitement d'activité, est révoqué et perd définitivement ses droits à la pension.

Il en est de même des ayants-droit à la pension d'un pensionnaire, fonctionnaire ou employé, qui, ayant été pourvus d'emplois au service de la Municipalité, continuent à toucher leur pension en même temps que leur traitement d'activité.

Cependant, les ayants-droit à la pension d'un pensionnaire, fonctionnaire ou employé, qui seraient pourvus d'emplois au service de la Municipalité, auront la faculté de choisir entre leur traitement d'activité et la pension leur revenant. Au cas où ils viendraient à être licenciés, ils auront le droit d'opter entre la pension ou l'indemnité qui leur revient d'après leurs années de service et la pension qui leur revient par voie de réversibilité.

Il ne sera permis, dans aucun cas, de recevoir plus d'une pension à la fois. Toute personne qui aurait droit à plus d'une pension devra opter pour la pension qu'elle jugera la plus avantageuse.

ART. 57.

Tout pensionnaire qui n'aura pas réclamé le paiement de sa pension durant une période de trois ans, à partir de la date du dernier paiement, est déchu de ses droits à la pension et, dans ce cas, la pension est rayée du livre des Pensions sauf en cas de force majeure dûment établie.

ART. 58.

Est acquis à la Caisse des Pensions toute arrérage de pension non réclamé par l'intéressé durant une année, à partir de la date de son échéance, sauf en cas de force majeure dûment établie.

TITRE X.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET SPÉCIALES.

ART. 59.

En ce qui concerne les fonctionnaires et employés actuellement en service, les pensions et indemnités continueront à être réglées d'après les dispositions du règlement en vigueur.

ART. 60.

Les fonctionnaires et employés au service au moment de la promulgation du présent règlement, à l'exception de ceux désignés à l'article 6, peuvent demander à bénéficier des dispositions du dit règlement, à condition d'en faire la demande dans un délai de six mois à partir de sa publication, s'ils se trouvent en Egypte lors de sa promulgation ou d'un an s'ils se trouvent à l'Etranger ou au Soudan.

La même faculté est accordée, à titre exceptionnel, aux employés qui, lors de la mise en vigueur de l'ancien règlement sur les pensions municipales, avaient opté pour rester sous le régime de la Caisse de Prévoyance, à la condition toutefois que leur poste rentre dans la catégorie de ceux assujettis à la retenue pour la pension.

Les fonctionnaires ou employés qui demandent à être admis au bénéfice du présent règlement, devront payer à la Caisse de Pensions, la différence entre le 7 $\frac{1}{2}$ % et le 5 %, pour toute la durée de leurs services antérieurs. Ce paiement sera effectué de l'une des deux manières suivantes ;

1. — En un seul versement dans l'année qui suit l'expiration du délai de 6 mois ou d'un an fixé pour demandes d'admission au bénéfice du présent règlement.

2. — Dans un délai de dix ans au moyen de déductions égales exercées sur le traitement mensuel et éventuellement sur la pension et ce, à partir de l'expiration du délai d'option fixé au premier alinéa du présent article.

Si un fonctionnaire ou employé quitte le service de la Municipalité avant d'avoir droit à une pension, le reliquat de la différence de retenue dont il est redevable à la Caisse de Pensions sera déduit de l'indemnité.

Par dérogation aux dispositions de la loi déclarant incessibles et insaisissables, sauf dans certaines limites, les traitements, pensions et indemnités des fonctionnaires ou employés, les déductions à opérer, en vertu du présent article, pourront dépasser le quart des dits traitements, pensions ou indemnités.

Toute déduction mensuelle cessera lors du décès du fonctionnaire, de l'employé ou du pensionnaire débiteur.

Les demandes adressées à l'Administration devront être constatées par un récépissé émanant du Chef de l'Administration.

Les périodes antérieures de service accomplies :

1. — Comme agent hors cadre ;
 2. — En vertu de contrats stipulant des avantages spéciaux sous formes d'indemnités ;
 3. — Comme engagé à titre provisoire ou temporaire ;
- ne pourront, en aucun cas, compter pour la pension, même moyennant le versement des retenues non effectuées pendant les dites périodes.

Les fonctionnaires ou employés actuellement en service qui se trouvent dans la situation prévue à l'alinéa 4 de l'art. 49 auront un délai d'un mois à partir de l'option pour demander à bénéficier de la faculté prévue au dit alinéa.

ART. 61.

Les fonctionnaires et employés admis à la retraite ou licenciés et les ayants-droit des fonctionnaires et employés décédés antérieurement au 1er Mai 1928, ainsi que les ayants-droit des pensionnaires mis à la retraite avant le 1er Mai 1928 et décédés après cette date, ne pourront, en aucun cas, bénéficier des dispositions qui précèdent, mais seront traités d'après le règlement sur les pensions qui les régissent ou qui régissent leurs auteurs.

Les fonctionnaires et employés admis à la retraite ou licenciés et les ayants-droit des fonctionnaires et employés décédés entre le

1er Mai 1928 et la date de la promulgation du présent règlement pourront, sur la demande, bénéficier des dispositions de ce règlement. La demande à cet effet devra être faite, sous peine de déchéance, dans le délai fixé au premier alinéa de l'article précédent.

ART. 62.

La Délégation Municipale soumettra à la Commission Municipale les cas qui lui sembleront nécessiter une interprétation d'une disposition quelconque du présent règlement. L'interprétation donnée par la Commission Municipale sera, après approbation du Ministère de l'Intérieur, insérée dans les journaux officiels et aura la valeur d'une interprétation législative et par suite un caractère obligatoire.

Alexandrie, le 17 Septembre 1930.

Le Président,
HUSSEIN SABRY.

=====

LISTE DES EMPLOIS CIVILS

dont les titulaires ne sont pas assujettis à la retenue
et n'ont en conséquence pas droit à la pension.

Agents de laboratoire.
Ajusteurs.
Assistants de Laboratoire.
Balayeurs.
Cantonniers et aides-cantonniers.
Chaîneurs et chef-chaîneur.
Chawiches et chefs-chawiches.
Chauffeurs.
Chefs-d'équipe.
Cochers.
Contremaîtres.
Courriers.
Cuisiniers et chef cuisinier.
Désinfecteurs.
Dessinateurs.
Electriciens.
Farraches et chefs-farraches.
Ghaffirs et chefs-ghaffirs.
Graveurs.
Huissiers.
Imprimeurs et chefs-imprimeurs.
Infirmiers et chefs-infirmiers
Jardiniers.
Marmitons.
Mécaniciens-et aides-mécaniciens.
Menuisiers.
Mesureurs.
Percepteurs.
Peseurs.
Pompier.
Portiers Rais des Ponts.
Surveillants à l'exception des chefs-Surveillants.
Timbreurs.

Et en général les gens de métiers, d'industries, les domestiques,
gens de service et ouvriers des deux sexes.

Annexe No. 2 (Voir Art. 29)

CERTIFICAT MÉDICAL

Nous, soussignés, certifions avoir soigneusement examiné.....
..... fils de
qui a été tué ou blessé, comme il a été indiqué sur la demande
ci-contre.

Notre opinion est que la mort ou la blessure de.....
..... est bien le résultat de
l'accident mentionné dans le rapport sur l'enquête, joint à ce certificat.

(Dans le cas de blessures ou d'accident, le certificat devra entrer dans de minutieux détails sur leur nature par rapport à l'article 33 de la loi sur les pensions civiles et devra être complété de la façon suivante :)

L'ensemble des faits qui ont motivé la blessure ou l'accident et l'état actuel du blessé, nous portent à croire que la blessure ou l'accident peut être considéré comme rentrant dans les prévisions des paragraphes 1 ou 2 de l'article 28 du règlement sur les pensions.

Signature

Signature

Fait à

Le

Annexe No. 3 (Voir Art. 35)

Demande de $\frac{\text{Pension}}{\text{Indemnité}}$

Monsieur le.....,

Ayant quitté le service de à la date du par suite de, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien faire liquider $\frac{\text{la pension}}{\text{Indemnité}}$ qui me revient du chef de mes services et donner les instructions nécessaires pour en effectuer le paiement par l'entremise de la Caisse Municipale.

Mon adresse est la suivante :

.....
Veuillez agréer, Monsieur le..... etc.

Signature :

Fait à

Le

DEMANDE DE PENSION OU D'INDEMNITÉ POUR LA FAMILLE

Monsieur le,

Le soussigné demande qu'une pension ou indemnité soit accordée à la famille de feu de son vivant employé à en qualité de ou pensionnaire de la Municipalité décédé le et que le montant en soit payé par la Caisse Municipale.

L'adresse des ayants-droit est la suivante :

.....
Veuillez agréer, Monsieur le..... etc.

Signature :

Fait à

Le

CERTIFICAT DES HÉRITIERS D'UN EMPLOYÉ OU D'UN PENSIONNAIRE DÉCÉDÉ

Nous soussignés, certifions que feu..... de son
vivant employé à..... en qualité de.....
(ou pensionnaire de la Municipalité) est décédé le.....
193....., en laissant la veuve et les..... enfants ci-après désigné :

Veuve

NOM	Quelle est la date de son mariage ? (Joindre acte de mariage)	Est-elle encinte ?	Dans ce cas qu'elle est la date probable de sa délivrance
.....
.....
.....

Garçons

NOMS	Est-il issu de ce mariage ou bien d'un précédent mariage ?	Date de naissance. (Joindre extrait de naissance)	Est-il pourvu d'emploi rétribué par la Municipalité ?
.....
.....
.....
.....

Filles

NOMS	Est-elle issue de ce mariage ou d'un précédent mariage ?	Date de naissance : (Joindre extrait de naissance)	Est-elle pourvue d'emploi rétribué par la Municipalité ?	A-t-elle contracté mariage avant ou après le décès de son père ? (Indiquer la date)
.....
.....
.....
.....

Quel est le nom du tuteur des enfants mineurs ?*.....
Indiquer son adresse

* Joindre l'acte de tutelle ou une copie certifiée conforme (sauf le cas de tutelle légale).

Fait à....., le..... 193.....

Nom et prénoms du témoin

Profession *Signature*

Nom et prénoms du témoin

Profession *Signature*

Légalisation de la signature des témoins †

† Ce certificat doit être signé par deux employés attachés à titre définitif au service de la Municipalité ou du Gouvernement ayant un traitement de L.E. 20 par mois au moins, ou par deux pensionnaires de la Municipalité ou de l'Etat recevant une pension mensuelle d'au moins L.E. 15. Leur signature ainsi que leurs qualité et traitement doivent être certifiés par leur chef d'Administration.

N.B. - Si les héritiers de l'employé ou du pensionnaire résident à l'étranger, ils devront produire un acte de notoriété dans le sens de la formule ci-dessus.

CERTIFICAT

indiquant les héritiers des fonctionnaires, employés ou pensionnaires de la Municipalité qui n'ont laissé ni veuve, ni enfants, mais ont laissé un père ou une mère ou les deux ensemble.

Nous soussignés, certifions que feu.....
.....
de son vivant employé à..... en qualité de
.....ou pensionnaire de la Municipalité, décédé le
.....193.... n'a laissé ni veuve, ni enfants,
mais a laissé ses père et mère indiqués ci-après :

N O M	QUALITÉ
.....
.....

Fait à.....le.....19.....
Nom et prénoms du témoin
Profession

Signature :

Nom et prénoms du témoin
Profession

Signature :

LÉGALISATION DE LA SIGNATURE DES TÉMOINS *

* Ce certificat doit être signé par deux employés attachés à titre définitif au service de la Municipalité ou du Gouvernement ayant un traitement de L. E. 20 par mois au moins, ou par deux pensionnaires de la Municipalité ou de l'Etat recevant une pension mensuelle d'au moins L.E. 15. Leur signature ainsi que leurs qualité et traitement doivent être certifiés par leur chef d'Administration.

N.B. — Si les héritiers de l'employé ou du pensionnaire résident à l'étranger, ils devront produire un acte de notoriété dans le sens de la formule ci-dessus.

CERTIFICAT

indiquant les héritiers des fonctionnaires, employés ou pensionnaires de la Municipalité qui n'ont laissé ni veuve, ni enfants, ni père, ni mère, mais ont laissé des frères et sœurs.

Nous soussignés, certifions que feu.....
de son vivant employé à.....en qualité de
.....ou pensionnaire de la Municipalité ou
de l'Etat décédé le.....n'a laissé ni veuve, ni
enfants, ni père, ni mère, mais a laissé les frères et sœurs indiqués
ci-après et pourvoyait, de son vivant, à leur entretien ;

Frères

NOMS	Date de naissance (Joindre l'extrait de naissance)	Est-il pourvu d'emploi rétribué par la Municipalité ?
.....
.....
.....

Sœurs

NOMS	Date de naissance (Joindre l'extrait de naissance)	Est-elle pourvue d'emploi rétribué par la Municipalité	A-t-elle contracté mariage avant ou après le décès ? (Indiquer la date)
.....
.....
.....

Quel est le nom du tuteur des enfants mineurs *.....
Indiquer son adresse.....

*Joindre l'acte de tutelle ou une copie certifiée conforme (sauf le cas de tutelle légale)

Fait à le 19.....

Nom et prénoms du témoin.....

Profession

Signature :

Nom et prénoms du témoin.....

Profession

Signature :

LÉGALISATION DE LA SIGNATURE DES TÉMOINS †

† Ce certificat doit être signé par deux employés attachés à titre définitif au service de la Municipalité ou du Gouvernement ayant un traitement de L. E. 20 par mois au moins, ou par deux pensionnaires de la Municipalité ou de l'Etat recevant une pension mensuelle d'au moins L.E. 15. Leur signature ainsi que leurs qualité et traitement doivent être certifiés par leur chef d'Administration.

N.B. — Si les héritiers de l'employé ou du pensionnaire résident à l'étranger, ils devront produire un acte de notoriété dans le sens de la formule ci-dessus.

TABLEAU

de rachat des pensions des fils et frères qui n'ont pas atteint 21 ans sur la base d'une pension de la valeur de L.E. 100.

Age	Valeur	Age	Valeur
0	1.000	11	698
1	986	12	651
2	969	13	601
3	950	14	544
4	928	15	483
5	904	16	418
6	876	17	347
7	846	18	270
8	814	19	186
9	779	20	97
10	741		

TABLEAU

de rachat des pensions des filles, sœurs et veuves sur la base d'une pension de la valeur de L.E. 100.

Age	Valeur	Age	Valeur	Age	Valeur
0	986	22	350	44	562
1	969	23	360	45	553
2	950	24	375	46	544
3	928	25	395	47	534
4	904	26	420	48	524
5	876	27	440	49	514
6	846	28	460	50	504
7	814	29	480	51	493
8	779	30	500	52	483
9	741	31	520	53	472
10	698	32	540	54	461
11	651	33	560	55	449
12	601	34	580	56	437
13	544	35	600	57	425
14	500	36	597	58	412
15	450	37	594	59	399
16	410	38	591	60	386
17	375	39	588	61	371
18	350	40	584	62	357
19	330	41	580	63	342
20	335	42	578	64	326
21	340	43	570	65	309

TABLEAU

de rachat des pensions des pères et mères, ainsi que des fils et frères ayant dépassé l'âge de 21 ans et atteints d'infirmités sur la base d'une pension annuelle de L.E. 100.

Age	Valeur	Age	Valeur	Age	Valeur
20	1.190	38	976	56	782
21	1.179	39	965	57	770
22	1.168	40	954	58	757
23	1.157	41	943	59	744
24	1.146	42	932	60	730
25	1.134	43	921	61	714
26	1.122	44	910	62	699
27	1.110	45	900	63	684
28	1.098	46	890	64	666
29	1.085	47	879	65	648
30	1.073	48	869	66	629
31	1.060	49	858	67	606
32	1.047	50	847	68	575
33	1.036	51	836	69	545
34	1.024	52	826	70	515
35	1.012	53	816	71	484
36	1.000	54	805	72	455
37	988	55	794	73	427
				74	401
				75	375

Les chiffres ci-dessus ont été calculés sur la base du paiement des pensions par mensualités échues et suivant l'âge réel indiqué en regard de chacun d'eux.

Quant aux pensionnaires dont l'âge comporte des fractions d'année, le capital de rachat qui leur revient sera réduit en proportion aux dites fractions.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

**du 17 Août 1930, fixant le tarif des examens et analyses
faits par les Laboratoires de l'Administration
de l'Hygiène Publique.**

Journal Officiel No. 111, du 4 Décembre 1930.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'arrêté du 31 Janvier 1926 publié dans le "Journal Officiel"
No. 30 du 1er Avril 1926 et fixant le tarif des examens et analyses
faits dans les Laboratoires de l'Administration de l'Hygiène Publique.

Vu l'arrêté du 23 Juin 1929 publié dans le "Journal Officiel"
No. 61 du 11 Juillet 1929 portant réduction des droits fixés pour
les analyses faites par les sociétés coopératives égyptiennes ;

Sur la proposition du Sous-Secrétaire d'Etat chargé de l'Hygiène
Publique ;

A R R Ê T E :

ARTICLE PREMIER

L'Arrêté sus-visé du 31 Janvier 1926 est rapporté. Le tarif des
examens et analyses qui seront faites par les Laboratoires de
l'Hygiène Publique est fixé d'après le tableau ci-joint.

ART. 2.

La réduction de 10 pour cent est accordée aux sociétés coo-
pératives créées conformément aux dispositions de la Loi No. 23
du 1927 est applicable au nouveau tarif.

ART. 3.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au
"Journal Officiel".

Le 22 Rabi Awal 1349 (17 Août 1930).

(Signé) : ISMAIL SFDKY.

(Traduction).

Extrait du ' Journal Officiel' No. 111 du Jeudi 4 Décembre 1930.

P.H.D.
1 Labs "Bact"

صحة معامل (بكتريولوحي)

*Tarif des examens et analyses faits dans les laboratoires de
l'Administration de l'Hygiène Publique*

Sang

	P.T.
1. Recherche microscopique du parasite de la malaria et de la fièvre à rechutes	gratis
2. Recherche microscopique de la filaria	„
3. Recherche par la réaction d'agglutination pour la fièvre typhoïde et paratyphoïde	„
4. Recherche par culture pour la fièvre typhoïde et paratyphoïde... ..	„
5. Recherche par la réaction d'agglutination pour la fièvre ondulante... ..	„
6. Réaction de Wassermann pour la syphilis	100
7. Recherche par culture pour la septicémie	100

Urine.

8. Recherche microscopique des œufs de la Bilharziose	gratis.
9. „ bactériologique pour la fièvre typhoïde et paratyphoïde	„
10. Recherche par culture de bacilles autres que ceux typhiques et parathyphiques.	100
11. Recherche microscopique du bacille de la tuberculose.	100
12. „ bactériologique du bacille de la tuberculose avec inoculation d'animaux..	300
13. Recherche microscopique de la gonorrhée	gratis.

Matières Fécales

14. Recherche microscopique des protozaires parasites (amibes et autres)	gratis.
15. Recherches bactériologique pour la fièvre typhoïde et paratyphoïde... ..	„
16. Recherche bactériologique pour la dysenterie... ..	„

17.	Recherche par culture de bactéries autres que les bacilles typhiques et paratyphiques	P.T. 100
18.	Recherches microscopique des œufs des vers parasites	gratis
19.	„ „ du bacille de tuberculose.	100
20.	„ des microbes de l'intoxication alimentaire	gratis.

Crachats, pus et sécrétions.

21.	Recherche microscopique de la gonorrhée	gratis.
22.	„ „ de la tuberculose	„
23.	„ „ de la lèpre	„
24.	„ „ de l'anthrax	„
25.	„ „ des microbes pathogènes.	50
26.	„ par culture des microbes pathogènes	100
27.	„ bactériologique du bacille de la tuberculose avec inoculation d'animaux	200

Autres recherches

28.	Recherche bactériologique de la diphtérie	gratis.
29.	„ „ de la méningite cérébro-spinale	„
30.	Recherche bactériologique de la peste...	„
31.	„ „ du choléra	„
32.	„ microscopique des spirochètes syphilitiques	„
33.	„ „ des champignons parasites	„
34.	„ pathologique avec préparation de sections des tissus, leur coloration et diagnostic	100

L'Administration a le droit de faire n'importe quelle recherche non-mentionnée dans ce tarif et de fixer les droits y afférents.

Exemption du paiement des droits.

Les recherches pour lesquelles des droits sont fixés par ce tarif seront gratuitement dans les cas suivants ;

1. Les recherches demandées par les médecins du Gouvernement en raison de leurs fonctions.

2. Les recherches relatives aux malades traités gratuitement dans les hôpitaux, cliniques et dispensaires privés officiellement reconnus, pourvu que le spécimen soit accompagné d'un certificat

d livré à cet effet par le directeur de l'hôpital, de la clinique ou du dispensaire. Les droits fixés devront être payés pour les recherches relatives aux spécimens des malades payant les frais de traitement.

Analyses Chimiques

Les Laboratoires de l'Administration de l'Hygiène Publique ne se charge que de l'examen des substances ayant un rapport direct avec les questions d'hygiène, comme les substances alimentaires, les médicaments, etc.

Lait

P.T.

- | | |
|--|-----|
| 1. Examen en vue de constater s'il est naturel... | 100 |
| 2. Recherche de la présence d'agents conservateurs ... | 100 |
| 3. Pour chaque recherche supplémentaire ... | 100 |

Lait Conservé ou Condensé et Lait en Poudre

- | | |
|---|-----|
| 4. Analyse chimique: déterminant de l'extrait solide total, de la graisse, des cendres et du sucre de canne ... | 200 |
| 5. Recherche de la présence d'agents conservateurs . . | 100 |

Farine

- | | |
|--|-----|
| 6. Analyse chimique : détermination de l'humidité, des cendres, des protéines, du gluten, de l'acidité et de la finesse... | 200 |
|--|-----|

Pain

- | | |
|---|-----|
| 7. Analyse chimique : détermination de l'humidité, des cendres, du chlore, des protéines et de l'acidité... | 200 |
|---|-----|

Beurre et Samna, Huiles et Graisses Comestibles

- | | |
|---|-----|
| 8. Examen en vue de constater si le produit est naturel | 100 |
| 9. „ „ de déterminer la nature et la quantité approximative de l'adultérant ... | 200 |
| 10. Recherche en vue de la présence d'agents conservateurs | 100 |
| 11. Détermination de la teneur en eau. ... | 50 |

Fromage

P.T.

12. Analyse chimique comprenant la détermination de l'eau, de la graisse, des cendres et des protéines.. 200

Sucre

13. Analyse chimique comprenant la détermination de l'humidité, des cendres, de la saccharose et du sucre interverti... .. 200

Thé, Café et Cacao

14. Examen en vue de constater si le produit est naturel avec conclusion 200

Miel

15. Examen en vue de constater si le produit est naturel, avec conclusion 300

Confitures et Marmelades

16. Analyse chimique comprenant la détermination de l'extrait solide total, des cendres, de l'acidité du sucre de canne et des sucres réducteurs 300

Moutarde

17. Analyse chimique comprenant la détermination de l'extrait solide total, des cendres et de l'huile ... 200

Poivre

18. Examen en vue de constater s'il est naturel, avec conclusion 200

Vinaigre

19. Analyse chimique comprenant la détermination de la densité, de l'extrait solide total, des cendres, de l'acidité et des acides minéraux 200

Eaux Gazeuses, Limonades, Sirop, etc.

20. Analyse chimique comprenant la recherche de la saccharine, des matières colorantes artificielles et des agents conservateurs 200

Sulfate d'Alumine et Alun pour la purification de l'eau

	P.T.
21. Analyse quantitative de la teneur en aluminium et en oxyde de fer.	100
22. Détermination quantitative de l'arsenic... ..	100

Eaux

23. Examen chimique et bactériologique d'une eau de puits avec inspection personnelle de l'emplacement et rapport sur la potabilité ou sur son usage pour la fabrication des boissons, glaces, etc	gratis.
---	---------

Autres substances alimentaires

24. Examen des substances alimentaires en vue de la présence de sels métalliques toxiques... ..	300
25. Détermination quantative (en plus).	300
26. Examen des substances en vue de la présence du hachiche ou des narcotiques	100
27. Examen des substances en vue de la présence d'un alcaloïde spécifique... ..	300

Médicaments et Préparations Pharmaceutiques

28. Examen des médicaments et préparation pharmaceutiques en vue de s'assurer qu'elles contiennent les quantités originales (d'après les ordonnances ou la pharmacopée).	droits variables d'après la nature de l'examen.
29. Examen de l'opium	100
30. Examen des désinfectants	300

N.B. — Le Directeur des Laboratoires de l'Administration de l'Hygiène Publique établira les conditions auxquelles les échantillons seront acceptés pour examen.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 27 Novembre 1930 relatif aux conditions et prescriptions
particulières pour les autorisations commerciales
des automobiles.

Journal Officiel No. 111, du 4 Décembre 1930.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 12 bis du Règlement sur les automobiles en date
du 16 Juillet 1913, modifié par les Arrêtés en date des 14 No-
vembre 1915, 30 Juin 1917 et 3 Septembre 1930 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Les autorisations commerciales prévues à l'article 12 bis du
Règlement sur les automobiles sus-visé, ne seront accordées qu'aux
personnes qui auront établi, devant le Service des automobiles du
Gouvernorat ou de la Moudirieh dont elles exercent le commerce ou
l'industrie de l'automobile.

ART. 2.

L'autorisation est accordée uniquement dans le but de com-
merce et l'on ne peut s'en servir que dans les cas suivant :

- 1) Pour la conduite de l'automobile de la gare d'arrivée à la
maison de commerce ;
- 2) Pour l'essayage de l'automobile devant l'acheteur ;
- 3) Pour l'essayage de l'automobile après sa réparation.

ART. 3.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au
"Journal Officiel".

Fait le 6 Ragab 1349 (27 Novembre 1930).

(Signé) ; ISMAIL SEDKY.

(Traduction)

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 12 Janvier 1931 fixant le tarif des indemnités à payer pour les animaux de race bovine (bœufs et buffles), ainsi que pour les chameaux, chevaux, mulets, ânes, moutons, chèvres et porcs qui viendraient à succomber des suites de l'inoculation contre la maladie du charbon.

Journal Officiel No. 5 du 15 Janvier 1931.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,

Vu les articles 6 et 9 du Décret-Loi No. 1 en date du 8 Janvier 1931, relatif à l'inoculation des animaux de race bovine (bœufs et buffles), ainsi que les chameaux, chevaux, mulets, ânes, moutons, chèvres et porcs contre la maladie du charbon ;

Sur la proposition du Directeur du Service Vétérinaire ;

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER

Le tarif suivant est considéré comme base de la valeur des animaux de race chevaline (chevaux, mulets, ânes), de race bovine (bœufs et buffles), ainsi que les chameaux, moutons, chèvres et porcs, lors de l'évaluation de l'indemnité prévue à l'article 6 du Décret-Loi sus-visé :

RACE CHEVALINE (Chevaux, mulets et ânes).

Espèce et Sexe	Jeune de 3 mois à 3 ans Prix		Age moyen de 3 à 10 ans Prix		Agé de 10 ans et au-delà Prix	
	Minim. L.E.	Maxim. L.E.	Minim. L.E.	Maxim. L.E.	Minim. L.E.	Maxim. L.E.
Cheval.....	5	30	15	50	5	35
Jument.....	5	30	20	60	10	50
Mulet... { Mâle ou Femelle }	5	25	15	40	5	35
Ane.....	1	4	5	15	4	8
Anesse.....	1	5	6	20	5	12

RACE BOVINE (Bœufs et buffles)

		Prix Minimum		Prix Maximum	
		L.E.	M.	L.E.	M.
<i>Pour chaque veau ou génisse :</i>					
de 3 mois à 2 ans.	Taille moyenne....	3	—	7	
	Petite taille.....	2	500	6	
de 2 à 3 ans	Taille moyenne....	5	—	11	
	Petite taille.....	4	—	9	
<i>Pour chaque bœuf, vache ou buffle ;</i>					
de 3 à 5 ans	Taille moyenne....	8	—	15	
	Petite taille.....	7	—	13	
de 5 à 8 ans	Taille moyenne . .	10	—	18	
	Petite taille.....	10	—	16	
de 8 à 12 ans	Taille moyennne...	7	—	14	
	Petite taille.....	6	—	12	
de 12 ans & au-delà	Taille moyenne....	4	—	11	
	Petite taille.....	3	—	9	

MOUTONS, CHEVRES & PORCS

Espèce et S x e	Jeune				Age moyen				Agé			
	de 3 mois à 1 an.				de 1 an à 2 ans.				de 2 ans et au-delà			
	Prix				Prix				Prix			
	Minim.	Maxim.	Minim.	Maxim.	Minim.	Maxim.	Minim.	Maxim.	Minim.	Maxim.	Minim.	Maxim.
	M.	L.E.	M.	L.E.	M.	L.E.	M.	L.E.	M.	L.E.	M.	L.E.
Moutons												
Bélier.....	750	1	500	1	250	3	—	1	500	3	—	
Brebis.....	750	1	500	1	500	3	500	1	250	3	500	
Chèvres												
Bouc.....	650	1	—	1	—	2	—		750	2	—	
Chèvre.....	650	1	500	1	200	2	250		650	2	500	
Porcs												
Porcs.....	500	1		1		2			2		3	
Truie.....	500	1		1		2			2		3	

CHAMEAUX

Sexe	Jeune		Age moyen		Agé	
	de 3 mois à 3 ans.		de 3 à 6 ans		de 6 ans et au-delà	
	Prix		Prix		Prix	
	Minim.	Maxim.	Minim.	Maxim.	Minim.	Maxim.
	L.E.	L.E.	L.E.	L.E.	L.E.	L.E.
Chameau	2	7	5	11	5	11
Chamelle	2	7	6	12	7	12

ART. 2.

En cas d'application de l'article 6 du Décret-Loi sus-visé, le montant de l'indemnité sera évalué avant l'abatage de l'animal.

Au cas où l'on constatera chez l'animal une faiblesse manifeste résultant du mauvais entretien ou du maltraitement, une boiterie permanente ou autre défaut ou une maladie héréditaire, note en sera prise lors de l'évaluation du montant de l'indemnité qui ne devra, en aucun cas, être inférieur au maximum fixé au présent tarif.

ART. 3.

L'évaluation sera faite par écrit et copie en sera immédiatement notifiée au propriétaire, qui devra signer sur l'original sa déclaration d'accepter ou de refuser cette évaluation.

Le refus du propriétaire de signer sera considéré comme une non-acceptation de l'évaluation.

ART. 4.

En cas de non-acceptation de l'évaluation, la commission visée au paragraphe 2. de l'article 6, du Décret-Loi susmentionné sera convoquée d'urgence pour fixer définitivement et souverainement le montant de l'indemnité, dans les limites du tarif indiqué à l'article premier du présent arrêté, sans être liée par la première évaluation.

ART. 5.

Le Directeur du Service Vétérinaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel".

Le Caire, le 22 Chaaban 1349 (12 Janvier 1931).

(Signé) : HAFEZ HASSAN.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 12 Janvier 1931, fixant le tarif des droits d'inoculation des animaux contre la maladie du charbon.

Journal Officiel No. 5, du 15 Janvier 1931.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,

Vu l'article 5 du Décret-Loi No. 1 de 1931 relatif à l'inoculation des animaux de race bovine (bœufs et buffles), chevaline (chevaux, mulets, ânes), ainsi que les chameaux, moutons, chèvres et porcs contre la maladie du charbon ;

Sur la proposition du Directeur du Service Vétérinaire ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Il sera perçu un droit de 70 millièmes pour chaque tête de bétail saine à inoculer contre la maladie de charbon.

ART. 2.

Ces droits seront payés d'avance avant l'inoculation.

ART. 3.

Le présent arrêtés entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel".

Le Caire, le 22 Chaaban 1349 (12 Janvier 1931).

(Signé) ; HAFEZ HASSAN

(Traduction).

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 12 Février 1931 portant modification de l'Arrêté du 30 Décembre 1929 relatif aux conditions de solidité et de sécurité que doivent présenter les automobiles destinées au transport en commun des passagers.

Journal Officiel No. 20, du 23 Février 1931.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Vu l'article 4 de l'Arrêté du 16 Juillet 1913 portant règlement sur les automobiles ;

Vu l'Arrêté du 9 Septembre 1913 indiquant les conditions de solidité et de sécurité que doivent présenter les automobiles ;

Vu l'Arrêté du 30 Décembre 1929 relatif aux conditions de solidité et de sécurité que doivent présenter les automobiles destinées au transport en commun des passagers ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

L'Arrêté du 30 Décembre 1929 sus-visé est rapporté et remplacé par l'arrêté suivant :

Pour les automobiles destinées au transport en commun des passagers, aux conditions générales de solidité et de sécurité prescrites pour l'obtention des autorisations réglementaires (Rokhsas) et prévues à l'Arrêté du 9 Septembre 1913, sont ajoutées les conditions suivantes :

a) *Châssis*. — Le cadre du châssis sera fait en acier cannelé (Channel) pressé, sa longueur totale ne sera pas inférieure à 5 mètres et sa largeur non inférieure à 78 centimètres.

Les organes les plus bas de la voiture doivent être maintenus à une distance minimum de 20 centimètres du sol lorsque la voiture est complètement chargée. Pour la fixation de cette distance on tiendra compte d'une tolérance suffisante pour la flexion des

ressors, l'usure des pneus et en général pour toute autre cause de diminution de la distance entre le sol et les parties les plus basses de la voiture,

b) Poids. — Le poids de l'omnibus entièrement chargé et prêt au service à tous égards, ne doit pas, en ce qui concerne les omnibus légers ne transportant pas plus de 14 passagers, excéder 3 tonnes et, en ce qui concerne les omnibus lourds transportant 20 à 30 passagers excéder 9 tonnes.

Le poids doit être approximativement distribué comme suit :

Un tiers du poids total sur l'essieu de devant et deux tiers sur l'essieu de derrière.

c) Longueur. — La longueur maximum du véhicule entier à ses points extrêmes, exception faite de la manivelle, ne doit pas dépasser 8 mètres.

d) Hauteur. — La hauteur totale mesurée du sol au toit ne doit pas excéder 2 mètres 85. La hauteur inférieure mesurée du plancher au plafond ne sera pas inférieure à 2 mètres. Le transport des personnes ou de marchandises sur le toit ne sera pas admis pour aucune raison.

e) Largeur. — La largeur totale entre les points extrêmes ne doit pas, pour les omnibus légers excéder 1,85 mètres et, pour les omnibus lourds, 2,25 mètres,

f) Saillies. — La saillie à l'arrière des roues arrières, mesurée du centre de l'essieu arrière, ne doit pas dépasser les 30 pour cent de la longueur totale du véhicule.

g) Voies. — Les mesures des voies exécutées suivant les essieux et du centre au centre des roues ne doivent pas donner des valeurs inférieures à 69 pour cent de la largeur totale de la voiture, afin d'éviter une saillie exagérée.

g bis). Distances entre les banquettes. — Les dimensions minima de la place affectée dans les voitures à chaque voyageurs, devront être au moins de 40 centimètres de long et de 36 centimètres de large.

Dans les voitures ayant des banquettes se faisant face, la distance entre deux places quelconques doit être de 66 centimètres au moins, mesurée du dossier des banquettes.

Le dossier des banquettes devra être plein.

Les places contiguës ou se trouvant aux contours des roues, doivent être confortables et bien fixes.

h) Marchepieds. — Les voitures seront munies de marchepieds rectangulaires en retrait et mobiles, commandés par un levier placé à portée de la main du chauffeur ou du receveur.

i) Essieux. — L'écartement des essieux doit être proportionné de façon à éviter autant que possible les soubresauts et mouvements impropres.

j) Ressorts. — Tous les ressorts doivent être convenablement suspendus et être d'une force et d'une flexibilité suffisantes pour répondre à tous les buts qui leur seront assignés. Les ressorts obliques et transversaux ne seront pas admis. Les ressorts d'arrière doivent être reliés aux essieux de derrière aussi près des roues que possible.

La distance entre les extrémités extérieures des ressorts ne sera pas inférieure à 90 centimètres pour les omnibus légers, et ne sera pas inférieure à 30 pour cent de la largeur totale de la caisse du véhicule entier pour les omnibus lourds.

k) Roues. — Les roues doivent être d'une résistance suffisante et d'un diamètre convenable, mais ne doivent pas être lourds au point de faire supporter un effort indu à l'engrenage de la direction ou aux autres parties de la machine. Les roues à rayons en bois ou métalliques ne sont pas admises.

Des pneus jumelles doivent être employés sur les roues arrières des omnibus lourds si l'administration l'exige.

l) Freins. — Chaque véhicule doit être pourvu de deux freins indépendants au moins. Ils seront d'un modèle et d'une efficacité tels que le serrement de l'un d'eux, même dans une condition défavorable, puisse immobiliser immédiatement les roues sur lesquelles il agit et en empêcher la rotation. L'un d'eux doit pouvoir être serré au moyen d'une pédale.

Les freins même manœuvrés l'un par des pédales et l'autre par un levier, mais agissant au moyen des mêmes connexions ou sur le même bloc-frein, ne seront pas considérés indépendants.

Un des freins au moins doit agir directement sur les roues sans aucune connexion avec l'appareil propulseur et doit pouvoir être retenu si le conducteur quitte son siège.

En aucun cas, le fonctionnement des freins ne doit pas faire agir un autre mécanisme du véhicule.

m) Miroir rétroviseur. — Un miroir rétroviseur doit être fixé à chaque autobus.

n) Direction. — La direction gauche est seule admise. Elle doit être de construction solide et autant que possible protégée contre l'endommagement par collision.

Elle doit être construite de façon à éviter la possibilité de grippage.

o) Bruit. — Le mécanisme doit être construit de façon à ce que son usage ne cause aucun bruit ou vibration indus.

p) Chaleur. — Des moyens efficaces doivent être adoptés pour empêcher que la chaleur provenant du moteur, du tuyau d'échappement ou de tout autre appareil nuise à une partie du véhicule ou incommode les passagers.

q) Réservoir à combustible. — Les réservoirs à benzine, pétrole ou autre combustible liquide doivent être faits d'une manière convenable, proprement construits, d'une force suffisante et convenablement prémunis contre tout dommage ou contre la chaleur provenant de la machine,

Ils doivent être placés de telle façon que leur déversement ne tombe pas sur des matières en bois ou ne s'accumule là où il peut promptement s'enflammer. Le bec d'emplissage ou valve pour le pétrole ou autre combustible liquide doit, lorsqu'il est retiré à l'extérieur, être protégé par un moyen quelconque apte à limiter l'effet d'inflammation accidentel.

Le réservoir de combustible ne doit d'aucune façon être accessible de l'intérieur du compartiment des voyageurs.

r) Garniture en celluloïde, etc. — Des garnitures en celluloïde ou en matière inflammable ne seront pas admises au dedans ou en dehors du véhicule. Cette interdiction ne s'applique pas aux celluloïdes de l'accumulateur.

s) Extincteurs de feu. — Deux extincteurs de feu d'un modèle approuvé doivent être installés, l'un dans une position accessible au conducteur et l'autre dans le compartiment des voyageurs.

t) Gardes du Corps. — Ils doivent être installés de deux côtés entre les roues d'avant et celles d'arrière. La distance entre la partie la plus basse des gardes du corps et la chaussée ne doit pas être supérieure à 10 centimètres quand l'omnibus est complètement chargé

ART. 2.

Les Gouverneurs et Moudirs pourront chacun dans sa circonscription prendre un arrêté prescrivant l'application de tout ou partie des conditions ci-dessus aux autorisations (Rokhsas) délivrées pour la circulation des voitures automobiles destinées au transport en commun des passagers.

Ils pourront également avec l'approbation du Ministère de l'Intérieur modifier certaines conditions prévues par l'article premier du présent arrêté.

Les arrêtés pris par application du présent arrêté n'entreront en vigueur que trois mois après leur publication au "Journal Officiel".

ART. 3.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel".

Le 24 Ramadan 1349 (12 Février 1931.

(signé) : ISMAIL SEDKY.

(Traduction.)

ARRÊTÉ MUNICIPAL

du 19 Mars 1931 portant Règlement sur les trottoirs à Alexandrie

Journal Officiel No. 33, du 2 Avril 1931.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu les articles 15 et 23 du décret du 5 Janvier 1890 instituant la Commission Municipale d'Alexandrie ;

Vu l'arrêté municipal du 22 Septembre 1921 portant règlement sur les trottoirs ;

Vu les délibérations de la Commission Municipale du 11 Février 1931 approuvée par S.E. le Ministre de l'Intérieur ;

Vu la décision du Conseil des Ministres en date du 4 Mars 1931 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Tout propriétaire qui désirerait construire réparer ou refaire le trottoir sis devant sa propriété pourra exécuter ces travaux à ses frais, risques et périls, après en avoir obtenu l'autorisation de la Municipalité qui déterminera le type des trottoirs, leur longueur, largeur et niveau, la pente à leur assigner pour l'écoulement des eaux ainsi que la nature des matériaux à y employer.

Cette faculté de confection, de réfection ou de réparation accordée au propriétaire, ne lui confère aucun droit sur le trottoir ni sur les matériaux employés, dont il devra abandonner la propriété à la Municipalité.

La Municipalité pourra supprimer d'office tous travaux exécutés contrairement aux dispositions du présent arrêté.

ART. 2.

Sans préjudice des dispositions contenues dans le règlement en date du 12 Juin 1922 sur l'usage et l'occupation de la voie publique dans le périmètre de la ville d'Alexandrie, toute détérioration

occasionnée aux trottoirs sera réparée aux frais de l'auteur, la Municipalité restant seul juge de l'importance des travaux à entreprendre à cet effet.

ART. 3.

Aucune entrée de cave ne pourra être pratiquée dans un trottoir. Au cas de contravention, la Municipalité procédera à la fermeture immédiate aux frais de l'intéressé, sans préjudice des peines édictées à l'article 6 du présent règlement.

ART. 4.

Toutes les constructions bordant la voie publique devront être munies de chenaux ou gouttières destinées à recueillir les eaux pluviales des toits et des terrasses.

Les tuyaux de descente servant à l'écoulement des eaux pluviales ne pourront se déverser sur les trottoirs.

Ils devront être prolongés à l'aide de conduits de la longueur voulue, placés sous le trottoir et perpendiculairement à l'immeuble de manière que les eaux provenant des toits et des terrasses s'écoulent directement dans les caniveaux longeant la bordure du trottoir.

Ces conduits seront placés au même niveau que le trottoir et seront conformes au modèle fixé par la Municipalité, qui appréciera s'ils doivent être faits, selon les cas, en fonte ou en grès.

La Municipalité procédera elle-même à l'installation des conduits sous les trottoirs, aux frais des propriétaires riverains qui seront tenus d'en effectuer le remboursement sur simple facture, à moins que la Municipalité ne les ait autorisés, sur leur demande, à procéder eux-mêmes à leur installation.

Pour les chenaux ou gouttières ainsi que les tuyaux de descente ils seront installés par les propriétaires intéressés à leurs frais, conformément aux prescriptions de la Municipalité.

Faute par eux de ce faire dans un délai d'un mois à partir de l'invitation qui leur en aura été faite, la Municipalité pourra y procéder d'office pour leur compte, sans besoin de nouvelle mise en demeure et sans préjudice de la suppression, par la voie administrative, des travaux incriminés.

ART. 5.

Toute somme déboursée par la Municipalité en conformité du présent arrêté sera recouvrée, le cas échéant, en vertu du Décret du 25 Mars 1880, sur état rendu exécutoire par le Directeur Général de la Municipalité.

Aucune opposition ne sera recevable sans le versement préalable de la somme réclamée à la caisse Municipale.

ART. 6.

Sans préjudice des mesures prévues aux dispositions qui précèdent toute infraction au présent arrêté sera punie d'une amende n'excédant pas P.T. 100.

ART. 7.

L'arrêté du 22 Septembre 1921 susvisé est abrogé.

ART. 8

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au Journal Officiel.

Alexandrie, le 29 Chawal 1349 (19 Mars 1931).

Le Président.

(Signé) : HUSSEIN SABRY.

DÉCRET-LOI No. 52 de 1931

du 8 Avril 1931 portant modification de la Loi No. 15 de 1912 prescrivant des mesures prophylactiques contre les maladies infectieuses. *

Journal officiel No. 36, du 14 Avril 1931

NOUS, FOUAD I, ROI D'EGYPTE,

Vu Notre Rescrit No. 70 1930 ;

Vu la Loi No. 15 de 1912 prescrivant des mesures prophylactiques contre les maladies infectieuses, modifiées par la Loi No. 18 de 1915 ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

DÉCRÉTONS ;

ARTICLE PREMIER.

Est ajouté à la Loi No. 15 de 1912 sus-visée un article 5 bis ainsi conçu ;

Art. 5 bis. — L'autorité sanitaire pourra faire surveiller par des visites médicales, les personnes qui auraient assisté le malade ou seraient entrées en contact ou auraient cohabité avec lui pendant la période de temps jugée nécessaire d'après la période d'incubation de la maladie. Lorsqu'il s'agit d'anthrax pulmonaire elle pourra également isoler, dans des tentes ou abris, séparées des habitations, et pour la période de temps sus-visée les personnes indiquées ci-dessus. Les dites personnes seront préalablement avisées par la voie administrative de ces mesures et devront s'y conformer sans aucune opposition.

* Ce Décret-Loi a été approuvé, conformément à l'article 2 du Décret du 31 Janvier 1889, par l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte à la date du 10 Novembre 1930.

(Voir Journal Officiel No, 38, du 16 Avril 1931).

ART. 2.

Est ajouté à la Loi No. 15 de 1912 sus-visée uu article 7 bis ainsi conçu :

Art. 7 bis. Le médecin sanitaire pourra ordonner l'isolement, pour la durée qu'il jugera nécessaire, de toute personne lorsque l'examen bactériologique aura démontré qu'elle continue, après sa guérison, à porter les microbes de la fièvre typhoïde ou paratyphoïde. Dans ce cas, il sera fait application de la dispositions de l'article 7 ci-dessus.

ART. 3.

Les paragraphes 1 et 2 de l'article 11 de la Loi No. 15 de 1912 sus-visée sont modifiés comme suit :

“ Dans le cas où l'une des maladies comprises dans la première catégorie du Tableau se déclare dans une ville, un village ou un kism et se propage d'une façon épidémique et qu'il ait été promulgué un arrêté le constatant, l'autorité sanitaire pourra interdire toute réunion dans les mausolées et les cimetières et faire procéder administrativement à la fermeture des halles et marchés à bestiaux et autres marchés publics périodiques.

“ L'autorité sanitaire pourra aussi, dans le même cas d'épidémie déclarée, procéder, aux fins de la présente loi, à la visite de toute maison d'habitation ou lieu quelconque dans lequel on soupçonnerait l'existence d'un malade. Un procès-verbal sera alors dressé et signé par le médecin et les agents de l'Administration qui l'auront accompagné.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution de la présente loi qui entrera en vigueur dès sa publication au “Journal Officiel”.

Fait au Palais de Koubbeh, le 20 Zulkadeh 1349 (8 Avril 1931).

FOUAD.

Par le Roi

Le Président du Conseil des Ministres.

ISMAIL SEDKY.

Le Ministre de l'Intérieur ;

ISMAIL SEDKY

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 31 Mai 1931 portant modification du Règlement de police pour les tramways de la ville d'Alexandrie et pour la ligne des tramways Alexandrie & Ramleh.

Journal Officiel No. 59, du 8 Juin 1929.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'Arrêté du 5 Juillet 1920 portant Règlement de police pour les tramways de la ville d'Alexandrie et pour la ligne des tramways Alexandrie-Ramleh ;

Vu la délibération de l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte en date du 15 Mai 1931 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'article 7 de l'Arrêté du 5 Juillet 1920 susvisé est modifié comme suit :

Art. 7. — Le public devra obéir au timbre avertisseur et s'écarter de la voie s'il n'y a pas d'obstacle qui l'en empêche.

Les voitures, les cavaliers, les cyclistes et les piétons, ainsi que les conducteurs des animaux avec leurs bêtes, qu'il marchent dans le même sens que les tramways ou en sens inverse, devront prendre leur droite si celle-ci est libre et si la place disponible sur la chaussée est suffisante.

Pour les tramways de la ville, les conducteurs d'automobiles, voitures, bicyclettes, animaux et véhicules de toutes sortes, y compris les véhicules à main, devront s'arrêter aux stations lorsque le tramway y est arrêté pour la montée et la descente des voyageurs et ne pourront reprendre leur marche qu'après que le tramway aura quitté la station, à moins qu'il n'existe à la station, des tramways un refuge pour les piétons.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux troupes, aux cortèges officiels, aux processions nuptiales, aux convois funèbres et aux corps de pompiers, dont la circulation ne devra jamais être gênée par les tramways.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel".

Fait, le 13 Moharrem 1350 (31 mai 1931).

(Signé) : ISMAIL SEDKY.

(Traduction).

ARRÊTÉ MUNICIPAL

du 17 Août 1931 relatif à la vitesse des automobiles et l'emploi
de réflecteurs dans la ville d'Alexandrie.

Journal Officiel No. 86, du 27 Août 1931.

LE GOUVERNEUR D'ALEXANDRIE,

Vu les articles 16, 28 et 29 de l'Arrêté du Ministère de l'Intérieur en date du 16 Juillet 1913 portant règlement sur les automobiles ;

Vu l'Arrêté du Gouvernorat en date du 26 Octobre 1915 ;

Vu la délibération de la Commission Municipale d'Alexandrie ;

Vu l'approbation du Ministère de l'Intérieur ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'emploi de réflecteurs projetant une lumière aveuglante est interdit dans la circonscription de la ville d'Alexandrie et de ses environs qui relèvent de la Commission Municipale d'Alexandrie.

ART. 2.

Il est interdit de conduire les automobiles à une allure dépassant 20 kilomètres à l'heure dans la circonscription de la ville d'Alexandrie et de ses environs désignés ci-après :

Canal El Mahmoudieh, Canal El Farkha, Usine des Eaux, Kism Bab Charki, Station El Chatby, Fort el Selsela.

ART. 3.

L'article du présent arrêté sera appliqué à toutes les automobiles qui circulent dans les limites des Jardins El Nouzha.

ART. 4.

L'Arrêté du Gouvernorat en date du 26 Octobre 1915 sus-visé est rapporté.

ART. 5.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication au "Journal Officiel".

Le 3 Rabi Tani 1350 (17 Août 1931.)

(Signé) : HUSSEIN SABRY

(Traduction)

DÉCRET-LOI No. 109 de 1931

**du 8 Septembre 1931 sur la vaccination préventive contre
les maladies infectieuses.**

Journal Officiel No. 90, du 10 Septembre 1931

NOUS, FOUAD I, ROI D'EGYPTE,

Vu l'Article 41 de la Constitution ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis
conforme de Notre Conseil des Ministres ;

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

L'inspecteur sanitaire est autorisé à ordonner la vaccination préventive des personnes cohabitants avec celle atteinte d'une des maladies infectieuses mentionnées au tableau annexé au présent décret-loi, ainsi que des personnes qui auraient été en contact avec elle ou qui auraient été exposées, d'une autre manière, à la contagion.

ART. 2.

Le Ministre de l'Intérieur, pourra, par arrêté, ordonner la vaccination de tous les habitants d'une localité infectée par l'une des dites maladies lorsque les conditions de cette localité sont de nature à favoriser la contagion.

L'arrêté indiquera les limites de la localité et entrera en vigueur dès son affichage aux Kisms de police, dans les villes et sur la maison de l'Omdeh dans les villages.

ART. 3.

Les personnes dont la vaccination sera ordonnée devront se soumettre, à cet effet, aux ordres de l'autorité sanitaire. La vaccination sera faite gratuitement par les soins des médecins de l'Administration de l'Hygiène Publique, à moins que ces personnes

ne préfèrent se faire vaccinner par un médecin de leur choix. Dans ce cas, elles devront exhiber à l'autorité sanitaire dans les quatre jours, un certificat délivré par le dit médecin, attestant qu'elles ont été vaccinées.

ART. 4.

L'autorité sanitaire devra suspendre la vaccination de toute personne qui ne pourrait pas la supporter, sans danger, par la suite de faiblesse ou de maladie, ou l'en exempter suivant le cas.

L'état de faiblesse, ou de maladie sera constaté soit par un certificat délivré par un médecin, soit directement par l'examen du médecin sanitaire chargé de la vaccination.

L'autorité sanitaire devra également exempter de la vaccination toute personne qui justifiera avoir été vaccinée lorsque, d'après la date de la vaccination, elle se trouve encore dans la période d'immunisation.

ART. 5.

Le Ministre de l'Intérieur pourra, par arrêté approuvé par le Conseil des Ministres et sur avis du Conseil de la Faculté de Médecine, ajouter au tableau mentionné à l'article 1 toute autre maladie infectieuse pour laquelle il jugerait que la vaccination préventive est nécessaire.

ART. 6.

Toute infraction à l'une quelconque des dispositions qui précèdent sera punie d'un emprisonnement ne dépassant pas sept jours et d'une amende n'excédant pas P.T. 100 ou de l'une de ces peines seulement.

ART. 7.

L'article 9 de la Loi No. 15 de 1912 est abrogé.

ART. 8.

Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret-loi, qui entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel". Ce décret-loi devra être soumis au Parlement dans un délai d'un mois à partir de sa réunion suivante.

Fait au Palais de Montazah, le 25 Rabi Tani 1350 (8 Septembre 1931.)

FOUAD.

Par le Roi :

Le Président du Conseil des Ministres,

ISMAIL SEDKY

Le Ministre de l'Intérieur,

ISMAIL SEDKY

(Traduction)

TABLEAU DES MALADIES INFECTIEUSES POUR LESQUELLES
LA VACCINATION PRÉVENTIVES EST OBLIGATOIRE.

1. Choléra
2. Peste
3. Variole.

AViS

Le Décret-Loi No. 109 de 1931 a été soumis à l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte conformément à l'article 2 du Décret du 31 Janvier 1889, aux fins de son application aux étrangers justiciables des Tribunaux Mixtes. La dite Assemblée a approuvé le décret-loi précité le 13 Mars 1931.

ARRÊTÉ MUNICIPAL

du 22 Septembre 1931 interdisant l'emploi du fumier desséché comme litière dans les écuries et étables de la ville d'Alexandrie.

Journal Officiel No. 97, du 1er Octobre 1931.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu l'article 15 du Décret du 5 Janvier 1890 instituant la Commission Municipale d'Alexandrie ;

Considérant que le fumier desséché, utilisé comme litière dans les écuries et étables, occasionne l'affluence des mouches et contribue, par là, à la propagation de certaines maladies ; que dès lors, il convient de réglementer l'usage des litières ;

Vu la délibération en date du 12 Août 1930 de la Délégation Municipale, agissant comme Commission, approuvée par S.E. le Ministre de l'Intérieur le 17 Septembre 1931 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Il est interdit dans le périmètre de la ville d'Alexandrie d'employer le fumier desséché comme litière dans les écuries et étables publiques ou privées.

Pourront seuls être utilisés, à cet effet, les pailles des céréales, la sciure de bois ou tout autre produit végétal autorisé par la Municipalité, après un examen d'un échantillon déposé au Service Sanitaire.

ART. 2

Il est interdit de faire sécher les litières sur les voies publiques sur les terrains, cours, jardins, etc., dans le voisinage des habitations.

ART. 3

Les litières ou parties de litières imbibées d'urines ou mêlées d'excréments, doivent être évacuées avec le fumier et transportées sur les lieux de leur utilisation comme engrais ou dans des dépôts autorisés par la Municipalité.

ART. 4

Toute contravention aux dispositions qui précèdent sera punie d'une amende n'excédant pas P.T. 100 et d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 5

Le présent arrêté entrera en vigueur 15 jours après sa publication au "Journal Officiel".

Alexandrie, le 10 Gamad Awal 1350 (22 Septembre 1931),

(Signé) : HUSSEIN SABRY

(Traduction).

=====

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 2 Novembre 1931 portant modification au tableau des substances stupéfiantes.

Journal Officiel No. 121, du 14 Décembre 1931

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 32 de la Loi No. 21 de 1928 réglementant le commerce et l'emploi des stupéfiants ;

Sur la proposition du Sous-Secrétaire d'Etat pour l'Hygiène Publique ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Sont ajoutées au tableau des substances stupéfiantes mentionnés dans l'article premier de la Loi No. 21 de 1928 sus-visée, les substances et préparations suivantes :

L'acédicone (acétylod-iméthylod-dihydrothébaine).

Tous les sels des esters de la morphine, de la di-hydro-oxy-codéinone (eucodal), de la di-hydro-codeinone (dicodide) ou de la di-hydromorphinone (dilaudide) ainsi que toutes les préparations contenant une des dites substances, excepté les solutions de cardiazol-dicodide qui contiennent au minimum 10 pour cent de cardiazol et au maximum 0.5 pour cent de sel de dicodide.

ART. 2.

Sont retranchées du dit tableau les substances et préparations suivantes :

La codéine, la dionine et les autres alcaloides de l'opium, tous les sels provenant de ces substances et leurs dérivés ainsi que leurs mélanges, compositions ou préparations officinals et non-officinales (y compris les remèdes dits anti-opium).

La novocaïne, ses dérivés et toutes ses préparations.

Les dérivés de cocaïne.

La coca, feuilles, fruits et poudre.

Préparation	Composition du Pharmacopée
Cereoll Iodoformi et Morphinæ... ..	British Pharmacopée Codex
Lin. Opii Ammon.	
Pasta Arsenicalis... ..	
Pil. Hydrag. c. Opio... ..	
Pil. Digitalis et Opii Co	
Pil. Hydrag. c. Cret. et Opii.	
Tablettes Plumbi c. Opio	
Ung. Gallæ Co... ..	British Pharmacopée 1898
Emp. Opii	
Lin. Opii... ..	
Pil. Ipecac. c. Scilla	
Pil. Pumbi c. Opio	
Pul. Ipecac. Co. (Poudre de Dover Pulv. Kino Co.	
Suppos. Plumbi Co.	
Ing. Galleæ c. Opio. (Gall and Opium Ointment	British Pharmacopée

Baume anodin :

Opium Officinal sec (tanis No. 4)	60 grams.
Savon	120 „
Camphre	90 „
Safran	30 „
Alcool à 80'	3,000 „

Emplastrum Opii :

Elemi	20
Terebinthina	30
Cara Flava	15
Olibanum pulvis	18
Benzoës pulvis.. ...	10
Opium pulvis	5
Balsamum Peruvianum	2

Pâtes caustiques pour les nerfs. Ces préparations contiennent, outre des sels de cocaine ou de morphine ou des sels de l'une et de l'autre de ces substances, 25 pour cent au moins d'acides arséniques et sont fabriquées avec la quantité de créosote ou de phénol nécessaire pour leur donner la consistance d'une pâte.

Natrium Biboracicum Compositum cum Cocaino. Sous forme de tablettes, de comprimés, de pastilles, etc., durcis par compression et se brisant difficilement, contenant au maximum 0.2 pour cent de sel de cocaine et en même temps 20 pour cent au minimum de borax et 20 pour cent au minimum d'antipyrine ou d'un analgésique analogue et 40 pour cent au maximum de substances sapides. Poids maximum 1 gramme par tablette, etc.

Tablettes de poudre d'ipeca opiacée Pharmacopée Autrichienne VII.
Poudre de Yatrem 105. Yatrem (acide iodo-oxyquinoléine sulfonique) avec addition de 5 pour cent d'opium.

Tablettes pour la voix :

Kalchloric.

Borax.

Cocaine 0,00025 pro dosi.

Injections de Bernatzik :

a) Hydrarg. bicyanat	...	...	...	...	...	0.03
Cocaine	.	.	..	...	...	0.02
b) Hydrarg. Succin ..	...	...	...	...	...	0.03
Cocaine	...	...	...	...	...	0.01

Injections de Stila :

a) Hydrarg. Succiu...	...	...	...	...	...	0.03
Cocaine mur.	...	...	...	...	...	0.01
b) Hydrarg. Succin ..	...	...	...	...	...	0.05
Cocaine mur	...	...	...	...	...	0.03

Pilulae Terebinthina Co. Pharmacopée Suédoise, 10me édition.

Pilules de chlorure mercurique opiacées. (Pilules de Dupuytren) :

Chlorure mercurique porphysisé ..	...	...	10 c. grms.
Extrait d'opium..	...	...	20 „
Extrait de chiendent...	...	...	20 „
Poudre de réglisse Q.S.	pour dix pilules.		

Pilules d'iodure mercurieux apiacées. (Pilules de Ricord) :

Iodure mercurieux récemment préparé...	50 c grms
Poudre d'opium..	20 „
Poudre de réglisse ...	30 „

Miel blanc Q. S. pour dix pilules.

Friction d'antalgine

Extr. cannabis Ind. ...	10.0 grms.
Menthol...	3.0 „
Eucalyptol. ...	5.0 „
Sapo Stearinic ...	50.0 „
Liquor Capsici cp....	941.0 „

Tablettes de cocaine atropine contenant chacune au maximum 0.0003 gr, de sel de cocaine et au moins 0.0003 de sel d'atropine.

Solutions stérilisées de morphine et d'atropine contenant au maximum 2 pour cent de sel de morphine et au minimum 0.05 pour cent de sel d'atropine, à condition qu'elles soient délivrées en ampoules de 1,1 cm.

Liniment de noix de galle et d'opium. British Pharmacopeia.

Cigarettes imliennes de Grimault ;

Feuilles de belladone. ...	0.962 grms.
Extrait de chanvre indien ..	0.0005 „
Nitrate de potasse...	0.033 „

Pilules antidiarrhéiques :

Camphre. ...	0,0648 grms.
Acetate de plomp...	0.013 „
Sous nitrate de bismuth..	0.162 „
Acide tannique ...	0.0648 „
Poudre d'opium ...	0.026 „

Tablettes contre le coryza No. 2 (Frank S. Betz & Co. U.S.A.):

Poudre d'opium ..	0.0043 gm.
Sulfate de quinine..	0.022 „
Chlorhydrate d'ammoniaque ...	0.022 „
Camphre ...	0.022 „
Extrait de feuilles de belladone ...	0.0043 „
Extrait de racine d'aconit ...	0.0043 „

Tablettes antidiarrhéiques No. 2 (Sullivan) (Frank S. Betz & Co. U.S.A) :

Poudre d'opium	...	...	...	...	...	0.016 grms.
Camphre	...	...	...	...	...	0.016 „
Poudre d'ipécacuanha	...	...	...	...	...	0.008 „
Acétate de plomb...	...	...	...	...	...	0.011 „

Tablettes contre la dysenterie (H. K. Mulkford Co. U.S.A.) ;

Poudre d'opium	...	...	...	...	...	0.013 grams.
Poudre d'ipécacuanha	...	...	...	...	...	0.0648 „
Poudre de calomel.	...	...	...	...	...	0.0324 „
Acétate de plomb...	...	...	...	...	...	0.0324 „
Bismuth Beta Naphtol	...	...	...	...	...	0.1944 „

Tablettes de mercure additionnées d'opium ;

Chlorure mercurieux en poudre.	...	...	...	...	...	0.065 grms.
Oxyde d'antimoine en poudre..	...	...	...	...	...	0.065 „
Poudre de racine d'ipécacuanba	...	...	...	...	...	0,065 „
Poudre d'opium	...	...	...	...	...	0.066 „
Sucre de lait..	...	...	...	...	...	0.065 „
Solutions de gélatine Q.S. pour confectionner une tablette.						

Tablette de plomb additionnées d'opium :

Sucre de plomb	...	...	...	...	...	0.195 grm.
Opium en poudre...	...	...	...	...	...	0.065 „
Solution de gélatine Q.S. pour confectionner une tablette.						

Emplastrum Opii. (Pharmacopée Allemande) :

Extrait d'opium	...	...	...	...	...	25 grm.
Elemi purifié..	...	...	...	...	...	25 „
Emplâtre diachylon gommé	...	...	...	...	...	50 „

Pulvis Dover ;

Radix Ipeca pulv.	...	...	...	...	...	1 grm.
Pulvis opii	...	...	...	...	...	1 „
Sacchar. Lactis	...	...	...	...	...	8 „

Emplastrum Opii ;

Elemi	8 grms.
Terebinthinae communis.. . . .	15 „
Cerea flavae	5 „
Olibani Pulveratae.. . . .	8 „
Benzoës Pulveratae.. . . .	4 „
Opii Pulverati	2 „
Balsami peruviani...	1 „

ART. 3.

1) La proportion de la morphine dans les préparations de l'opium brut et de l'opium médicinal, mentionnée sub. No. 1 de l'article premier de la Loi No. 21 de 1928 est modifiée à plus de 2 pour mille au lieu de 2 pour mille et au-dessus.

2) La proportion de la morphine et de l'héroïne dans les mélanges, compositions ou préparations officinales et non officinales (y compris les remèdes dits anti-opium), mentionnées sub No. 2 du dit article, est modifiée à plus de 2 pour mille de morphine au lieu de 2 pour mille et au dessus et quelle que soit la proportion de l'héroïne, au lieu de 1 pour mille et au-dessus.

3) La proportion de la cocaïne dans les préparations mentionnées sub. No. 4 du dit article est modifiée à plus de 1 pour mille de cocaïne au lieu de 1 pour mille et au dessus.

ART. 4.

Le présent arrêté entrera en vigueur deux mois après sa publication au "Journal Officiel"

Le Caire, le 21 Gamad Tani 1350 (2 Novembre 1931).

(Traduction).

Signé : ISMAIL SEDKY.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 20 Décembre 1931 interdisant aux particuliers d'arroser les
voies publiques asphaltées ou d'y verser de l'eau.

Journal Officiel N° 125, du 28 Décembre 1931.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu la délibération de l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel
Mixte en date du 27 Novembre 1931 prise en conformité du Décret
du 31 Janvier 1889 :

ARRÊTE ;

ARTICLE PREMIER.

Il est défendu aux particuliers d'arroser les voies publiques ou
d'y déverser de l'eau de quelque manière que ce soit.

ART. 2.

Toute contravention aux dispositions de cet arrêté sera punie
d'une amende de P.T. 5 à P.T. 25 et pourra être constaté à la
charge soit de l'auteur de la contravention, soit de l'occupant du
local devant lequel l'infraction a été commise.

ART. 3.

Le présent arrêté pourra être rendu applicable dans les diverses
localité par arrêté du Gouverneur ou du Moudir.

ART. 4.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au
"Journal Officiel".

Fait, le 10 Chaaban 1350 (20 Décembre 1931).

(Traduction.)

(Signé) : ISMAIL SEDKY.

ARRÊTÉ

**du 5 Mars 1932 portant modification à la liste des quartiers affectés
aux maisons de tolérance dans la ville d'Alexandrie**

Journal Officiel No. 21, du 14 Mars 1932.

LE GOUVERNEUR D'ALEXANDRIE,

Vu les articles 2 et 27 de l'Arrêté du Ministre de l'Intérieur, en date du 16 Novembre 1905 sur les maisons de tolérance ;

Vu l'Arrêté du Gouvernorat en date du 10 Septembre 1898 portant application du règlement sur les maisons de tolérance à la ville d'Alexandrie :

Vu l'Arrêté en date du 21 Avril 1915 désignant les quartiers affectés aux maisons de tolérance dans la dite ville ainsi que les arrêtés qui l'ont successivement modifié ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Sont rayées de la liste des quartiers affectés aux maisons de tolérance dans la ville d'Alexandrie les rues suivantes :

Kism El Attarine :

La partie de la rue Cléopatra comprise entre la rue Averoff et la rue Gamgoum Bey. La partie de la rue Gordon Pacha comprise entre la rue Averoff et la rue Gamgoum Bey. La partie de la rue Baker Pacha comprise entre la rue Averoff et la rue Brughs Pacha. La rue Gamgoum Bey à partir de la rue Gordon Pacha jusqu'à la rue Cléopatra, Rue Marseille, Rue Lepsius, Rue Smyrne.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur trois mois après sa publication au "Journal Officiel."

Fait, le 27 Chawal 1350 (5 Mars 1932).

(Traduction).

(Signé) : HUSSEIN SABRY.

ARRÊTÉ

du 13 Mars 1932 portant modification à la liste des quartiers uniquement affectés à l'habitation des familles et où ne peuvent être ouverts des établissements publics à Alexandrie.

Journal Officiel No. 24, du 24 Mars 1932.

LE GOUVERNEUR D'ALEXANDRIE,

Vu l'article 2 de la Loi No. 1 de 1904 sur les établissements publics ;

Vu l'Arrêté du Gouvernorat en date du 15 Mars 1904 désignant les quartiers uniquement affectés à l'habitation des familles et non ouverts au commerce dans la ville d'Alexandrie ainsi que les arrêtés qui l'ont successivement modifié ou complété ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La mention "Le quartier Cléopatra, à l'exception de la rue Césarion (à partir de la station de Cléopâtre jusqu'à la rue Sidi Gaber)" désignée sous la rubrique du Kism de Moharrem Bey dans la liste sus visée des quartiers uniquement affectés à l'habitation des familles et non ouverts au commerce dans la ville d'Alexandrie, est remplacée par la mention suivante :

Le quartier Cléopâtre, à l'exception de la rue Césarion (à partir de la station Cléopâtre jusqu'à la rue Sidi Gaber) et de Sahel el Bahr (entre la rue Delta à Sporting Club et la rue Bouastes à Cléopâtre).

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel".

Fait, le 6 Zilkadeh 1390 (13 Mars 1932).

(Traduction.)

HUSSEIN SABRY.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 24 Mars 1932 interdisant la délivrance de certaines spécialités que sur présentation d'une ordonnance.

Journal Officiel No. 33, du 21 Avril 1932

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 56 du Décret-Loi No. 14 de 1929 portant règlement sur les pharmacies et le commerce des substances vénéneuses ;

Sur la proposition du Sous-Secrétaire d'Etat pour l'Hygiène Publique ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les spécialités contenant l'une des substances vénéneuses mentionnées sur la liste annexée au présent arrêté ne pourront être délivrées que sur la présentation d'une ordonnance.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel".

Fait, le 17 Zilkadeh 1350 (24 Mars 1932).

(Traduction).

Signé : ISMAIL SIDKY.

Aconit, Racines, Feuilles, Poudre, Extrait, Alcaloïdes et sels.

Adrenaline et solutions.

Amyle Azotite.

Anesthésiques locaux et généraux (Novocaine, Stovaïne; Ether, Chloroforme, Chlorure d'Ethyle, etc.)

Arsénieux Anhydrid, Acide Arsénique, Arsénites, Arséniates, Cacylates, Iodures.

Alcaloïdes de l'Opium et dérivés.

Belladone, Racines, Tiges, Feuilles, Poudre, Extrait, Alcaloïdes et sels.

Cantharides, Insecte, Poudre, Extrait, Teinture. Principes actifs et sels.
Ciguë, Fruits, Feuilles, Poudre, Extrait, Alcaloïdes et sels.
Colchique, Bulbe, Semences, Poudre, Extrait, Alcaloïdes et sels.
Coloquinte, Fruits, Pulpe et Glucosides.
Coque du Levant, Principe actif.
Croton, Semences, Huile.
Curare, Alcaloides.
Cyanhydrique acide, Cyanures excepté le ferrocyanure de potasse.
Datura, Feuilles, Racines, Semences, Poudres, Extrait, Teinture,
Principes actifs, Alcaloides et sels.
Digitale, Feuilles, Poudre, Extrait, Principes actifs, Glucosides.
Extrait thyroïdien.
Emétine et sels.
Emétique.
Fève de Calabar, Semences, Poudre, Alcaloides et sels.
Gelsémium, Rhizomes, Racines, Poudre, Extrait, Principes actifs et sels.
Genêt, Principes actifs.
Ibogaine.
Jaborandi, Extrait, Alcaloides et sels.
Jusquiame, Feuilles, Poudre, Extrait, Alcaloides et sels.
Mercure et ses sels.
Nitrite de soude.
Nitroglycerine et solutions.
Noix vomique, Poudre, Extrait, Teinture, Alcaloides et sels.
Pituitrine.
Pellétiérine et sels.
Phénol pur et ses préparations.
Phosphore.
Rue, Huile essentielle.
Sabine, Huile essentielle.
Seigle ergoté, Extrait, Principes actifs et sels.
Santonine et Succédanés.
Strophantus, Poudre, Extrait, Teinture, Alcaloides et sels.
Sulphones et dérivés de l'Urée (séries Barbituriques) et autres
hypnotiques.
Vératrine viride, Teinture, Principes actifs et sels.
Yohimbine, Extrait, Alcaloides.
Zinc phosphore, Valériانات.

DÉCRET

du 1er Mai 1932 portant extension du périmètre de la
Ville d'Alexandrie.

Journal Officiel No. 39 du 9 Mai 1932.

NOUS, FOUAD Ier, ROI D'EGYPTE,

Vu l'article 14 du Décret du 5 Janvier 1890 ;

Vu l'article 27 du Décret du 13 Mars 1884 et le Décret du 19
Juin 1884 relatifs à l'impôt sur la propriété bâtie ;

Vu le Décret du 16 Mai 1901 étendant le périmètre de la
ville d'Alexandrie et de sa banlieue ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis
conforme de Notre Conseil des Ministres ;

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

Le périmètre de la ville d'Alexandrie et de sa banlieue, précédemment délimité par le Décret du 16 Mai 1901 est étendue, à partir du 1er Juillet 1932, suivant la délimitation indiquée par un iseré bleu sur le plan ci-annexé.

Il est limité comme suit :

1) Au nord, par la Méditerranée, entre - à l'est - le mur d'enceinte ouest du Palais Montazah à son extrémité nord (indiquée sur le plan par la lettre "A") et, - à l'ouest - le fort de la presqu'île Agami "Tabiet el Ayana" à l'extrémité de la ligne de démarcation qui sépare le Zimâm du village de Dékheila "Moudrieh de Béhéra" de celui de Mariout "Gouvernorat de l'ouest", indiquée sur le plan par la lettre "B",

2) A l'ouest, par une ligne droite allant du point "C" déjà désigné et se dirigeant vers le sud, tout le long de la ligne de démarcation qui sépare le village de Dékhéla "Béhéra" de celui de Mariout "Gouvernorat de l'Ouest". La dite ligne passe par les

bornes No. 23 “constituées par les repères triangulaires de 3ème classe, Nos. 602, 22, 21, 20 et 19 et aboutit au signe No. 18 sur le bord du Lac Mariout, désigné sur le plan par la lettre “C”.

Cette ligne a une longueur de 5,541 mètres.

3. — Au sud, par une ligne de 7,068 mètres de longueur environ partant du point ‘C’ plus haut mentionné et se dirigeant vers l’est en suivant la ligne de démarcation qui sépare le Zimâm du village de Dékhéilla “Béhéra” de celui du Mariout “Gouvernorat de l’ouest” pour aboutir au point A 5 sur la voie du chemin de fer de Mariout, du côté Est; le dit point constitue l’une des bornes de démarcation entre le Gouvernorat d’Alexandrie et celui de l’ouest. La ligne continue vers l’est, suivant les limites du Gouvernorat de l’Ouest, jusqu’à la borne No. 29 située sur un monticule élevé, à 120 metre environ de distance du sud de la limite des eaux du Lac Mariout; à ce point, la limite du Gouvernorat de l’Ouest se dirige vers le sud, la distance qui la sépare du signe A 5 déjà décrit étant de 1,250 mètres environ. De ce point, par une ligne droite à travers les eaux du Lac Mariout qui penche vers le nord-est pour aboutir au ponceau du chemin de fer de l’Etat “la ligne directe” au drain de Ramleh se trouvant au sud de la Station de Mallaha.

Cette ligne est de 16,400 mètres environ.

Le ponceau en question est désigné sur le plan par la lettre “D” puis la limite se dirige vers le nord en suivant l’axe du drain de Ramleh jusqu’à son croisement avec le drain ouest No. 1 “lettre E” sur le plan’ et se dirige enfin vers l’est en suivant l’axe du drain ouest No. 1 jusqu’à son croisement avec le drain de la Khassa “lettre “F” sur le plan.

4. — A l’est, par une ligne allant au point “f” précité et se dirigeant vers le nord en suivant le drain de la Khassa tout le long de la voie menant de Ezbet Casulli jusqu’au poste de Police de Mandara “borne No. 5”; puis vers l’est en suivant la route de Ramleh et Aboukir jusqu’à la voie d’accès au Palais de Montazah d’où elle se redresse vers le nord et suit la dite rue jusqu’au mur d’enceinte sud du Palais de Montazah, pour se diriger vers l’ouest en côtoyant le mur d’enceinte du Palais jusqu’à l’angle sud-ouest de ce mur, et de là se diriger vers le nord tout le long du mur d’enceinte ouest du Palais jusqu’à la Méditerranée “lettre “A” sur le plan, point de départ de la délimitation.”

ART. 2.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais de Koubbeh, le 25 Zilhedjeh 1350 (1er Mai 1932)

FOUAD.

Par le Roi :

Le Président du Conseil des Ministres,

ISMAIL SEDKY

Le Ministre de l'Intérieur.

ISMAIL SEDKY

(Traduction).

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 2 Juin 1932 portant modification au tableau des
substances stupéfiantes.

Journal Officiel No. 56 du 30 Juin 1932.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 32 de la Loi No, 21 de 1928 réglementant le commerce et l'emploi des stupéfiants ;

Vu le tableau des substances stupéfiantes visé à l'article premier de la loi précitée est modifié par les Arrêtés en date des 15 Juillet 1929, 14 Juillet 1930 et 14 Décembre 1931 ;

Sur la proposition du Sous-Secrétaire d'Etat pour l'Hygiène Publique ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Sont retranchées du tableau des substances stupéfiantes sus-visé les préparations suivantes :

Préparation	Composition
Elixir camphre compositum.	Camphre. 4 grains
	Essence d'anis 5 minims.
	Acide benzoïque 6 grains.
	Chlorhydrate de diamorphine... 4 grains
	Extrait liquide d'ipécacuanha. 120 minims.
	Teinture de scille 1½ once fluide
	Sirop simple Q.S. pour 20 onces fluides.

Préparation	Composition
Elixir diamorphine et terpiné additionné d'apomorphine.	Chlorhydrate d'apomorphine... 5 grains Chlorhydrate de diamorphine.. 4 grains Hydrate de terpine. 44 grains Alcool.. 10 onces fluides Glycérine 5 „ „ Sirop de cerises sauvages Q.S. pour 20 onces fluides.
Linctus diamorphine additionné d'ipécacuanha.	Extrait liquide d'ipécacuanha 120 minims. Chlorhydrate de diamorphine. 4 grains. Teinture de jusquiame . . . 1½ onces fluides Chloroforme d'anesthétique .. 1½ „ „ Sirop de baume de Tolu . . . 3 „ „ Sirop de cerises sauvages... 3 „ „ Glycérine Q S. pour 20 on- fluides.
Linctus senegæ compositus,	Extrait liquide de sénega... 1 onces fluide. Extrait liquide de scille. . . . 1 „ „ Tartre stibié 8 grains. Chlorhydrate de diamorphine 4 „ „ Glycérine 2 onces fluides. Sirop simple Q.S. pour 20 onces fluides.. . . .
Linctus thymī compositus.	Chlorhydrate de diamorphine 4 grains Chlorhydrate d'apomorphine. 5 „ „ Eau distillée 1 onces fluide. Extrait liquide de thym (1-1) 5 onces fluides. Solution de Tolu. 1¼ once fluide. Glycérine Q.S. pour 20 onces fluides.

Préparation	Composition
Tablettes Dr. C. Gayetti, M.D.	Eucolal 1 gramme
	Poudre de gentiane 35 grammes
	Poudre d'ipécacuanha B.P . . . 20 „
	Sulfate de quinine 20 „
	Caféïne 5 „
	Sucre de lait 25 „
	Mélanger et préparer des tablettes de 5 grains.
Tablettes B.B. composées.	Poudre de breberis commun.. 0 0324 gramme.
	Noix vomique 0.013 „
	Eucodal. 0.0032 „
	Ipécacua„ 0.0648 „
	Rhubarbe... 0.013 „
	Poudre de canelle composée... 0.0324 „
	Craie aromatique.. „... 0.0032 „

Solution stérilisées d'eudocal et d'atropine contenant au maximum 2 pour cent de sel d'eucodal et au minimum 0.05 pour cent de sel d'atropine à condition qu'elles soient délivrées en ampoules de 1,1cms.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel".

Le Caire, le 27 Moharram 1351 (2 Juin 1932).

ARRÊTÉ

**du 25 Juillet 1932 désignant les lieux de stationnement
des voitures publiques dans la ville d'Alexandrie.**

Journal Officiel No. 68, du 4 Août 1932.

LE GOUVERNEUR D'ALEXANDRIE

Vu l'article 22 du règlement sur les voitures publiques en date du 26 Juillet 1894 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernorat en date du 1er Septembre 1902 relatif au stationnement des voitures publiques à Alexandrie ;

Vu l'approbation de la Commission Municipale d'Alexandrie en date du 20 Janvier 1932 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les stations des voitures publiques située à la rue Porte Rosette en face de la Municipalité (Kism Attarine) est supprimée et remplacée par une station pour 3 voitures publiques à la rue El Mathaf.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au 'Journal Officiel.'

Fait, le 21 Rabi Awal 1351 (25 Juillet 1932).

(Traduction).

signé HUSSEIN SABRY.

ARRÊTÉ MUNICIPAL

**du 26 Août 1932 portant abrogation de l'Arrêté du 17 Juillet 1930
relatif à la taxe sur les entrées aux spectacles et
divertissements publics.**

Journal Officiel No. 78, du 5 Septembre 1932.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE.

Vu l'Arrêté municipal du 31 Mai 1927 relatif à la taxe sur les entrées aux spectacles et divertissement publics dans la ville d'Alexandrie ;

Vu l'Arrêté municipale du 17 Juillet 1930 portant modification de l'Arrêté du 31 Mai 1927 susdit ;

Vu que cette modification, portant exemption de la taxe sur les entrées au cinémas pour les places de P.T. 1½ et au-dessous, n'a pas profité à la classe modeste en faveur de qui cette mesure avait été prise ;

Qu'il y a, partant, de rapporter cette exemption ;

Vu la délibération de la Commission Municipale du 2 Mars 1932, approuvée par le Ministère de l'Intérieur en date du 22 Août 1932 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

L'Arrêté municipal du 17 Juillet 1930 modifiant l'Arrêté du 31 Mai 1927 relatif à la taxe sur les entrées aux spectacles et divertissement publics, est abrogé.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel."

Fait, le 24 Rabi Tani 1351 (26 Août 1932).

(Signé) ; HUSSEIN SABRY

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 15 Septembre 1932 relatif aux conditions que doivent remplir les médecins détenteurs de diplômes étrangers, qui auraient été sous la surveillance du Gouvernement Egyptien, pour être à l'examen prévu à l'article 4 de la Loi No. 66 de 1932.

Journal Officiel No. 84, du 22 Septembre 1932.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR p.i.

Vu les articles 2 et 3 du Décret-Loi No, 66 de 1928, modifié par la Loi No, 17 de 1932 sur l'exercice de la profession de médecin en Egypte ;

Sur la proposition du Sous-Secrétaire d'Etat pour l'Hygiène Publique et vu l'approbation du Conseil des Ministres ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Pour bénéficier de la dispense prévue à l'article 3 de la loi sus-visée, les médecins détenteurs de diplômes étrangers, qui auraient été sous la surveillance du Gouvernement Egyptien, doivent remplir les conditions suivantes :

1. — Etre possesseurs du certificat d'études secondaires (2ème partie ou de son équivalent.

2. — Avoir passé toute la période d'études médicales sous la surveillance effective de la Direction des Missions relevant du Ministère de l'Instruction Publique.

3. — Avoir été, durant la période d'études médicales, de bonnes vie et mœurs, suivi avec assiduité les cours et assisté régulièrement aux cours d'études pratiques, conformément au programme de l'institution ou des institutions où ils étaient inscrits.

ART. 2.

Le Sous-Secrétaire d'Etat pour l'Hygiène Publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel,"

Fait, le 14 Gamal Awal 1351 (15 septembre 1932).

(Traduction).

(Signé) : ABDEL FATTAH YEHIA

=====

ARRÊTÉ MUNICIPAL

**14 Novembre 1932 portant modification du règlement sur
l'introduction des viandes à Alexandrie.**

Journal Officiel No. 102 du 24 Novembre 1932

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE,

Vu l'Arrêté Municipal en date du 28 Octobre 1910 portant règlement sur l'introduction des viandes à Alexandrie ;

Vu la délibération de la Délégation Municipale en date du 26 Juillet 1932, agissant comme Commission, et l'approbation donnée par S.E. le Ministre de l'Intérieur suivant lettre en date du 22 Octobre 1932, No. 9-1-11 ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER

L'article 2 de l'Arrêté municipal en date du 28 Octobre 1910, sus-visé, est modifié comme suit :

“ Ces viandes seront soumises de nouveau au contrôle du vétérinaire municipal. La visite sanitaire aura lieu aux abattoirs du Mex, suivant un horaire à fixer par la Municipalité.

“ Toutes ces viandes seront estampillées à cette visite”.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 15 jours après sa publication au “Journal Officiel”.

Alexandrie, le 15 Ragab 1351 (14 Novembre 1932).

Le Président de la Commission Municipale.

HUSSEIN SABRY

ARRÊTÉ

du 8 Janvier 1933 portant modification à la liste des quartiers affectés uniquement à l'habitation des familles et où ne peuvent être ouverts des établissements publics dans la ville d'Alexandrie.

Journal Officiel No. 8 du 19 Janvier 1933.

LE GOUVERNEUR D'ALEXANDRIE;

Vu l'article 2 de la Loi No. 1 de 1904 sur les établissements publics ;

Vu l'arrêté du Gouvernorat en date du 15 Mars 1904 désignant les quartiers affectés uniquement à l'habitation des familles et non ouverts au commerce à Alexandrie, ainsi que les arrêtés le modifiant ou le complétant :

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Est rayée de la liste des quartiers affectés uniquement à l'habitation des familles et non ouverts au commerce à Alexandrie, sous la rubrique de Kism El Attarine, la rue Tomson, "Ex-Galice Bey" qui unit la rue Sultan Hussein à la rue El Moustachfa El-Amiri.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au "Journal Officiel".

Fait, le 11 Ramadan 1351 (8 Janvier 1933)

Signé : HUSSEIN SABRY.

Traduction

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 4 Février 1933 portant modification du tableau des
maladies infectieuses annexé à la Loi No. 15 de 1912.

Journal Officiel No. 14 du 9 Février 1933.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR p.i.,

Vu l'article premier, alinéa 2, de la Loi No. 15 de 1912, modifiée par les Lois No. 18 de 1915 et 52 de 1931 prescrivant des mesures prophylactiques contre les maladies infectieuses ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Est ajoutée à la deuxième partie du tableau des maladies infectieuses annexé à la Loi No. 15 de 1912 sus-visée, la maladie suivante :

“L'ictère épidémique.”

ART. 2.

La mention “fièvre bilieuse”, dans la deuxième partie du tableau sus-indiqué, est remplacé par la mention suivante :

“Fièvre Jaune”

ART. 3.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au “Journal Officiel”.

Fait le 9 Chawal 1351 (4 Février 1933).

Traduction

Signé : AHMED ALY.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 12 Février 1933 ajoutant la diphtérie au tableau des
maladies infectieuses pour lesquelles la vaccination
préventive est obligatoire.

Journal Officiel. No. 17 du 20 Février 1933.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR *p.i.*,

Vu l'article 5 du Décret-Loi No. 109 de 1931 sur la vaccination
préventive contre les maladies infectieuses ;

Vu l'avis du Conseil de la Faculté de Médecine en date du 27
Octobre 1932 relatif à l'insertion de la diphtérie au tableau des
maladies infectieuses annexé au décret-loi sus-visé ;

Vu l'approbation du Conseil des Ministres en date du 4 Février
1933 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Est ajoutée au tableau annexé au Décret-Loi No. 109 de 1931
sus-visé, la maladie suivante ;

“Diphtérie”

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au
“Journal Officiel.”

Fait, le 17 Chawal 1351 (12 Février 1933).

(Traduction)

(Signé): AHMED ALY.

ARRÊTÉ MUNICIPAL

du 1^{er} Janvier 1933 relatif à la taxe établie sur les établissements débitant des boissons alcooliques à Alexandrie.

Journal Officiel No. 30, du 30 Mars 1933.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE ;

Vu les articles 15 et 31 du Décret du 5 Janvier 1890, instituant la Commission Municipale d'Alexandrie ;

Vu l'Arrêté municipale du 2 Avril 1929 relatif à la taxe établie sur les établissements débitant des boissons alcooliques ;

Considérant qu'il y a lieu, en ce qui concerne les établissements visés à l'article 2 de l'Arrêté du 2 Avril 1929 précité, d'établir pour le calcul de la susdite taxe une base rationnelle et équitable ;

Considérant, en outre, qu'en accordant certaines facilités de paiement aux contribuables, on assure plus de régularité au recouvrement de la taxe ;

Vu la délibération de la Commission Municipale du 16 Novembre 1932, approuvée par S.E. le Ministre de l'intérieur par lettre en date du 31 Décembre 1932, *sub* No. 12/1/10 ;

Vu la décision du Conseil des Ministres en date du 2 Mars 1933

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Les bars, buvettes, cafés, casinos, pâtisseries, laiteries, brasseries, cabarets, restaurants, épiceries, et en général, tout établissement dans lequel, avec ou sans licence, il sera débité des boissons alcooliques à consommer sur place, seront assujettis à une taxe annuelle égale au 50/0 (cinq pour cent) du montant de la valeur locative du local occupé par l'établissement, et ce outre un droit additionnel fixe de L.E. 30 (trente) par an.

ART. 2.

Les hôtels et pensions visés dans l'Arrêté municipal du 20 Juillet 1911, modifié par les Arrêtés du 20 Août 1912 et 5 mai 1932 les théâtres et cinématographes, les cafés-concerts, pelote-basque, tirs aux pigeons, champs de courses, établissements de bains, salles de danse, de concerts ou de conférences, les clubs et cercles, et, en général, tout établissement qui ne débiterait des boissons alcooliques qu'occasionnellement, seront assujettis, quelles que soient les conditions dans lesquelles les boissons alcooliques seront débitées à un droit fixe de L.E. 15 (quinze) majoré de 5 pour cent (cinq pour cent) de la valeur locative du local occupé par l'établissement sans que le total de la taxe puisse dépasser L.E. 75 (soixante-quinze) par an.

Dans le cas où le débit de boissons alcooliques revêtirait un caractère permanent, comme par l'installation, dans les dits établissements, d'un bar ou d'un restaurant ouverts à demeure, ces établissements seront taxés conformément à l'article premier.

ART. 3.

La taxe établie par le présent arrêté est complètement distincte et indépendante de celle du 20/0 (deux pour cent) sur les loyers instituée par l'Arrêté municipal du 24 Janvier 1899 et par les arrêtés qui l'ont successivement modifié.

ART. 4.

Cette taxe sera calculée sur la base de la valeur locative de la propriété bâtie afférente au local occupé, telle que cette valeur figure sur les registres de l'impôt de la propriété bâtie. Elle sera due sur tout ce local, quelle que soit l'étendue de la partie affectée au débit des boissons alcooliques.

Au cas où, dans une même exploitation il existe plusieurs établissements où des boissons alcooliques sont consommées, il sera perçu un seul droit fixe de L.E. 30 (trente) plus 5 % (cinq pour cent) de la valeur locative de tout l'immeuble.

Par contre, cette taxe sera perçue distinctivement pour chacun des établissements, au cas où ils ne feraient pas partie du même exploitation, ou si l'exploitation était effectuée par la même personne dans des locaux disséminés.

ART. 5.

La taxe est due pour chaque établissement et pour l'année entière à partir du 1^{er} Janvier, quels que soit la date de l'ouverture de l'établissement et le temps pendant lequel il reste ouvert. Toutefois, les exploitants, qui viendraient à occuper un local après le 1^{er} Juillet, ne paieront que la moitié de la taxe annuelle.

ART. 6.

Dans le cas où le tenancier d'un établissement qui a déjà payé la taxe, change de local dans l'année, il ne sera pas tenu de payer la taxe une deuxième fois. Toutefois, si le montant de la valeur locative du nouveau local est supérieur à celui du local précédent il devra payer la différence de taxe entre les deux montants,

ART. 7.

Le nouvel exploitant d'un établissement déjà exploité par un précédent tenancier et tenu, solidairement avec celui-ci, du paiement de la taxe qui n'aurait pas été payée.

ART. 8.

Tout contribuable qui se croit surtaxé ou taxé par erreur doit adresser à la Municipalité sa réclamation avec justification à l'appui cette réclamation doit, sous peine de déchéance, être remise, dûment accompagnée de la quittance de la taxe dont il demande la décharge ou la réduction, dans les trente jours qui suivront la date de la quittance précitée.

ART. 9.

La taxe établie par le présent arrêté devra être payée, en quatre termes, à la Caisse Municipale, dans les huit premiers jours de chaque trimestre.

Les termes échus pour un nouvel établissement devront être versés dans les huit jours de la déclaration prévue à l'article 11.

En cas de retard dans le paiement le contrevenant perdra le bénéfice du terme et la Municipalité sera en droit d'exiger immédiatement l'intégralité de la taxe ou le solde restant dû majoré d'une surtaxe de 10 % du montant exhibé, et ce sans aucun préavis.

ART. 10.

Sont considérées comme boissons alcooliques, aux effets de l'application du présent arrêté, les boissons suivantes : vins, cognac, whisky, araki, vodka, kirchwasser, absinthe, anisette, liqueurs, gin, bière, bouza, et, en général, toutes boissons contenant, d'après l'alcoomètre, plus d'un pour cent d'alcool.

ART. 11.

Les exploitants d'établissements faisant l'objet du présent arrêté, devront faire parvenir à la Municipalité chaque année, dans le courant du mois de Janvier, une déclaration écrite y indiquant d'une manière précise et détaillée la ou les catégories de leur établissements existants, exploités ou destinés à être exploités au cours de l'année leur nombre et leurs emplacements et ce sous peine d'une surtaxe de 25 pour cent.

A partir du 1er Février et pendant tout le reste de l'année, ils sont également tenus, dans les mêmes conditions et sous la même peine, de faire une déclaration analogue pour chaque nouvel établissement, dans les 15 jours de l'ouverture de cet établissement.

La Municipalité a le droit de faire procéder, à toute époque de l'année, à un recensement en vue de vérifier l'exactitude des déclarations des contribuables.

ART. 12.

L'Arrêté municipal précité du 2 avril 1929 est abrogé.

ART. 13.

Le présent arrêté entrera en vigueur à partir du 1er Janvier 1933

(Traduction.)

(Signé) ; HUSSEIN SABRY.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 25 Septembre 1921 portant modification à la liste des établissements
incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel, No. 87, du 3 Octobre 1921

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements
incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 publiant
un nouveau tableau des dits établissements ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établisse-
ments insalubres et ajoutés au tableau faisant suite à l'Arrêté du
31 Mai 1920 sus-visé :

Classe II, Catégorie A.— Beurre naturel (Dépôts et établissements
pour la vente du -).

Produits pouvant remplacer le beurre (Dépôts et établissements
pour la vente des -).

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au
“ Journal Officiel ”.

le 25 Septembre 1921 (23 Moharrem 1340)

(s) A. SAROIT.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 24 Avril 1922 portant modification à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 44, du 1er Mai 1922.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920, remplaçant le tableau des dits établissements annexé à l'Arrêté du 29 Août 1904, par un nouveau tableau ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établissements insalubres, et ajoutés au tableau sus-visé dans la Classe II, Catégorie A.-

Etablissements pour la mouture du café ou des graines employant comme force motrice des animaux ou des moteurs mécaniques.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au " Journal Officiel ".

Le Caire, le 24 Avril 1922 (26 Chaaban 1340)

Signé A. SAROIT.

LOI No. 23 de 1922

portant modification de la loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 52, du 1er Juin 1922.

NOUS, ROI D'EGYPTE,

Vu la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Vu les délibérations de l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte en date des 28 Janvier et 15 Avril 1922, prises en conformité du Décret du 31 Janvier 1889 ;

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

L'article suivant est ajouté après l'article 6 de la Loi sus-visée

ART. 6 bis.—Les propriétaires des établissements incommodes, insalubres et dangereux existants ou à fonder, seront assujettis au paiement des frais annuels et d'inspection qui seront déterminés dans le Règlement annexé à la présente loi.

ART. 2.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution de la présente loi qui entrera en vigueur un mois après sa publication au " Journal Officiel ".

Fait au Palais d'Abdine, le 25 Mai 1922.

FOUAD.

PAR LE ROI :

Le Président du Conseil des Ministres,

Ministre de l'Intérieur,

A. SAROIT.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 28 Octobre 1922 portant modification à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 97, du 6 Novembre 1922.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les Etablissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920, remplaçant le tableau des dits établissements annexé à l'Arrêté du 29 Août 1904, par un nouveau tableau ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Dans le tableau des établissements insalubres, Classe II, Catégorie A, les termes " cordes (fabriques de " seront remplacés par les suivants : " cordes et ficelles fabriques de). "

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur cinq jours après sa publication au " Journal Officiel ".

le 28 Octobre 1922.

(s) A. SAROIT.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

**du 21 Mars 1923 portant modification à la liste des Etablissements
incommodes, insalubres et dangereux.**

Journal Officiel No. 36 du 2 Avril 1923

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les Etablissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements annexé à l'Arrêté du 29 Août 1904, par un nouveau tableau ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établissements insalubres et ajoutés au tableau susvisé dans la Classe III, Catégorie " A ".

Kounafa (Fabrique de -).

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au " Journal Officiel " .

Le Caire, le 21 Mars 1923.

Y. IBRAHIM.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 11 Juillet 1923 portant modification à la liste des Etablissements
incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 76, du 30 Juillet 1923.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les Etablissements
incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant
le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

A R R Ê T E :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établis-
sements incommodes et dangereux et ajoutés à la liste de ces éta-
blissements dans la Classe II, Catégorie A :

Benzine (vente au détail).

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur sept jours après sa publi-
cation au "Journal Officiel".

Le 11 Juillet 1923 (26 Zil-Kadeh 1341).

(signé) ; YEHIA IBRAHIM.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 11 Juillet 1923 portant modification à la liste des Etablissements incommodes et dangereux, Classe II, Catégorie A.

Journal Officiel N° 76, du 30 Juillet 1923.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'article du 31 Mai 1920 modifiant le tableau des dits établissements ;

A R R Ê T E :

ARTICLE PREMIER.

La désignation "Garages d'automobiles" figurant dans la liste des établissements incommodes et dangereux, est remplacée par la suivante :

" Garages d'automobiles qui représentent une exploitation industrielle ou qui sont accessoires d'une industrie de louage d'automobiles.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur sept jours après sa publication au "Journal Officiel".

Le 11 Juillet 1923 (26 Zil-Kadeh 1341).

signé : YEHIA IBRAHIM.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 12 Décembre 1923 portant modification à la liste des Etablissements
incommodes, Insalubres et Dangereux.

Journal Officiel No. 1, du 3 Janvier 1924

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements
incommodes, insalubres et dangereux;

Vu l'arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920, remplaçant
le tableau des dits établissements par un nouveau tableau;

A R R Ê T E :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établis-
sements insalubres et ajouter au tableau sus-visé dans la Classe I,
Catégorie 'A';

“Fabrication de spiritueux (vins et liqueurs sans distillation”.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur sept jours après sa pu-
blication au “Journal Officiel”.

Le Caire le 12 Décembre 1923 (4 Gamad el Awal 1342).

signé: Y. IBRAHIM

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 25 Février 1924 portant modification à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 28, du 24 Mars 1924.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres, et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920, remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établissements insalubres et ajoutés au tableau susvisé dans la Classe I, Catégorie A :

Etablissements pour la compression ou le nettoyage du coton.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur sept jours après sa publication au "Journal Officiel".

Le Caire, le 25 Février 1924 (20 Ragab 1342)

signé ; SAAD ZAGHLOUL.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 29 Juin 1924 portant modification à la liste des Etablissements Incommodes, Insalubres et Dangereux

Journal Officiel No. 62 du 17 Juillet 1924.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920, remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établissements insalubres et ajoutés au tableau sus-visé dans la Classe II, Catégorie A ;

“Marchés des végétaux et des fruits (khodra).”

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur sept jours après sa publication au “Journal Officiel”.

Le 29 Juin 1924 (20 Zilkadeh 1342),

Le Ministre de l'Intérieur, p.i.
Signé ; TEWFICK NASSIM.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 24 Décembre 1924 portant modification à la liste des établissements
incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 1, du 1er Janvier 1925

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements
insalubres et dangereux :

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920, rempla-
çant le tableau des dits établissements par un nouveau :

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établis-
sements incommodes et dangereux, et ajoutés au tableau susvisé
dans la classe II, catégorie A :

Dépôts de-coton scarto.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publi-
cation au "Journal Officiel".

Le Caire, le 27 Gamad Awal 1343 (24 Décembre 1924).

signé : ISMAIL SEDKY

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 29 Juillet 1925, portant transfert des dépôts d'os et chiffons de la deuxième à la première classe des Etablissements incommodes, insalubres et Dangereux.

Journal Officiel No. 75, du 3 Août 1925.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements, annexé à l'Arrêté du 29 Août 1904, par un nouveau tableau ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les dépôts d'os et chiffons, figurant dans la deuxième Classe, Catégorie A du tableau des établissements insalubres sont transférés à la première Classe, Catégorie A du dit tableau.

ART. 2.

Le présent Arrêté entrera en vigueur cinq jours après sa publication "au Journal Officiel".

8 Moharram, 1344 (29 Juillet 1925).

ISMAIL SEDKY.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 23 novembre 1925 portant modification à la liste des établissements incommodes insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 116 du 7 Décembre 1925.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements insalubres incommodes et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements pour le filage et tissage de la soie, du coton, du lin, etc., employant un moteur mécanique, seront compris parmi les établissements insalubres et ajoutés au tableau sus-visé dans la classe I, catégorie A.

ART. 2.

Les établissements pour le filage, tordage et tissage de la soie, du coton, du lin etc., n'employant pas un moteur mécanique, seront compris parmi les établissements insalubres et ajoutés au tableau sus-visé dans la classe II, catégorie A.

ART. 3.

Le présent arrêté entrera en vigueur sept jours après sa publication au "Journal Officiel",

Le 7 Gamad Awal 1344 (23 novembre 1925)

(Signé) : MOHAMED HILMY ISSA

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 23 Novembre 1925 portant modification à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 116, du 7 Décembre 1925.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Dans le tableau des établissements insalubres, classe I, catégorie A, la mention "Etablissements pour le criblage et nettoyage des céréales employant des moteurs mécaniques" sera remplacée par la mention suivante : "Etablissements pour le criblage et nettoyage des céréales employant, ou non des moteurs mécaniques."

ART. 2

Le présent arrêté entrera en vigueur sept jours après sa publication au "Journal Officiel"

Le 7 Gamad Awal 1344 (23 novembre 1925)

(Signé) ; MOHAMED HILMY ISSA.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 23 Novembre 1925 portant modification à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 116, du 7 Décembre 1925.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes; insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920, remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

ARRÊTE :

ARTICE PREMIER.

Les fabriques de pavés en ciment, figurant dans la classe II, catégorie A, du tableau des établissements incommodes, insalubres et dangereux, ainsi que les dépôts de ciment et de plâtre, figurant dans la classe III, catégorie A, du tableau des établissements insalubres, sont transférés à la classe II, catégorie A, du tableau des établissements insalubres sous la dénomination suivante :

“Fabriques de pavés en ciment et dépôts de ciment et plâtre”.

ART. 2

Le présent arrêté entrera en vigueur sept jours après sa publication au “Journal Officiel”.

Le 7 Gamad Awal 1344 (23 Novembre 1925).

(Signé) : MOHAMED HILMY ISSA.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 14 Mars 1926 portant modification au tableau des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 28 du Lundi 29 Mars 1932

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Dans le tableau des établissements insalubres, Classe II, Catégorie B, la mention " Fabrique de boissons autres que les eaux gazeuses et les boissons alcooliques ou fermentées " sera remplacée par la mention suivante :

" Boissons autres que les eaux gazeuses et les boissons alcooliques ou fermentées (fabriques et établissements pour la vente des)."

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur sept jours après sa publication au " Journal Officiel ".

Fait au Caire, le 29 Chaaban 1344 (14 mars 1926).

(Signé) : AHMED ZIWER.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 15 Septembre 1926 portant modification à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 91, du 23 Septembre 1926.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Dans le tableau des établissements incommodes et dangereux Classe II, catégorie A, la mention " Dépôts de bois destiné au commerce " sera remplacée par la mention suivante :

" Dépôts de bois destiné au commerce ou employé par les entrepreneurs dans les constructions. ".

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après publication au " Journal Officiel ".

Fait au Caire, le 8 Rabi Awal 1345 (15 Septembre 1926)

(signé) : ADLY YEGHEN.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 21 Septembre 1926 portant modification à la liste des établissements
incommodes, insalubres et dangereux

Journal Officiel, No. 94 du 4 Octobre 1926.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements
incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant
le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

A R R Ê T E :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établis-
sements insalubres et ajoutés au tableau sus-visé, dans la classe II,
catégorie A :-

“ Etablissements pour la fumigation des fruits secs (Jameesh) ”.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur sept jours après sa publi-
cation au “ Journal Officiel. ”

Fait, le 14 Rabi Awal 1345 (21 Septembre 1926).

(Signé) : ADLY YEGHEN

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 21 Septembre 1926, portant modification à la liste des établissements
incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 94, du 4 Octobre 1926.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements
incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant
le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

A R R Ê T E :

ARTICLE PREMIER.

Dans le tableau des établissements insalubres, classe II, catégorie A, les termes “ Battoirs à écorces et à graines (pour le commerce ou à l'usage du public) employant des moteurs mécaniques ou des animaux ” seront remplacés par les termes suivants :

“ Battoirs à écorces et à graines (pour l'alimentation ou à l'usage du public) employant des moteurs mécaniques ou des animaux ou à main ”

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur sept jours après sa publication au “ Journal Officiel. ”

Fait, le 14 Rabi Awal 1345 (21 Septembre 1926).

(Signé) : ADLY YEGHEN

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

**du 21 Septembre 1926, portant modification à la liste des
établissements incommodes, insalubres et dangereux.**

Journal Officiel No. 94, du 4 Octobre 1926,

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

A R R Ê T E :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établissements incommodes et dangereux et ajoutés au tableau sus-visé, dans la classe II, catégorie A :

“ Dépôts de nouveaux et vieux canevas. ”

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur sept jours après sa publication au “ Journal Officiel. ”

Fait, le 14 Rabi Awal 1345 (21 Septembre 1926).

(Signé) : ADLY YEGHEN.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 21 Septembre 1926, portant modification à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 94, du 4 Octobre 1926.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

A R R Ê T E :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établissements incommodes et dangereux et ajoutés au tableau sus-visé, dans la classe II, catégorie A :

“ Dépôts de fer et établissements pour le coupage et le soudage des métaux (fer et cuivre). ”

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur sept jours après sa publication au “ Journal Officiel ”.

Fait le 14 Rabi Awal 1345 (21 Septembre 1926).

(Signé) : ADLY YEGHEN.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 21 Septembre 1926 portant modification à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel, No. 94, du 4 Octobre 1926

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établissements incommodes et dangereux et ajoutés au tableau sus-visé, dans la Classe II, catégorie A :

“ Fonderies de fer et forges de simples œuvres.”

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur sept jours après sa publication au “ Journal Officiel.”

Fait, le 14 Rabi Awal 1345 (21 Septembre 1926).

(Signé) : ADLY YEGHEN.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 18 Octobres 1926 portant modification à la liste des établissements
Incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 104, du 4 Novembre 1926

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements
incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 rempla-
çant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établis-
sements insalubres et ajoutés au tableau susvisé dans la Classe I.
catégorie A :

“Manufactures d'ambre employant des moteurs mécaniques”,

Et les établissements suivants seront compris parmi les éta-
blissements insalubres et ajoutés au tableau susvisé dans la Classe II,
catégorie A :

“Manufactures d'ambre n'employant pas des moteurs mécaniques”.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publica-
tion au “Journal Officiel”.

Fait, le 11 Rabi Tani 1345 (18 Octobre 1926).

(Signé) : ADLY YEGHEN.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 8 Décembre 1926 portant modification à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 118 du 23 Décembre 1926.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 portant un nouveau tableau des dits établissements ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Les établissements suivants seront compris parmi les établissements insalubres et ajoutés au tableau sus-visé dans la Classe I, catégorie A :

“ Les Ecoles et Kuttabs non assujettis à l'inspection sanitaire du Ministère de l'Instruction Publique ”.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication au “Journal Officiel”.

Fait le 3 Gamad Tani 1345 (8 Décembre 1926).

Pour *Le Ministre de l'Intérieur.*

Le Sous-Secrétaire d'Etat,

ALY GAMAL EL DINE

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

**du 21 Février 1927 portant modification à la liste des Etablissements
incommodes, insalubres et dangereux.**

Journal Officiel No. 17 du 28 Février 1927

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements
incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 30 mai 1920 rempla-
çant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établis-
sements insalubres et ajoutés au tableau susvisé dans la Classe II,
catégorie A ;

“ Fabrique de bottes et souliers où travaillent plus de 10
ouvriers”.

ART. 2

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publi-
cation au “Journal Officiel”.

Fait au Caire, le 19 Chaaban 1345 (21 février 1927).

Signé : ADLY YEGHEN.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

**du 18 Août 1927 portant modification à la liste des Etablissements
incommodes, insalubres et dangereux.**

Journal Officiel No. 72 du 25 Août 1927

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR p.i.,

Vu l'article 2 de la Loi No 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'arrêté de ce Ministère en date du 31 mai 1920, remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau :

ARRÊTE ;

ARTICLE PREMIER.

Dans le tableau des établissements insalubres, classe I, catégorie A, la mention "Bièrre (établissements pour la mise en bouteilles de la bièrre)" sera remplacée par la mention suivante :

"Etablissements pour la mise en bouteilles de la bièrre et des autres boissons alcooliques".

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication au 'Journal Officiel'.

Fait, le 20 Safar 1346 (18 Août 1927),

Signé : GAUFAR WALI

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 4 Septembre 1927 portant modification à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 76 du 10 Septembre 1927.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR p.i.

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux :

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établissements insalubres et ajoutés au tableau susvisé dans la classe II, catégorie A :

Bleu de Prusse et de craie (fabrique de)

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication au "Journal Officiel".

Fait, le 8 Rabi Awad 1346 (4 septembre 1927).

Signé : GAAFAR WALY

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 4 Septembre 1927 portant modification à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 76 du 10 Septembre 1927

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR p.i.,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Dans le tableau des établissements insalubres classe II, catégorie A, la mention ; cuirs verts et peaux fraîches (dépôts de) "sera remplacé par la mention suivante : "Dépôts et fabriques de cuirs verts et de peaux fraîches. ".

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication au "Journal Officiel".

Fait le 8 Rabi Awal 1346 (4 Septembre 1927).

Signé : GAAPAR WALY.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 5 Septembre 1927 portant modification à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 77 du 12 Septembre 1927

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR p.i.,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

ARRÊTE ;

ARTICLE PREMIER.

Dans le tableau des établissements insalubres, classe II, catégorie B, la mention : "Etables, vacheries dans les villes et Bandars des Moudiriehs et Gouvernorats, dans les chefs-lieux des Markaz ainsi que dans les villages et zones désignés par arrêté du Ministre de l'Intérieur," sera remplacée par la mention suivante :

"Etables, vacheries, wikalehs pour garder les animaux, dans les villes et bandars des Moudiriehs et Gouvernorats, dans les chefs-lieux des Markaz ainsi que dans les villages et zones désignés par arrêté du Ministre de l'Intérieur".

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication au "Journal Officiel".

Fait le 9 Rabi Awal 1346 (5 Septembre 1927).

Signé : GAAFAR WALY

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 5 Septembre 1927 portant modification à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 77 du 12 Septembre 1927.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR p.i.,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920, remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établissements insalubres et ajoutés au tableau susvisé dans la classe I, catégorie A : "Présure (fabriques de)."

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication au "Journal Officiel".

Fait le 9 Rabi Awal 1346 (5 Septembre 1927).

Signé : GAAFAR WALY.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 1er Octobre 1927 portant modification à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 84 du 6 Octobre 1927

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 30 Mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établissements insalubres et ajoutés au tableau sus-visé dans la classe II, catégorie A:

Tous les établissements industriels qui ne sont pas mentionnés dans le tableau des établissements incommodes, insalubres et dangereux, employant plus de dix ouvriers, à titre permanent.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication au "Journal Officiel".

Fait, le 5 Rabi Tani 1346 (1er Octobre 1927),

Signé. A. SAROIT

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 1^{er} Décembre 1927 portant modification à la liste des établissements
incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 104 du 8 Décembre 1927.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements
incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 mai 1920 remplaçant
le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

A R R Ê T E :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établisse-
ments insalubres et ajoutés au tableau sus-visé dans la classe II,
catégorie A :

“ Nettoyage du caniveau (Etablissements pour le . . .) ”

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication
au “ Journal Officiel ”.

Fait au Caire, le 7 Gamad Tani 1346 (1^{er} Décembre 1927).

(Signé) : ABDEL KHALEK SAROIT.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 1er Décembre 1927 portant modification à la liste des Etablissements
incommodes, Insalubres et Dangereux.

Journal Officiel No. 104 du 8 Décembre 1927

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements
incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant
le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

A R R Ê T E :

ARTICLE PREMIER.

Les moulins à huiles, figurant dans la deuxième classe, catégorie
A, du tableau des établissements insalubres, sont transférés à la
première classe catégorie A, du dit tableau.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 5 jours après sa publication
au " Journal Officiel ".

Fait au Caire, le 7 Gamad Tani 1345 (1er Décembre 1927).

Signé : ABDEL KHALEK SAROIT.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 29 Avril 1928 portant modification à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 40 du 7 Mai 1928

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau :

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établissements incommodes et dangereux et ajoutés au tableau sus-visé dans la classe II, catégorie A, :

“Chounahs (Dépôts) pour l'emmagasinage du coton”

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication au “Journal Officiel”.

Fait, au Caire, le 9 Zilkadeh 1346 (29 avril 1928).

MOUSTAPHA EL NAHAS

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

**du 18 Juillet 1928 portant modification à la liste des Etablissements
incommodes, insalubres et dangereux.**

Journal Officiel No. 67 du 30 Juillet 1928

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux :

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 30 mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établissements incommodes, et dangereux et ajoutés au tableau susvisé, dans la Classe I, catégorie A :

"Dépôts d'huiles minérales et de peintures à huile"

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication au "Journal Officiel".

Fait au Caire, le 1er Safar 1347 (18 juillet 1928).

Signé : MOHAMED MAHMOUD.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 27 Décembre 1928 portant modification à la liste des établissements
incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 2 du 7 Janvier 1929

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements
incommodes, insalubres et dangereux :

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 rempla-
çant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Dans le tableau des établissements insalubres classe II, caté-
gorie B, la mention "Les écuries publiques provisoires ou perma-
nentes et toutes écuries où les animaux servent à un usage indus-
triel ou commercial" est remplacé par la mention suivante :

"Ecuries publiques ou privées, permanentes ou provisoires,
contenant plus de deux animaux,"

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publica-
tion au "Journal Officiel".

Le 15 Ragab 1347 (27 Décembre 1928).

Pour le Ministre ;
Le Sous-Secrétaire d'Etat
(Signé): ALY GAMAL EL DIN

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 27 Décembre 1928 portant modification au tableau des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No 2 du 7 Janvier 1929

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

A R R Ê T E :

ARTICLE PREMIER.

Dans le tableau des établissements insalubres, classe II, catégorie A, la mention "Dépôts et fabriques de cuirs verts et de peaux fraîches" sera remplacée par la mention [suivante :

"Dépôts des peaux vertes, mi-sèche et sèches et fabriques de cuirs verts".

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication au "Journal Officiel".

Le 15 Ragab 1347 (27 Décembre 1928).

Pour le Ministre :
Le Sous-Secrétaire d'Etat
(Signé) : ALY GAMAL EL DIN

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 7 Juillet 1929 portant modification à la liste des Etablissements
incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 62 du 15 Juillet 1929

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR p.i.,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements
incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu notre Arrêté en date du 31 mai 1920 remplaçant le tableau
des dits établissements ;

A R R Ê T E :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établis-
sements incommodes et dangereux et seront ajoutés au tableau
sus-visé dans la classe III, catégorie A :

“Établissements de repassage des tarbouches”.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publica-
tion au “Journal Officiel”.

Le 1er Safar 1348 (7 juillet 1929),

Signé : GAAFAR WALY.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 25 Janvier 1928 portant modification à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 10 du 2 Février 1928

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établissements insalubres et ajoutés au tableau sus-visé dans la classe I, catégorie A :

Asiles et hospices non assujettis à l'inspection sanitaire des Administrations de l'Etat.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication au " Journal Officiel ".

Fait au Caire, le 2 Chaaban 1346 (25 Janvier 1928).

(Signé) : ABDEL KHALEK SAROIT.

(Traduction).

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 4 Mars 1928 portant modification à la liste des Etablissements
incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 21 du 12 Mars 1928.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements
incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant
le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

A R R Ê T E :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établisse-
ments insalubres et ajoutés au tableau sus-visé dans la classe I, ca-
tégorie A :

Ciment (Fabriques de).

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication
au "Journal Officiel".

Fait, le 12 Ramadan 1346 (4 Mars 1928).

Signé : SAROIT

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 17 Mars 1928 portant modification à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 29 du 29 Mars 1928.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Dans le tableau des établissements insalubres, Classe II, catégorie A, la mention "Bleu de Prusse et de craie (Fabrique de)" sera remplacée par la mention suivante :

"Les fabriques de bleu de Prusse et de la craie n'employant pas de moteurs mécaniques ou électriques.

ART. 2.

Les établissements insalubres suivants seront compris parmi les établissements insalubres et ajoutés au tableau sus-visé dans la classe I, catégorie A.

"Les fabriques de bleu de Prusse et de craie employant des moteurs mécaniques ou électriques."

ART. 3.

Le présent arrêté entrera en vigueur sept jours après sa publication au "Journal Officiel".

Fait au Caire, le 25 Ramadan 1346 (17 Mars 1928).

Pour le Ministre :
Le Sous-Secrétaire d'Etat,
ALY GAMAL EL DIN.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 5 Juillet 1930 portant modification à la liste des établissements
incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 66 du 10 Juillet 1930

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements
incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'arrêté de ce Ministère en date du 31 mai 1920 rempla-
çant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établis-
sements incommodes et dangereux et ajoutés au tableau sus-visé dans
la classe I, catégorie :

“Etablissements qui emploient la soudure autogène.”

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publi-
cation au “Journal Officiel”.

Le Caire, le 9 Safar 1349 (5 juillet 1930).

Signé : ISMAIL SEDKY.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 5 Juillet 1930, portant modification à la liste des
établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 66 du 10 Juillet 1930,

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux :

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1929 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

A R R Ê T E :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établissements insalubres et ajoutés au tableau susvisé dans la classe I, catégorie "A" ;

“Fonderies et fabriques de plomb.”

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication au “Journal Officiel”.

Le Caire, le 9 Safar 1349 (5 Juillet 1930).

Signé : ISMAIL SEDKY.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 6 Août 1930, portant modification au tableau des établissements
incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No 78 du 14 Août 1930.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements
incommodes, insalubres et dangereux :

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 rempla-
çant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

A R R Ê T E :

ARTICLE PREMIER.

Dans le tableau des établissements insalubres, classe I, caté-
gorie A, les mentions :

“Etablissements pour la préparation et la conservation des
viandes”.

“ Usine pour la mise en conserve des poissons autres que le
Fessikh”.

“Fabriques de conserves de légumes et de fruits”
seront remplacées par la mention suivante :

“Etablissements pour la préparation et conservation des viandes,
des poissons autres que le Fessikh, des légumes, des fruits et autres
comestibles.”

ART. 2.

Dans le tableau des établissements insalubres, classe II, caté-
gorie A, la mention :

“Huiles végétales (magasins pour la vente au détail)” est rem-
placée par la mention suivante :

“Dépôts et magasins pour la vente au détail des huiles végétales”.

ART. 3.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication au “Journal Officiel”.

Le 11 Rabi Awal 1349 (6 Août 1930).

(Traduction).

Signé : ISMAIL SEDKY

=====

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 6 Août 1930 portant modification à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux

Journal Officiel No. 78 du 14 Août 1930

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau :

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établissements incommodes et dangereux et ajoutés au tableau susvisé dans la classe I, catégorie "A".

Les laboratoires où se pratiquent le développement et le fixage des films cinématographiques ainsi que les salles de projection.

ART. 2

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication au "Journal Officiel".

Le 11 Rabi Awal 1349 (6 Août 1930).

Signé : ISMAIL SEDKY.

(Traduction)

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 10 Août 1931 portant modification à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 82 du 13 Août 1931

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

A R R Ê T E :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établissements incommodes et dangereux et ajoutés au tableau sus-visé dans la classe II, catégorie "A" ;

"Magasins et dépôts de papier contenant plus de 5 tonnes de papier".

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication au "Journal Officiel".

Le 26 Rabi Awaf 1350 (10 Août 1931).

Signé : ISMAIL SEDKY.

(Traduction)

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 10 Août 1931 portant modification à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 82 du 13 Août 1931

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les boucheries seront transférées de la catégorie "B" à la catégorie "A" de la 3ème classe du tableau des établissements insalubres.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication au "Journal Officiel".

Le 26 Rabi Awal 1350 (10 Août 1931).

Signé : ISMAIL SEDKY

(Traduction).

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 31 Août 1931 portant modification à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 88 du 3 Septembre 1931.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No, 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux :

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau :

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivant seront compris parmi les établissements incommodes et dangereux et ajoutés au tableau sus-visé dans la classe I, catégorie A ;

“Etablissements pour la peinture des automobiles renfermant une quantité de matières de peinture et de nettoyage inflammables dépassant 12 gallons.”

ART. 2.

Les établissements suivants seront compris parmi les établissements incommodes et dangereux et ajoutés au tableau sus-visé dans la classe II, catégorie A :

“Etablissements pour la peinture des automobiles renfermant une quantité de matières de peinture et de nettoyage inflammables ne dépassant pas 12 gallons”.

ART. 3.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication au ‘Journal Officiel’.

Le 17 Rabi Tani 1350 (31 Août 1931).

Signé : ISMAIL SEDKY

(Traduction).

=====

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 12 Avril 1932 portant modification au tableau des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 32 du 14 Avril 1932

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux :

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau :

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Dans le tableau des établissements insalubres, classe 2, catégorie A, la mention : "Farine (Dépôts de)" sera remplacée par la mention suivante :

"Farine et Macaroni (Dépôts de)"

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication au "Journal Officiel."

Fait, le 6 Zilhede 1350 (12 avril 1932).

(Signé) : ISMAIL SEDKY

(Traduction).

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

**du 21 Avril 1932 portant modification à la liste des Établissements
incommodes, insalubres et dangereux.**

Journal Officiel No. 34 du 25 Avril 1932.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

ARRÊTE ;

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établissements incommodes et dangereux et ajoutés au tableau sus-visé dans la classe II, catégorie A.

“Les établissements de vente en détail des huiles minérales et des peintures huileuses lorsque la quantité de l'une ou des deux espèces ensemble n'excède pas 40 gallons”.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication au “Journal Officiel”.

Fait, le 15 Zilhedjeh 1350 (21 avril 1932).

Signé : ISMAÏL SEDKY

(Traduction).

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 30 Juin 1932 portant modification à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 57 du 4 Juillet 1932

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article No. 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 Mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

ARRÊTE ;

ARTICLE PREMIER.

Les établissements suivants seront compris parmi les établissements insalubres et ajoutés au tableau sus-visé dans la classe I¹ catégorie A ;

“Glace (Magasins pour la vente de la)”.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication au “Journal Officiel”.

Fait, le 26 Safar 1351 (30 Juin 1932).

Signé : ISMAIL SEDKY

(Traduction)

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

du 4 Octobre 1932 portant modification à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux.

Journal Officiel No. 88 du 16 Octobre 1932

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 2 de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux ;

Vu l'Arrêté de ce Ministère en date du 31 mai 1920 remplaçant le tableau des dits établissements par un nouveau tableau ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Les établissements suivants seront compris parmi les établissements incommodes et dangereux et ajoutés au tableau sus-visé dans la classe I, catégorie A.

“Les établissements destinés aux annonces lumineuses moyennant ampoules électriques”.

ART. 2

Le présent arrêté entrera en vigueur 7 jours après sa publication au “Journal Officiel”.

Fait, le 4 Gâmad Tani 1351 (4 Octobre 1932).

Signé : ISMAIL SEDKY

(Traduction).

**Additions, transferts de classe ou de catégorie,
et changement de mentions, à la liste des
établissements incommodes, insalubres
et dangereux.**

*En vertu des divers arrêtés ministériels indiqués ci-après
en regard de chaque établissement.*

Etablissements insalubres.

CLASSE I — Catégorie A

- | | | |
|--|-------------|------|
| 1. Fabrication de spiritueux (vins et liqueurs)
sans distillations | 12 Décembre | 1923 |
| 2 Etablissements pour la compression ou le
nettoyage du coton..... | 25 Février | 1924 |
| 3 Dépôts d'os et chiffons (transférés de la
deuxième classe, catégorie A)..... | 29 Juillet | 1925 |
| 4 Etablissements pour le filage et tissage de
la soie, du coton, du lin, etc. employant
un moteur mécanique..... | 23 Novembre | 1925 |
| 5 Etablissements pour le criblage et nettoyage
des céréales employant ou non, des
moteurs mécaniques..... | 23 Novembre | 1925 |
| 6 Manufactures d'ambre employant des
moteurs mécaniques..... | 18 Octobre | 1926 |
| 7 Les Ecoles et kouttabes non assujettis
à l'inspection sanitaire du Ministère de
l'Instruction publique..... | 8 Décembre | 1926 |
| 8. Etablissements pour la mise en bouteilles
de la bière et des autres boissons alcoo-
liques remplacent la mention (Bière établis-
sements pour la mise en bouteilles de la
bière)..... | 18 Août | 1927 |
| 9 Fabriques des Présure..... | 5 Septembre | 1927 |

10 Moulins à huiles, (transférés de la II classe, catégorie A).....	1er Décembre 1927	
11 Asiles et hospices non assujettis à l'infection sanitaire des Administrations de l'Etat.....	25 Janvier	1928
12 Ciment (Fabriques de).....	4 Mars	1928
13 Les Fabriques de bleu de Prusse et de craie employant des moteurs mécaniques ou électriques.....	17 Mars	1928
14 Etablissements pour la préparation et conservation des viandes, des poissons autres que le Fessikh, des légumes, des fruits et autres comestibles, remplace les mentions :		
1) Etablissements pour la préparation et la conservation des viandes,		
2) Usine pour la mise en conserve des poissons autres que le Fessikh,		
3) Fabriques de conserves de légumes et de fruits.....	6 Août	1930

=====

CLASSE II. — Catégorie A

1 Beurre naturel (Dépôts et établissements pour la vente du).....	25 Septembre 1921
2 Produits pouvant remplacer le beurre (Dépôts et établissements pour la vente des).....	25 Septembre 1921
3 Etablissements pour la mouture du café ou des graines employant comme force motrice des animaux ou de moteurs mécaniques	24 Avril 1922
4 Cordes (fabriques de) remplacés par Cordes et ficelles (fabriques de).....	28 Octobre 1922
5 Marchés des végétaux et des fruits (khodra)	29 Juin 1924
6 Etablissements pour le filage, tordage et tissage de la soie, du coton, du lin, etc. n'employant pas un moteur mécanique..	23 Novembre 1925
7 Fabriques de pavés en ciment et dépôts de ciments et plâtre, au lieu de fabriques de pavés en ciment et dépôts de ciment et de plâtre.....	23 Novembre 1925
8 Etablissements pour la fumigation des fruits secs (Jamesh).....	21 Septembre 1926
9 Battoirs à écorces et à graines (pour l'alimentation ou à l'usage du public) employant des moteurs mécaniques ou des animaux ou à la main, remplacent les termes "Battoirs à écorces et à graines" (pour le commerce ou à l'usage du public) employant des moteurs mécaniques ou des animaux.....	21 Septembre 1926
10 Manufactures d'ambre n'employant pas des moteurs mécaniques.....	18 Octobre 1926
11 Fabrique de bottes et souliers où travaillent plus de 10 ouvriers.....	21 Février 1927

12	Dépôts et fabriques de cuirs verts et de peaux fraîches remplacent la mention "cuirs verts et peaux fraîches (dépôts de).	4	Septembre	1927
13	Etables, vacheries dans les villages et Bandars des Moudiriehs et Gouvernorats, dans les chef-lieux des Markaz ainsi que dans les villages et zones désignés par arrêté du Ministère de l'Intérieur remplacent les termes 'Etables, Vacheries dans les villes et bandars des Moudiriehs et Gouvernorats, dans les chefs-lieux des Markaz ainsi que dans les villages et zones désignés par arrêté du Ministère de l'Intérieur.	5	Septembre	1927
14	Tous les établissements industriels qui ne sont pas mentionnés dans le tableau des établissements incommodes, insalubres et dangereux, employant plus de dix ouvriers, à titre permanent.	1er	Octobre	1927
15	Nettoyage du caniveau (Etablissements pour le).	1er	Décembre	1927
16	Les Fabriques de bleu de Prusse et de la craie n'employant pas de moteurs mécaniques ou électriques.	17	Mars	1928
17	Dépôts des peaux vertes, mi-sèches et sèches et frabriques de cuirs verts, remplace la mention : "Dépôts et fabriques de cuirs verts et de peaux fraîches".	27	Décembre	1928
18	Dépôts et magasins pour la vente au détail des huiles végétales remplace la mention " Huiles végétales" (magasins pour la vente au détail).,	6	Août	1930
19	Farine et Macaroni (Dépôts de).	12	Avrll	1932
21	Glace (Magasins pour la vente de la).	30	Juin	1932

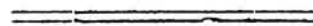
CLASSE II. — Catégorie B

- 1 Boissons autres que les eaux gazeuses et les boissons alcooliques ou fermentées (fabriques et établissements pour la vente des) remplacent les termes “Fabriques de boissons autres que les eaux gazeuses et les boissons alcooliques ou fermentées”.. 14 Mars 1926
- 2 Ecuries publiques ou privées, permanentes ou provisoires, contenant plus de deux animaux remplace la mention : “ Les écuries publiques, provisoires ou permanentes et toutes écuries où les animaux servent à un usage industriel ou commercial.”..... 27 Décembre 1928

=====

CLASSE III. — Catégorie A

1 Kounafa (Fabrique de).....	21 Mars	1923
2 Boucheries, (mention transférée de la catégorie B).....	10 Août	1931



Etablissements Incommodes et Dangereux.

CLASSE I. — Catégorie A.

1 Dépôts d'huiles minérales et de peintures à l'huile	18 Juilelt	1928
2 Etablissements qui emploient la soudure autogène	5 Juillet	1930
3 Fonderies et fabriques de plomb	5 Juillet	1930
4 Les laboratoires où se pratiquent le déve- loppement et le fixage des films cinéma- tographiques ainsi que les salles de pro- jections	6 Août	1930
5 Etablissements pour la peinture des auto- mobiles renfermant une quantité de matières de peinture et de nettoyage in- flammables dépassant 12 gallons	31 Août	1931
6 Les établissements destinés aux annonces lumineuses moyennant ampoules élec- triques	4 Octobre	1923

CLASSE II. — Catégorie A.

1 Benzine (vente au détail).....	11 Juillet	1923
2 Garages d'automobiles remplacés par Garages d'automobiles qui représentent une exploitation industrielle ou qui sont accessoires d'une industrie de louage d'automobiles	11 Juillet	1923
3 Dépôts de coton scarto.....	24 Décembre	1924
4 Dépôts de bois destiné au commerce ou employé pour les entrepreneurs dans les constructions remplacent la mention "Dépôts de bois destiné au commerce."	15 Septembre	1926
5 Dépôts de nouveaux et vieux canevas...	21 Septembre	1926
6 Dépôts de fer et établissements pour le coupage et le soudage des métaux (fer et cuivre).....	21 Septembre	1926
7 Fonderies de fer et forges de simples œuvres	21 Septembre	1926
8 Chounahs (Dépôts) pour l'emmagasiner du coton.....	29 Avril	1928
9 Magasins et dépôts de papier contenant plus de 5 tonnes de papier.....	10 Août	1931
10 Etablissements pour la peinture des automobiles renfermant une quantité de matière de peinture et de nettoyage inflammables ne dépassant pas 12 gallons.....	31 Août	1931
11 Les établissements de vente en détail des huiles minérales et de peintures huileuses lorsque la quantité de l'une ou des deux espèces ensemble n'excède pas 40 gallons	21 Avril	1932

CLASSE III. — Catégorie A.

Etablissements de repassage des tarbouches 7 Juillet 1929

TABLE CHRONOLOGIQUE

SUPPLÉMENT 1921-1933

DATE	PAGE
1921 Décembre 12 — Règlement pour la vente des terrains de la Municipalité modifié conformément aux indications ministérielles...	5
1922 Mai 15 — Règlement sur les chambres meublées, pensions et autres établissements analogues d'Alexandrie.....	13
1922 Mai 25 — Loi modifiant la Loi No. 1 de 1904 sur les établissements publics.....	14
1922 Mai 25 — Loi portant modification de la Loi No. 13 de 1904 sur les établissements incommodes, insalubres et dangereux	341
1922 Juin 4 — Arrêté modifiant l'arrêté du 29 Août 1904 portant règlement d'application pour les établissements incommodes, insalubres et dangereux.....	17
1922 Juin 3 — Arrêté portant certaines dispositions relatives aux constructions et réparations des immeubles frappés d'alignement.....	19
1922 Juin 12 — Arrêté portant règlement sur l'usage ou l'occupation de la voie publique dans le périmètre de la Ville d'Alexandrie.....	21
1922 Juillet 19 — Arrêté portant modification à la liste des quartiers uniquement affectés à l'habitation des familles et où ne peuvent être ouverts des établissements publics d'Alexandrie.....	33

DATE	PAGE
1922 Novembre 4 — Arrêté portant sursis à la délivrance d'autorisation de bâtir, en cas de nouvel alignement.....	34
1922 Décembre 18 — Arrêté portant règlement sur les tentes, huttes et abris similaires servant d'habitation dans le périmètre d'Alexandrie.....	35
1923 Février 14 — Arrêté portant modification de l'article 10 du règlement pour les élections des représentants des négociants exportateurs à la Commission Municipale d'Alexandrie.....	37
1923 Février 19 — Arrêté portant Règlement sur les égorgeurs des Abattoirs.....	38
1923 Mars 3 — Arrêté portant modification à la liste des quartiers affectés à l'habitation des familles et où des établissements publics ne peuvent être ouverts à Alexandrie.....	40
1923 Mars 21 — Arrêté Municipal prescrivant l'emploi du taximètre et réglant le tarif pour les automobiles publiques dans le périmètre de la Ville d'Alexandrie...	41
1923 Mars 24 — Décret conférant la qualité d'officiers de police judiciaire aux inspecteurs et moawens des Sahel.....	50
1923 Mai 1er — Arrêté Municipal ajoutant certaines dispositions au Règlement sur les constructions	43
1923 Juin 14 — Arrêté Municipal complétant le règlement du 28 Octobre 1910 sur l'introduction des viandes à Alexandrie.	46
1923 Août 5 — Arrêté sur l'introduction des viandes dans les villes à désigner par arrêté du Gouverneur ou des Moudirs.....	52
1923 Août 27 — Arrêté autorisant l'abatage des jeunes veaux.....	47

DATE	PAGE
1923 Septembre 25 — Arrêté Municipal portant composition du Conseil d'Estimation	48
1923 Octobre 5 — Arrêté relatif au service des peseurs, porteurs et mesureurs publics dans les Sahels	54
1923 Octobre 5 — Arrêté portant modification du tarif des voitures publiques	58
1923 Octobre 6 — Arrêté Ministériel No. 27 de 1923 por- tant établissement d'un Sahel à Alexandrie sur le Canal Mahmoudieh	57
1923 Décembre 14 — Arrêté portant modification de l'Arrêté du Ministère de l'Intérieur en date du 25 Janvier 1890 relatif aux élections municipales à Alexandrie	61
1924 Janvier 14 — Arrêté portant exemption de la taxe du 2 pour cent en faveur des petits loyers	64
1924 Mars 27 — Arrêté portant modification à la liste des quartiers affectés à l'habitation des familles et où ne peuvent être ouverts des établissements publics à Alexandrie	65
1925 Février 15 — Décret-Loi édictant des mesures en vue de combattre la propagation de la Malaria	66
1925 Mars 11 — Décret-Loi prévoyant des mesures contre la rage	74
1925 Avril 2 — Arrêté modifiant certaines dispositions de l'arrêté du 16 Novembre 1905 por- tant règlement sur les maisons de tolérance	77
1925 Mars 28 — Arrêté Municipal portant règlement sur la propreté des rues publiques et privées ainsi que des ruelles, pas- sages et terrains vagues	79
1925 Mai 18 — Arrêté portant règlement pour la sur- veillance du transport et de la ven- te du lait et du lait caillé	82

DATE		PAGE
1925 Septembre 8	— Arrêté portant modification à la liste des quartiers affectés à l'habitation des familles et où ne peuvent être ouverts des établissements publics dans la Ville d'Alexandrie.....	88
1925 Novembre 10	— Arrêté municipal portant interdiction de transporter les immondices par voie du Canal Mahmoudieh.....	90
1926 Mai 8	— Arrêté du Ministère de l'Intérieur portant modification de l'arrêté du 24 Juin 1904 relatif à l'Organisation Administrative de la Municipalité d'Alexandrie.....	92
1926 Mai 24	— Arrêté transférant la mention de la fièvre scarlatine de la deuxième à la première partie du tableau des maladies infectieuses.....	97
1926 Septembre 15	— Loi No. 6 de 1926 portant inoculation préventive obligatoire des animaux de race bovine.....	98
1926 Décembre 31	— Loi No. 12 de 1926 portant modification de l'exercice financier.....	101
1927 Janvier 11	— Arrêté relatif à la taxe du 2 pour cent sur les loyers à Alexandrie.....	102
1927 Janvier 16	— Arrêté relatif à la vitesse des camions-automobiles et autobus dans le périmètre de la Ville d'Alexandrie.....	104
1927 Janvier 22	— Arrêté ajoutant la dysanterie à la deuxième partie du tableau des maladies infectieuses.....	105
1927 Janvier 29	— Arrêté portant modification de l'article 12 du Règlement pour les élections des négociants importateurs à la Commission Municipale d'Alexandrie	106
1927 Mars 2	— Arrêté fixant le tarif des droits d'inoculation des animaux de race bovine contre la peste bovine.....	107

	DATE		PAGE
1927	Mars	2 — Arrêté fixant le tarif des indemnités à payer aux propriétaires des animaux de race bovine qui viendraient à succomber des suites de l'inoculation obligatoire.....	108
1927	Mai	31 — Arrêté Municipal relatif à la taxe sur les entrées aux spectacles et divertissements publics dans la ville d'Alexandrie.....	110
1927	Juin	25 — Arrêté portant application à la Ville d'Alexandrie de l'arrêté ministériel du 12 Juillet 1911 sur les théâtres.....	115
1927	Juillet	23 — Arrêté portant modification au tableau des maladies infectieuses.....	116
1928	Janvier	2 — Arrêté portant certaines modifications à l'article 37 de l'arrêté du 23 Novembre 1893 portant règlement sur les abattoirs et viandes de boucherie.	117
1928	Mars	21 — Arrêté Municipal portant règlement sur les chiffonniers privés (zabbals) et le transport des immondices ménagères.....	119
1928	Mai	12 — Arrêté relatif aux quartiers où ne peuvent être tenues des maisons de tolérance dans la ville d'Alexandrie..	121
1928	Mai	26 — Arrêté portant retrait de la concession du 6 Août 1860, relative au chemin de fer, entre Alexandrie et Ramleh..	122
1928	Septembre	4 — Arrêté ajoutant la Dengue à la deuxième partie du tableau des maladies infectieuses.....	124
1928	Octobre	27 — Décret-Loi No. 66 de 1926 sur l'exercice de la profession de médecin...	125
1928	Avril	14 — Loi No. 21 de 1928 réglementant le commerce et l'emploi des stupéfiants.	134

DATE		PAGE
1928	Octobre 27 — Décret-Loi No. 67 de 1928 relatif aux peines applicables par les tribunaux Mixtes en cas d'infraction à la Loi No. 21 de 1928 réglementant le commerce et l'emploi des stupéfiants....	150
1928	Octobre 27 — Décret-Loi No. 65 de 1928 étendant la procédure de la saisie administrative au recouvrement de certaines créances dues à l'Etat.....	152
1928	Novembre 6 — Arrêté portant modification à la liste des quartiers affectés uniquement à l'habitation des familles et où ne peuvent être ouverts des établissements publics dans la ville d'Alexandrie...	154
1928	Novembre 6 — Arrêté portant modification à la liste des quartiers européens dans la ville d'Alexandrie.....	156
1928	Novembre 28 — Arrêté portant modification de l'article 27 du Règlement sur le vidange des fosses d'aisance.....	158
1928	Décembre 1 ^{er} — Arrêté ministériel relatif aux copies photographiques et certificat de bonnes vies et mœurs qui doivent être présentés par les Médecins à l'Administration de l'Hygiène Publique aux fins de leur inscription sur le registre des médecins, conformément au Décret-Loi No. 66 de 1928.....	157
1929	Janvier 3 — Décret-Loi No. 8 de 1929 sur l'inoculation des solipèdes.....	165
1929	Janvier 5 — Arrêté municipal portant règlement d'application à la taxe sur les animaux et véhicules d'Alexandrie.....	159
1929	Janvier 30 — Décret-Loi No. 14 de 1929 portant règlement sur les pharmacies et le commerce des substances vénéneuses	168

	DATE		PAGE
1929	Mai	25 — Arrêté portant modification de l'article 6 du Règlement sur les cimetières musulmans.....	218
1929	Juin	14 — Arrêté portant règlement sur la vente des huiles et graisses végétales comestibles.....	219
1929	Juin	30 — Arrêté Municipal interdisant aux particuliers l'arrosage et le déversement d'eau sur les voies publiques asphaltées.....	222
1929	Juillet	1er — Arrêté ajoutant le Dilaudide, le Benzoymorphine et d'une façon générale les substances connues sous le nom d'esters de morphine ainsi que tous les dérivés d'ecgonine qui pourraient servir industriellement à sa régénération au tableau des substances stupéfiantes	223
1929	Juillet	3 — Arrêté portant autorisation d'exécuter des travaux d'enduit simple aux façades des immeubles frappés d'alignement.....	224
1929	Août	1er — Arrêté prescrivant l'observation de certaines mesures sur les plages d'Alexandrie.....	225
1930	Avril	3 — Arrêté ajoutant l'érysipèle au tableau des maladie infectieuses.....	227
1930	Avril	24 — Arrêté ajoutant la malaria au tableau des maladies infectieuses.....	228
1930	Mai	14 — Arrêté Municipal portant réduction de la taxe sur les automobiles publiques à Alexandrie.....	229
1930	Juin	24 — Arrêté Ministériel ajoutant l'eucodal et le décodide à la liste des substances stupéfiantes.....	230
1930	Juin	26 — Loi No. 31 de 1930 portant modification du Décret en date du 27 Mai 1899 prescrivant les mesures à prendre pour combattre la peste et le choléra..	231

	DATE		PAGE
1930	Juillet	13 — Arrêté retranchant certaines substances vénéneuses des tableaux 1 et 2 annexés au Décret-Loi No. 14 de 1929 portant règlement sur les pharmacies et le commerce des substances vénéneuses.....	233
1930	Juillet	17 — Arrêté Municipal portant modification à l'arrêté du 31 Mai 1927 relatif à la taxe des entrées aux spectacles et divertissements publics.....	235
1930	Juillet	18 — Arrêté Municipal interdisant l'emploi des périssaires ou autres embarcations légères sur les plages d'Alexandrie lorsque le drapeau noir est hissé....	236
1930	Juillet	29 — Arrêté portant modification au tableau des maladies infectieuses.....	237
1930	Août	17 — Arrêté fixant le tarif des examens et analyses faites par les Laboratoires de l'Administration de l'Hygiène Publique	279
1930	Septembre	3 — Arrêté portant modification de l'Arrêté du 16 Juillet 1913 portant Règlement sur les automobiles.....	238
1930	Septembre	17 — Règlement du 17 Septembre 1930 de Caisse des pensions des employés classés de la Municipalité d'Alexandrie.....	244
1930	Novembre	27 — Arrêté relatif aux conditions et prescriptions particulières pour les autorisations commerciales des automobiles.....	285
1931	Janvier	12 — Arrêté fixant le tarif des indemnités à payer pour les animaux de race bovine (bœufs et buffles), ainsi que pour les chameaux, chevaux, mulets, ânes, moutons, chèvres et porcs qui viendraient à succomber des suites de l'inoculation contre la maladie du charbon.....	286

	DATE		PAGE
1931	Janvier 12	— Arrêté fixant le tarif des droits d'inoculation des animaux contre la maladie du charbon.....	290
1931	Février 12	— Arrêté portant modification de l'Arrêté du 30 Décembre 1929 relatif aux conditions de solidité et de sécurité que doivent présenter les automobiles destinées au transport en commun des passagers.....	291
1931	Mars 19	— Arrêté Municipal portant Règlement sur les trottoirs à Alexandrie	296
1931	Avril 8	— Décret-Loi No. 52 de 1931 portant modification de la Loi No, 15 de 1912 prescrivant des mesures prophylactiques contre les maladies infectieuses.....	299
1921	Mai 31	— Arrêté portant modification du Règlement de Police pour les tramways de la ville d'Alexandrie et pour la ligne des tramways Alexandrie-Ramleh.....	301
1931	Août 17	— Arrêté relatif à la vitesse des automobiles et l'emploi de réflecteurs.....	303
1931	Septembre 8	— Décret-Loi No. 109 de 1931 sur la vaccination preventive contre les maladies infectieuses.....	305
1931	Septembre 22	— Arrêté interdisant l'emploi du fumier desséché comme litière dans les écuries et étables de la ville d'Alexandrie	308
1931	Novembre 2	— Arrêté portant modification au tableau des substances stupéfiantes.....	310
1931	Décembre 20	— Arrêté interdisant aux particuliers d'arroser les voies publiques asphaltées ou d'y verser de l'eau.....	316
1932	Mars 5	— Arrêté portant modification à la liste des quartiers affectés aux maisons de tolérance dans la ville d'Alexandrie..	317

	DATE		PAGE
1932	Mars 13	— Arrêté portant modification à la liste des quartiers uniquement affectés à l'habitation des familles et où ne peuvent être ouverts des établissements publics à Alexandrie.....	318
1932	Mars 24	— Arrêté interdisant la délivrance de certaines spécialités que sur présentation d'une ordonnance.....	319
1932	Mai 1er	— Décret portant extension du périmètre de la ville d'Alexandrie.....	321
1932	Juin 2	— Arrêté Ministériel portant modification au tableau des substances stupéfiantes	324
1932	Juillet 25	— Arrêté designant les lieux de stationnement des voitures publiques dans la ville d'Alexandrie.....	327
1932	Août 26	— Arrêté municipal portant abrogation de l'Arrêté du 17 Juillet 1930 relatif à la taxe sur les entrées aux spectacles et divertissements publics.....	328
1932	Septembre 15	— Arrêté relatif aux conditions que doivent remplir les médecins détenteurs de diplômes étrangers, qui auraient été sous la surveillance du Gouvernement Egyptien, pour être exemptés de l'examen prévu à l'article 4 de la Loi No. 66 de 1928.....	329
1932	Novembre 14	— Arrêté Municipal portant modification du règlement sur l'introduction des viandes à Alexandrie.....	331
1933	Janvier 8	— Arrêté portant modification à la liste des quartiers affectés uniquement à l'habitation des familles et où ne peuvent être ouverts des établissements publics dans la Ville d'Alexandrie.....	332
1933	Février 4	— Arrêté Ministériel portant modification du tableau des maladies infectieuses annexé à la Loi No. 15 de 1912.....	333

DATE	PAGE
1933 Janvier 1er—Arrêté Municipal relatif à la taxe établie sur les établissements débitant des boissons alcooliques à Alexandrie	335
1933 Février 12—Arrêté Ministériel ajoutant la diphtérie au tableau des maladies infectieuses pour lesquelles la vaccination préventive est obligatoire.....	334
1921 à 1933—Additions, transferts de classe ou de catégorie, et changement de mentions, à la liste des établissements incommodes, insalubres et dangereux....	339 à 402

INDEX ALPHABÉTIQUE

1921-1933

A

	PAGE
Abattoirs (voir <i>Egorgeurs des</i>)	
Abattoirs et viandes de boucherie , Règlement sur les,	117
Abris (voir <i>Tentes, huttes et</i>).	
Alignements (voir <i>Constructions, Travaux d'enduits</i>)	
— Sursis à la délivrance d'autorisation de bâtir, en cas de nouvel alignement.....	34
Analyses — Tarif des examens et analyses.....	279
Animaux et véhicules (voir <i>Taxe sur les</i>)	
Animaux de race bovine — Inoculation préventive obligatoire.....	98
— Tarif des droits d'inoculation des animaux de race bovine contre la peste bovine..	107
— Tarif des indemnités à payer aux proprié- taires des animaux de race bovine qui viennent à succomber des suites de l'ino- culation obligatoire.....	108
— (voir <i>Maladie du Charbon</i>)	
Arrosage. — (voir <i>Voies Publiques asphaltées</i>).	
Autobus. — (voir <i>Camions - automobiles, Autobus</i>)	
Automobiles. — (voir <i>Camions - automobiles, Taxe sur les, Transport en commun</i>)	
— Règlement.....	238
— Conditions et prescriptions pour les auto- risations commerciales.....	285
— Vitesse et emploi de réflecteurs.....	303
— publiques. — Emploi du taximètre et tarif	41

C

PAGE

Caisse de pensions. — (<i>voir Personnel classé</i>)	
Camions - automobiles et autobus. — Vitesse	104
Chambres meublées. — Règlement sur les chambres meublées, pensions et autres établisse- ments analogues.....	13
Chiffonniers. — Règlement sur les chiffonniers privés et le transport des immondices ména- gères	119
Choléra (<i>voir Peste et</i>)	
Cimetières Musulmans. — Modification au règlement..	218
Concessions. — (<i>voir Tramways de Ramleh</i>)	
Conseil d'Estimation. — Composition.....	48
Constructions. — Arrêté portant certaines dispositions relatives aux constructions et réparations des immeubles frappés d'alignement....	19
Arrêté ajoutant certaines dispositions au règlement sur les constructions.....	43

D

Déversement d'eau. — (<i>voir Voies publiques asphaltées</i>)	
Divertissements publics. — (<i>voir Taxe sur les entrées aux spectacles et</i>)	

E

Ecuries. — (<i>voir Fumier desséché</i>).	
Egorgeurs des Abattoirs. — Règlement.....	38
Elections. — Modification du règlement pour les élections des représentants des négociants - ex- portateurs.....	37
— Modification de l'arrêté du 25 Janvier 1890.	61
— Modification du règlement pour les élections des négociants-importateurs	106
Embarcations légères. — (<i>voir Plages</i>)	
Etables. — (<i>voir Fumier desséché</i>).	
Etablissements débitant des boissons alcooliques (<i>Voir Taxe sur les</i>)	

Etablissements incommodes, Insalubres et dangereux. — Arrêtés ministériels modifiant l'arrêté du 29 Août 1904 portant règlements d'application pour ces établissements.....	17, 341
— Additions, modifications et changements de mentions.. ..	339 à 402
Examens (Voir <i>Analyses et</i>)	
Etablissements publics. — Loi modifiant la Loi No. 1 de 1904 sur les établissements publics.	14
— Listes des quartiers affectés à l'habitation des familles et où ne peuvent être ouverts des établissements publics d'Alexandrie,	33, 40, 65, 88, 154, 318, 332
Exercice Financier. — Modification	101

F

Façades (Voir <i>Travaux d'enduit</i>)	
Fosses d'aisance. — Règlement sur le vidange des....	158
Fumier desséché. — Interdiction de non emploi comme litière dans les écuries et étables	308

G

Graisses végétales (Voir *Huiles et*)

H

Huiles et graisses végétales. — Règlement sur leur vente.	219
Huttes (Voir <i>Tentes, huttes et abris</i>)	

I

Immeubles (Voir <i>Constructions</i>)	
Immeubles (façades) frappés d'alignement (Voir <i>Travaux d'enduit</i>)	
Immondices. — Transport des immondices sur le Canal Mahmoudieh.....	90
Immondices ménagères (Voir <i>Chiffonniers</i>).	

Indemnités (Voir *Animaux de race bovine*).

Inoculations (Voir *Animaux de race bovine, solipèdes*).

L

Lait caillé. — Surveillance et transport..... 82

M

Maisons de tolérance. — Règlement (modificatif)..... 77

— Quartiers où ne peuvent être tenues des
maisons de tolérance..... 121, 317

Maladie du charbon. — Tarif des indemnités à payer
pour les animaux qui viendraient à
succomber des suites de l'inoculation
contre cette maladie..... 286

— Tarif des droits d'inoculation..... 290

Maladies infectieuses. — Modifications apportées aux
tableaux des maladies infectieuses.... 97, 105, 116
124, 227, 228, 237, 333.

— Prescriptions des mesures prophylactiques
contre ces maladies 299

— Tableau des maladies infectieuses dont la
vaccination préventive est obligatoire... 305, 334

Malaria. — Mesures en vue de combattre cette maladie.. 66

Médecins. — Décret sur l'exercice de la profession de
médecin..... 125

— Mode d'inscription des médecins sur le re-
gistre de l'Administration de l'Hygiène
publique..... 157

— Mode d'admission des médecins détenteurs
de diplômes étrangers..... 329

Municipalité d'Alexandrie. — Modification de l'arrêté
du 24 Juin 1904 relative à l'organisation
administrative..... 92

N

Négociants - exportateurs (Voir *Elections*)

Négociants - importateurs (Voir *Elections*)

O

Officiers de police judiciaire (Voir *Sahels*).
Organisation (Voir *Municipalité d'Alexandrie*).

P

Passages (Voir *Rues*)
Pensions (Voir *Chambres meublées*).
Périmètre. — Extension..... 321
Périssoires (Voir *Plages*).
Personnel Classé. — Règlement de la caisse de pen- 244
Peste bovine (Voir *Animaux de race bovine*)
Peste et choléra. — Mesures à prendre en vue de
combattre ces maladies..... 231
Pharmacies. — Règlement sur les pharmacies et le
commerce des substances vénéneuses... 168
Plages. — Arrêté prescrivant l'observation de certaines
mesures sur les plages..... 225
— Arrêté interdisant l'emploi de périssoires ou
autres embarcations légères sur les plages
lorsque le drapeau noir est hissé..... 236
Police Judiciaire (Voir *Sahels*).

Q

Quartiers (Voir *Etablissements publics*).
Quartiers européens. — Modifications à la liste de ces
quartiers..... 156

R

Rage. — Décret prévoyant des mesures contre la rage... 74
Rokhsas (Voir *Alignements*)
Rues. — Règlement sur la propreté des rues publiques
et privées ainsi que des ruelles, passages
et terrains vagues..... 79
Ruelles (Voir *Rues*)

S

Sahels. — Décret conférant la qualité d'officiers de police
judiciaire aux inspecteurs et moawens
des Sahels..... 50

	PAGE
Sahels. — Service de peseurs, porteurs et mesures publics dans les Sahels.....	54
— Etablissement à Alexandrie.....	57
Saisie Administrative. — Décret étendant la procédure de la saisie administrative au recouvrement de certaines créances de l'Etat....	152
Solipèdes. — Inoculation.....	165
Spécialités pharmaceutiques (Voir <i>Stupéfiants</i>).	
Spectacles (Voir <i>Taxe sur les entrées aux spectacles et divertissements publics</i> .)	
Stations de voitures (Voir <i>Voitures publiques</i>)	
Stupéfiants. — Loi réglementant le commerce et l'emploi.....	134
— Divers arrêtés ajoutant d'autres catégories de stupéfiants dont le commerce est interdit sans autorisation spéciale.....	223, 230, 233, 310, 324
— Interdiction de la délivrance de certaines spécialités sans la présentation d'une ordonnance.....	319
Substances vénéneuses (Voir <i>Pharmacies</i>)	

T

Tarif (Voir <i>Automobiles publiques, voitures publiques, maladie du charbon, analyses</i>)	
Taxe sur les animaux et véhicules. - Règlement d'application de cette taxe	159
Taxe sur les automobiles publiques. — Réduction de cette taxe	229
Taxe 2 %. — Exemption de cette taxe en faveur des petits loyers.....	64
— Arrêté portant règlement d'application de cette taxe.....	102
Taxe sur les entrées aux spectacles et divertissements publics. — Mode de perception	110
— Perception de cette taxe dans les cinémas populaires.....	235, 238
Taxe sur les établissements débitant des boissons alcooliques. — Mode de perception de cette taxe.....	335

	PAGE
Taximètre (Voir <i>Automobiles publiques</i>)	
Tentes, huttes et abris similaires , — Règlement.....	35
Terrains de la Municipalité . — Règlement pour la vente.....	5
Terrains vagues (Voir <i>Rues</i>)	
Théâtres . — Règlement sur les.....	115
Tramways de Ramleh . — Retrait de la concession....	122
— Modification du règlement de police pour les tramways des deux réseaux.....	301
Tramways de la Ville (Voir <i>Tramways de Ramleh</i>)	
Transport en commun . — Conditions de solidité et de sécurité que doivent présenter les auto- mobiles destinées au transport en com- mun des passagers.....	290
Travaux d'enduits . — Arrêté portant autorisation d'exé- cuter des travaux d'enduit simples aux façades des immeubles frappés d'aligne- ment.....	224
Trottoirs . — Règlement.....	296
V	
Veaux — Abatage.....	47
Véhicules (Voir <i>Taxe sur les animaux et</i>)	
Viandes . — Introduction à Alexandrie.....	46, 52, 331
— (Voir <i>Abattoirs et viandes de boucherie</i>)	
Voie publique . — (Occupation de la) Règlement sur l'usage ou l'occupation.....	21
Voies publiques asphaltées . — Règlement interdisant aux particuliers l'arrosage et le déverse- ment d'eau sur les voies publiques as- phaltées.....	222, 316
Voitures publiques . — Tarif.....	58
— Arrêté portant désignation des lieux de stationnement.....	327

